

# TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 23 - avril 1984

**LA VÉRITÉ**

Prix : 10 francs

## AFRIQUE AUSTRALE :

**Un accord contre  
la volonté des peuples**

(lire page 10)

## ITALIE :

**Une épreuve  
de force s'annonce**

(lire page 9)

## ALLEMAGNE :

**Le gouvernement Kohl  
en difficulté**

(lire page 6)

## **La grève des mineurs britanniques**

(lire éditorial page 3)



**8 000 « contras » attaquent le Nicaragua au nord et au sud**

## **Nouvelle escalade de l'agression impérialiste**



Le peuple nicaraguayen avec le FSLN. Un avion des contras abattu.



Le secrétaire général des Nations-Unies et des représentants des partis démocrate et républicain ont reçu la délégation internationale mandatée par la Conférence européenne (voir compte rendu page 2)

## Déclaration sur la démocratie et le droit des peuples d'Amérique centrale à disposer d'eux-mêmes

Au moment où s'accroît l'agression contre le Nicaragua, on comprendra l'importance de ce texte adopté à l'issue d'un débat organisé, avec des personnalités de toute l'Amérique latine, à Bogota, par le Cercle d'études latino-américain (CELA).

Le cycle de conférences sur « La démocratie en Amérique latine » organisé par le CELA à Bogota du 20 au 24 mars 1984 nous a permis, à nous, dirigeants politiques de différents pays du continent, de mener une réflexion commune et de constater avec espoir la progression du processus de démocratisation qui traverse notre pays, du côté sud de l'Amérique centrale.

Les peuples du continent ont fait irruption pour affronter les dictatures militaires qui s'étaient imposées durant la dernière décennie, ou d'autres plus anciennes. Les événements des dernières années ont confirmé l'incapacité des gouvernements, de fait, à régler les grands problèmes qui accablent les populations et ont démontré que ces gouvernements sont essentiellement des piliers d'un système de domination qui, éclairé par les doctrines de sécurité nationale, détruit la démocratie, viole des droits de l'homme et impose des modèles économiques favorisant avant tout les intérêts impérialistes.

La cause de la démocratie est indissociablement liée à la recherche de l'indépendance nationale et au droit de vivre en paix, comme l'indiquent les peuples du Nicaragua, du Salvador, du Guatemala et de toute l'Amérique centrale. Leur héroïsme a été un facteur fondamental pour la lutte démocratique sur tout le continent.

La chute de la dictature en Bolivie et la reconnaissance en conséquence de la volonté populaire ont été le symptôme de l'actuel réveil démocratique au sud de l'Amérique. Cela a été suivi de la faillite du régime militaire en Argentine et de l'élection d'un nouveau gouvernement. Au Chili et en Uruguay, l'opposition populaire aux dictatures s'étend et s'unifie, et c'est ainsi qu'augmentent chaque jour les possibilités d'en finir avec des tyrannies qui ont entraîné des milliers d'assassinats, de disparitions et d'exils.

En même temps que nous constatons d'importants progrès, c'est avec inquiétude que nous voyons les orientations et les pratiques de l'administration Reagan qui, guidée par les intérêts de « défense de la sûreté des Etats-Unis », se consacre au renforcement de régimes antidémocratiques et dictatoriaux. Le gouvernement de Reagan affronte la situation en Amérique centrale en donnant la priorité aux options militaires et en s'immisçant dans les affaires des pays d'Amérique centrale contre leur droit à leur pleine autodétermination, comme cela est démontré par

le rôle qu'il joue pour fomenter des agressions contre le Nicaragua et par les différentes formes d'intervention dans la région. Dans cette voie, même si des porte-parole du département d'Etat ont exprimé leur soutien aux initiatives du groupe de la Contadora, ces efforts de médiation et de recherche d'une solution politique sont en réalité laissés en marge.

L'ensemble de cette situation nous amène à nous joindre aux appels pour renforcer l'unité des organisations et personnalités démocratiques en Amérique latine pour apporter un soutien décidé aux efforts des peuples pour la démocratie et l'autodétermination nationale.

Nous reprenons l'appel à unir les expressions de solidarité de l'Amérique latine et de l'Europe à celles du peuple des Etats-Unis lui-même, pour soutenir les peuples du Nicaragua et du Salvador face à l'agression et à la politique d'intervention, comme cela a été dit lors de la Conférence latino-américaine en hommage à Simon Bolivar qui s'est tenue à Bogota en juillet 1983, et lors de la Conférence européenne à Paris, en décembre de la même année.

Nous adressons l'expression de notre soutien à ceux qui, au Chili, en Uruguay, au Brésil et sur tout le continent, dressent le drapeau de la démocratie et de l'indépendance nationale.

La riche expérience de l'association qui nous a permis de réaliser ce cycle de conférences nous amène à saluer l'initiative d'une rencontre continentale qui permette le dialogue et la coordination d'actions sur les problèmes actuels de la lutte pour la démocratie et la libération de nos peuples. »

Bogota, le 23 mars 1984.

**Juan Bosch, ex-président de la République dominicaine - José P. Cardoso, président du Parti socialiste uruguayen - Hernan Vodanovic, dirigeant du Parti socialiste chilien et de l'Alliance démocratique - Edgardo Condesa, directeur du CELA - Guillermo Ungo, président du FDR - Mario Aguiñada, commandant du FMLN - Hortensia, veuve Allende, dirigeante socialiste chilienne - Francisco Quiñonez, ambassadeur du Nicaragua en Colombie - Alfredo Vasquez Carrizosa, ancien ministre des Relations extérieures de Colombie - Camilo Gonzalez Posso, dirigeant de Convergence socialiste et membre du comité de liaison - Gerardo Molina, sénateur de la République de Colombie.**

## LE POSI LÉGALISÉ !

Obligée par une sentence favorable à notre parti de la Cour de justice nationale de décembre dernier, la direction générale de la politique intérieure du ministère de l'Intérieur a enregistré le POSI dans le registre des partis politiques, à la mi-mars.

Depuis la fondation du POSI — et sous des motifs très divers — les différents gouvernements de l'UCD et celui du PSOE s'étaient refusés à notre légalisation et inscription, bien que ce soit là une exigence démocratique élémentaire.

Depuis quatre ans, le POSI a

gagné le droit à exister, grâce à toutes les prises de position légales en sa faveur. C'est une victoire qui est l'œuvre de tous les militants, sympathisants et amis, qui l'ont rendue possible.

Obligé d'inscrire le POSI, le ministère de l'Intérieur, par le biais du procureur de l'Etat, a fait appel contre la sentence de la Cour de justice nationale auprès du tribunal suprême, pour tenter d'empêcher de nouveau notre existence. La lutte continue donc. Pour la première fois, le POSI se présente aux élections de Catalogne sous son propre sigle.

## La délégation est aux USA !

A l'issue de la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix, tenue à Paris les 17 et 18 décembre 1983, la décision avait été prise d'envoyer aux Etats-Unis une délégation représentant la volonté des 4 500 personnalités de toute l'Europe qui avaient appuyé la conférence.

Cette délégation devait rencontrer M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, M. Thomas O'Neill, speaker de la Chambre des Représentants des Etats-Unis, et M. Howard Baker, président du Sénat des USA, pour leur faire part de l'opposition que rencontrait la politique d'agression de l'administration Reagan en Amérique centrale et pour affirmer la solidarité avec les citoyens américains qui s'opposent à cette politique.

La délégation est aujourd'hui aux Etats-Unis. Elle rencontrera mardi Monsieur Perez de Cuellar, puis se rendra à Washington.

Elle est composée de :

— Monsieur F. Duve, président de la commission culturelle parlementaire du SPD au Bundestag (RFA).  
— Monsieur G. Hopfenmüller, membre du comité directeur du Parti des Verts (RFA).

— Monsieur M. Broué, mathématicien (France).

— Monsieur Costa Gavras, cinéaste (France).

— Madame E. Herfkens, député socialiste, présidente du Comité européen des parlementaires en solidarité avec le Nicaragua (Pays-Bas).

— Monsieur M. Higgins, président du Labour Party d'Irlande (Irlande).

— Monsieur S. Clinton Davis, avocat, ancien ministre du Labour Party mandaté par le Labour Party (Grande-Bretagne).

— Monsieur Perez Esquivel, prix Nobel de la paix (Argentine).

— Monsieur Jean Ziegler, membre du bureau de l'Internationale socialiste (Suisse).

— Monsieur R. Baumlin, conseiller national, député PSS, membre du Tribunal des peuples pour le Guatemala (Suisse).

— Mgr Mendez Arceo, ancien archevêque de Cuernavaca (Mexique).

— Monsieur Luis Favre, secrétaire du Comité coordinateur de la Conférence européenne (France).

— Monsieur Juan Maria Bandrés, député au Cortès (Espagne).

— Monsieur Denis Roch, professeur à l'université de Montréal (Canada).

— Monsieur V. Allmand, ancien Solicitor General, ancien ministre des Affaires indiennes, ancien ministre de la Consommation, président

de la Commission permanente pour l'emploi, le travail et l'immigration, député à la Chambre des communes d'Ottawa (Canada).

— Madame Alexandra Weisgal, représentante de la délégation internationale et de la conférence européenne aux USA.

— Monsieur Hans Langenberg, secrétaire du Comité des hommes politiques et des parlementaires en solidarité avec le Nicaragua (Pays-Bas).

M. Gabriel Garcia Marquez interdit de visa !

Monsieur Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel de littérature, fait partie de la délégation. Il n'est pas aux Etats-Unis, car l'administration Reagan a pris la décision scandaleuse de lui interdire l'entrée du territoire des Etats-Unis.

Le comité coordinateur appelle tous les démocrates, tous ceux qui se réclament du principe de la libre circulation des personnes, à élever la plus vive protestation contre cette mesure frappant un intellectuel mondialement connu.

Le comité coordinateur invite ceux qui soutiennent l'objet de cette délégation à contribuer financièrement aux frais nécessités par l'organisation de cette délégation.

## CONTRE LA REPRESSION EN ALGERIE Campagne internationale

LES lecteurs de *Tribune internationale* ont été tenus informés de la vague de répression qui s'est abattue en Algérie sur les milieux les plus divers : animatrices du « Collectif femmes » pour la défense du droit des femmes, amis de Ben Bella, défenseurs des droits culturels berbères, militants accusés d'appartenance à l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section algérienne de « IV<sup>e</sup> Internationale - Centre international de reconstruction ».

Après avoir mené la grève de la faim dans la prison d'Alger où ils étaient enfermés, 11 militants accusés d'appartenance à l'OST ont été transférés, dans un état grave pour plusieurs d'entre eux, à la prison de Berrouaghia, dans le sud algérien.

Trois femmes (Fattouma Ouze-gane, Leila Souidi et Louiza Hannoun) animatrices du Collectif femmes détenues à la prison de Medea ont entamé le 14 mars une grève de la faim qu'elles ont interrompue après vingt-trois jours, après une amélioration de leurs conditions de détention (notamment la possibilité de visites de leurs familles).

En même temps, en France comme à l'échelle internationale, la campagne impulsée par le « Comité pour la libération des emprisonnés politiques en Algérie » (1), des communiqués duquel nous tirons ces informations, s'est amplifiée.

C'est ainsi que le vendredi 16 mars, à Paris, à l'appel de ce comité, un meeting réunissant trois mille personnes s'est réuni. Il a entendu des interventions et des messages des avocats Maîtres Yves Dechezelles, Yves Jouffa, Daniel Jacoby, Jean-Jacques de Felice, de Laurent Schwartz, Pierre Broué, Pierre Vidal-Naquet, Mohammed Harbi, Jean-Jacques Marie, etc.

M<sup>e</sup> Yves Jouffa a proposé qu'une délégation formée de personnalités ayant pris position dès les années de la colonisation française pour le droit du peuple algérien à disposer de lui-même se rende en Algérie pour y rencontrer les autorités algériennes.

Cette délégation, constituée par M<sup>e</sup> Yves Jouffa (aujourd'hui prési-

dent de la Ligue des droits de l'homme et mandaté par celle-ci et par la Fédération internationale des droits de l'homme) et de M<sup>e</sup> Dechezelles est depuis partie en Algérie.

En France, le comité a recueilli 20 000 signatures dont celles de nombreuses personnalités. Le journal *Le Monde* signale que le premier secrétaire du Parti socialiste français, lors d'un voyage en Algérie, est intervenu à ce sujet.

A l'échelle internationale, ce sont déjà 300 personnalités de divers pays qui se sont élevées contre l'emprisonnement de militants frappés du fait de leurs opinions et de leur légitime volonté de les exprimer.

Citons parmi elles :

**Angleterre :** Eric Heffer, député - Jeremy Corbyn, député - N. Atkinson, député - K. Livingstone - K. Roddy, syndicaliste - C. Soley, député - J. Richardson, député - A. Lathom - K. Coats. (Tous membres du groupe parlementaire du Labour Party).

**Irlande :** M. Merrigan, syndicaliste - M. Farrell - O'Connor, écrivain - Bernadette Devlin.

**Portugal :** E. Pedro, député - M. Antunes - H. Baflores - M.-H. Cabral, syndicaliste - R. Matias, avocate - P. Verdiales, avocat - A. Macedo, avocat.

**Brazil :** L.-E. Greenhalg, avocat.

**Sénégal :** E. Diouf - S. Dieng - G. Ndong - M. Sambou - M. Mbenque - A. Diallo - M. Sonko - M. Mbaye, responsables syndicaux.

**Espagne :** L. Gomez, F. Gomez, J. Manzanares-Nunez, M. Arroyo, D. Sabrino, B. Castro, J. Vicente, J. Pez, L. Butes, M. San Nicolas, D. Martinez, S. Moreno, J.-L. Gerona, J.-L. Sanselou, A. Lopez, J.-M. Iglesias, Fermin, P.-M. Martinez, M. Olmo, dirigeants syndicaux.

**Allemagne :** F. Duwe, député du SPD - E. Walde - E. Beck, Ligue des droits de l'homme - H. Brandt, dirigeant syndical - D<sup>r</sup> Assman, professeur à Heidelberg.

**Suisse :** G. Nanchen - A. Berenstein, ex-juge fédéral - B. Schneider, avocat - A. Tanner, cinéaste - M. Thevenaz, journaliste - G. Verdon, journaliste - D. Gallin, syndicaliste - Ch. Brunner, syndicaliste - L. Urben, pédagogue - M. Zumpfdeim, conseiller municipal Genève.

**Canada :** M. Ross, psychologue - CL. Trudel, journaliste - F. Laroche, professeur - H. Major, M. Guay, M. Lalonde, J. Royer, P. Vadeboncoeur, P. Monette, écrivains - L. Gill, journaliste d'université - M. Boisvert, journaliste.

**Mexique :** C. Escobar, syndicaliste - A.-C. Martinez, physicien.



## Nouvelle phase de l'agression contre le Nicaragua

LES événements en Amérique centrale se succèdent à une vitesse inusitée. Reagan, en même temps qu'il y approfondit l'intervention militaire nord-américaine, aiguise à un degré plus grand encore toutes les contradictions entraînées par sa politique, y compris au sein de la représentation politique de la bourgeoisie américaine elle-même.

Le minage des ports nicaraguayens a soulevé de fortes critiques de la part de plusieurs gouvernements, du groupe de la Contadora, de la France et d'autres gouvernements européens. Même l'Angleterre de Thatcher n'a pas donné son approbation, « en raison du danger que cela représente pour le trafic maritime international ». La France est allée jusqu'à offrir son aide pour le déminage des ports.

Le Sénat nord-américain lui-même a approuvé une résolution « demandant un arrêt de l'utilisation des fonds de la CIA pour aider au minage des ports nicaraguayens ». La CIA a dû déclarer qu'elle mettait fin à l'opération. Il est vrai que les ports sont minés...

Lors de la dernière réunion du Conseil de sécurité des Nations-Unies, qui vient de s'achever, la représentation nord-américaine a opposé son veto à une résolution contraire à la pose de mines marines dans les ports du Nicaragua. Seule l'Angleterre s'est abstenue de voter, et les autres membres de ce conseil se sont prononcés en faveur de la demande nicaraguayenne.

La presse et les membres du Parlement des Etats-Unis ont révélé sans équivoque la participation de bateaux de ce pays et d'agents de la CIA dans la pose des mines. La Maison-Blanche ne s'est même pas soucée de démentir au moment où elle manifestait son désagrément vis-à-vis de l'offre faite par la France de coopérer au déminage.

Le 9 avril, quelques heures avant que le gouvernement sandiniste dépose auprès du Tribunal international de justice de La Haye (TIJ) la dénonciation contre les Etats-Unis, l'administration Reagan s'est empressée de communiquer à cet organisme des Nations-Unies que désormais, et pour une période de deux ans, elle ne reconnaîtrait pas sa juridiction pour tout conflit concernant l'Amérique centrale.

Selon l'édition du *New York Times* du 8 avril, citant de hauts responsables du gouvernement nord-américain, « des plans d'urgence ont été établis pour un éventuel envoi de troupes de combat américaines en Amérique centrale si les efforts entrepris pour vaincre les

forces de gauche dans la région échouaient ».

Ces plans seraient appliqués au nom du « Traité interaméricain d'assistance réciproque » (TIAR) signé en 1947 à Rio de Janeiro.

Indication d'autant plus menaçante que les plus récents événements soulignent ce que signifie la formule « si les efforts entrepris pour vaincre les forces de gauche dans la région échouaient ».

Il ne s'agit pas à l'évidence seulement de l'aide accrue sur tous les terrains au régime salvadorien — et maintenue par Reagan contre la volonté du Congrès —, il s'agit d'une brutale escalade dans les tentatives de renversement du gouvernement légitime du Nicaragua.

Au sud comme au nord du Nicaragua, une violente offensive, mobilisant des moyens considérables, s'est développée. Au sud, ce sont les bandes commandées par Eden Pastora qui se sont emparées du petit port de San Juan, tentant ainsi de créer une enclave au sein même du territoire du Nicaragua.

Au nord, comme l'a déclaré le vice-ministre de la Défense du gouvernement du Nicaragua, le pays fait face à la plus vaste offensive qu'il ait jamais subie.

Plus de 8 000 hommes bien armés participent à cette offensive lancée depuis le Honduras. Ils bénéficient d'un important appui aérien. Des bases militaires honduriennes de Aguacate, Banco Grande et Las Vegas, hélicoptères, DC3 et avions C47 approvisionnent les troupes contre-révolutionnaires. Celles-ci bénéficient, comme l'a déclaré un représentant du gouvernement sandiniste, d'un appui « vaste, illimité et direct de la CIA ».

La guerre « non déclarée » de l'impérialisme US a ainsi atteint une nouvelle étape. L'offensive lancée par les mercenaires de l'impérialisme US, offensive coordonnée au nord et au sud et qui se développe ouvertement avec l'appui matériel et technique de la CIA et des forces américaines implantées au Honduras, s'inscrit dans les plans d'ensemble d'agression de l'administration Reagan contre le gouvernement ouvrier et paysan du Nicaragua.

Dans tout l'Amérique latine, la politique de l'impérialisme nord-américain ne peut que nourrir les conditions d'explosion de la crise révolutionnaire. Le Honduras, occupé militairement par les Etats-Unis, n'y fait pas exception.

### La crise au Honduras

Ce contexte est la base des événements récents qui sans aucun doute

ont ouvert une importante crise politique. Il y a peu, le général Alvarez, chef de l'armée, a été relevé de force de ses fonctions, ainsi que les hauts commandements des différents secteurs de l'armée, à l'exception de celui de l'armée de l'air, qui était l'un des instigateurs de cette action foudroyante.

Ce pays connaît aujourd'hui un accroissement des contradictions au sein de la bourgeoisie elle-même et de ses expressions politiques, en relation avec la domination impérialiste.

Un élément fondamental en est aussi la mobilisation populaire qui n'a pu être enrayée par la répression, les disparitions et l'inexistence de libertés démocratiques. Dans les derniers mois, une des luttes les plus importantes a précisément été la grève des travailleurs de l'électricité pour exiger la libération du président du syndicat, Rolando Vides, enlevé par des détachements spéciaux de la police, au moyen desquels est menée la « guerre sale » au Honduras.

Alvarez, outre qu'il s'est toujours affirmé comme l'un des plus ardents défenseurs de la thèse d'une guerre immédiate contre le Nicaragua, est un de ceux qui ont été le plus visiblement à l'initiative des assassinats et disparitions de militants ouvriers et de démocrates.

Il est aussi le président de l'APROH (Association pour le progrès du Honduras), une organisation liée à des cercles militaires et à des hommes d'affaires de l'extrême-droite.

Walter Lopez, chef de l'armée de l'air et instigateur du coup de main contre Alvarez, n'est pas moins que lui un « homme de Washington ». Ce n'est pas la souveraineté ou la « démocratie » que Lopez veut affirmer. Le nouveau commandement militaire va tenter, au service de l'impérialisme, la vieille tactique de « changer quelque chose, pour que tout reste pareil ».

Un autre élément clé pour l'interprétation de la situation est l'attitude du gouvernement nord-américain, lequel a, tout au moins, toléré la destitution de ses « hommes de confiance ». Quelques analystes soulignent avec raison que le « militarisme d'Alvarez avait commencé à devenir gênant pour les USA à un moment où l'administration Reagan tente de présenter une image démocratique de ses alliés centro-américains ».

Cette crise du régime, à son tour, élargit l'espace pour une expression de plus en plus forte de l'action directe des masses populaires. Le 5 avril, moins d'une semaine après que le général Alvarez fut relevé de ses fonctions, 30 000 personnes ont défilé dans la capitale hondurienne à l'appel de la Fédération unitaire des travailleurs et de la Centrale générale des travailleurs, des collèges professionnels, d'associations et de fronts étudiants, pour exiger une plus grande liberté, l'arrêt de la répression, la modernisation des conflits du travail, une plus grande justice, l'apparition des leaders disparus, moins de bureaucratie, plus de démocratie et la réduction des impôts.

C'est toute l'Amérique centrale qui s'enflamme au feu de la crise révolutionnaire : la crise qui déchire le Honduras, « protectorat » et base de l'impérialisme, en témoignent.

## EN EUROPE

### Des mineurs britanniques aux travailleurs d'Italie

C E numéro de *Tribune internationale* traite de quelques-unes des expressions de la situation actuelle en Europe : la mobilisation des travailleurs italiens contre la remise en cause d'un de leurs acquis essentiels, la crise de plus en plus aiguë du gouvernement Kohl, la portée politique des mesures de démantèlement de la sidérurgie lorraine prises par le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman en France.

D'autres faits aussi auraient pu être examinés. Le 3 avril, la FGTB (confédération des syndicats de Belgique) appelait à une grève générale de protestation contre la politique d'austérité du gouvernement Martens. Elle fut massivement suivie. Une nouvelle journée de protestation a eu lieu le 10 avril.

En Angleterre, ce sont aujourd'hui 90 % des puits de mine qui sont fermés par la grève. Les syndicats des transports ont assuré les mineurs de leur solidarité et le gouvernement Thatcher a menacé de faire appel à l'armée pour déplacer le charbon.

Cette grève est née et s'est imposée à partir de l'action des mineurs eux-mêmes, dans différents secteurs, contre les licenciements.

Conséquences brutales de la crise généralisée du système capitaliste, du déclin particulier des vieilles puissances d'Europe aggravé par la politique de l'impérialisme américain, démantèlement de secteurs entiers de l'industrie, licenciements massifs augmentant la proportion des chômeurs... Ces traits se retrouvent à des degrés divers dans tous les pays de l'Europe capitaliste.

Ils se combinent avec une incapacité manifeste de tous les gouvernements bourgeois en place à faire face à la situation, qu'il s'agisse de gouvernements de type front populaire ou de gouvernements des partis bourgeois. Tous les régimes apparaissent comme frappés d'inadéquation. Ainsi, le gouvernement Kohl est très vite devenu un gouvernement usé avant terme, marqué par les scandales, fissuré. Et l'on ne peut qu'être frappé par le contraste qui existe entre la victoire électorale encore récente du parti conservateur et les limites de l'action du gouvernement Thatcher.

Dans la récente période, ce ne sont pas les attaques — certes réelles — contre le niveau de vie de la classe ouvrière et contre ses droits qui constituent en Angleterre le fait le plus marquant, mais bien les actions menées par la classe ouvrière. Et, à chaque moment, c'est la crainte de la force de la classe ouvrière britannique qui est à la racine des divisions et des conflits au sein du parti conservateur et de son groupe parlementaire.

En arrière-plan de cette réalité diverse mais unifiée, il y a ce qu'il est maintenant devenu banal d'appeler le « déclin européen ».

A ce sujet, l'hebdomadaire américain *Newsweek*, dans une étude précisément intitulée « Le déclin de l'Europe », écrit :

« Le chômage dans les dix Etats de la CEE atteint 12,5 millions et s'élève à 19 millions pour l'Europe occidentale dans son ensemble. Un million de chômeurs supplémentaires s'ajoutera à cette somme dans l'année en cours. Et ces chiffres ne diminueront vraisemblablement pas de manière significative avant la fin de la décennie. Sur chacune des économies d'Europe, pèse le poids de branches industrielles dépassées qui doivent être lourdement subventionnées, restructurées à grand prix ou douloureusement supprimées. »

Et *Newsweek* poursuit en notant que les perspectives de la « reprise » sont bien faibles, y compris pour les « mieux placés » : « Ni l'économie britannique ni l'économie allemande ne connaîtront probablement une croissance supérieure à 2 ou 3 % en 1984 — la moitié de celle envisagée pour les USA, bien incapable de réduire le chômage » après s'être plaint du fait que « la main-d'œuvre européenne soit la moins mobile du monde (pratiquement impossible à licencier) » et que « les pays européens ont édifié d'immenses programmes de protection sociale impossibles à maintenir ».

Les dizaines et les dizaines de milliers de travailleurs de la capitale décadente chassés de leur emploi, les masses qui voient menacés la Sécurité sociale et leur droit à la santé apprécieront ! La recette que propose aux capitalistes d'Europe le porte-parole de l'impérialisme américain, c'est de « développer » encore plus le chômage, d'en finir avec toute limitation légale aux licenciements, de liquider les conquêtes arrachées par des décennies de combat de la classe ouvrière.

On retrouve là d'ailleurs non un débordement d'imagination du journaliste américain, mais sous une forme condensée le contenu même des divers « plans d'austérité » que la bourgeoisie veut voir réalisés.

Mais ces plans meurtriers dont la nécessité s'affirme avec plus de force que jamais pour les différentes bourgeoisies sont élaborés précisément dans une période où partout en Europe (comme en témoignent les quelques exemples donnés plus haut) la classe ouvrière se regroupe, résiste, agit, cherche à s'ouvrir la voie d'une solution politique.

Le déclin de l'Europe, c'est-à-dire celui des plus vieilles puissances impérialistes, n'est pas le déclin de la classe ouvrière. Ce déclin qui se traduit par la dévastation de régions entières, par une véritable tendance à l'effondrement, à la disparition de pans entiers de l'édifice industriel de l'Europe, c'est la condamnation sans appel d'un système social qui n'a d'autre avenir que celui de détruire ce qu'il a lui-même édifié.

F.F.

### Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

**Comité éditorial :** Gilberto Avelino, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

**Directeur :** Pierre Lambert.

**Rédacteurs en chef :** Luis Favre, François Forgue.

**Comité de rédaction :** M. Aklouf, G. Avelino, P. Broué, A. Camps, C. Corte, N. Dioli, P. Fougeyrollas, C. Genty, S. Just, M. Orozco, S. Reis, J. Robles, H. Vigier.

**Rédaction et correspondance pour tous les pays :** 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France.

**Version en portugais et en espagnol :** Palavra Editora Ltda. Rua dos Tupinambas 152 Paraíso 04104 São Paulo, Brésil.

Commission paritaire : n° 56 413

M. O.

### ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France .....	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Europe .....	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie .....	pli ouvert 150 F
.....	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Ilris, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

## Avec le peuple des Etats-Unis, faire échec à la guerre de Reagan

Tout semble indiquer qu'au fur et à mesure que s'accélère la campagne électorale aux Etats-Unis, l'administration Reagan tient plus que jamais à pouvoir se targuer de pas en avant et d'éviter des défaites le long de ce qu'elle a appelé sa quatrième frontière. Le « coup de force sur l'opinion », obtenu avec l'invasion de la Grenade, a fait supposer aux conseillers du département d'Etat qu'une partie considérable des citoyens des Etats-Unis s'enthousiasme à l'idée d'un gouvernement fort menant de fulgurantes croisades contre la « menace communiste » dans les Caraïbes.

Par ce précédent, il veut mettre en place tous les moyens nécessaires pour gagner au cours de cette année 1984 d'autres trophées de guerre en frappant les peuples d'Amérique centrale.

À U fur et à mesure qu'avance la campagne, nombreux sont ceux qui aux Etats-Unis mettent en cause la politique de l'actuelle administration à l'égard de cette région voisine, et les opposants du Parti démocrate rappellent à Reagan qu'en s'installant à la présidence il s'était donné pour tâche prioritaire de trouver au Salvador et en Amérique centrale une solution favorable aux intérêts nord-américains.

En cette année électorale, c'est avec une claire évidence qu'apparaît l'enchaînement entre la situation en Amérique centrale et l'évolution de la politique intérieure des Etats-Unis. L'administration Reagan, poursuivant sa stratégie globale qui vise à empêcher de « nouveaux Nicaragua » et à défaire le gouvernement sandiniste, tente d'y introduire des ajustements tactiques reliés à court terme à plusieurs objectifs. Parmi ceux-ci nous pouvons souligner :

— L'élimination du maximum d'obstacles au sein du Congrès des Etats-Unis pour continuer et élargir à une grande échelle l'« aide » militaire aux alliés dans la région (tentative d'accord bipartite, pression sur les gouvernements du Salvador et du Guatemala pour qu'ils préservent certaines apparences en matière de crimes atroces, etc.).

— La concentration des efforts pour tenter d'inverser la dynamique actuelle de la lutte au Salvador. Aussi bien la commission Kissinger que le Pentagone et la presse des Etats-Unis ont reconnu que FMLN progresse et que si la tendance actuelle se maintient, il gagnera la guerre à moyen ou à long terme.

— L'isolement du gouvernement sandiniste, son affaiblissement par le blocus économique et en fomentant l'agression militaire, semblent être la tâche immédiate, tout en cherchant à remettre en question la légitimité de l'actuel gouvernement pour l'obliger à plier ou à négocier avec la « contra ».

— La reconstruction pleine et entière des accords avec le gouvernement du Guatemala et le renforcement du CONDECA, comme instrument de coordination des forces militaires des gouvernements « amis ».

— L'approfondissement de la transformation du Honduras en base d'opérations pour l'armée US. De là sont coordonnées les actions contre-révolutionnaires, ouvertes ou voilées, dans toute la région.

Dans le livre *La véritable paix*, publié par Nixon fin 1983, nous trouvons un bref résumé de ce que sont les préoccupations immédiates de Reagan :

« Le but de notre soutien aux forces antisandinistes — dit ce conseiller ad hoc du Pentagone — est d'aider le gouvernement élu du Salvador, en coupant l'aide militaire aux gué-

rillas (...). Notre politique d'aide économique et militaire au Salvador est destinée à renforcer les forces du gouvernement anticommuniste, de façon qu'elles puissent arrêter les révolutionnaires, dominés par les communistes, parce qu'en expulsant les Soviétiques nous espérons éviter que d'autres gouvernements s'effondrent dans cette région vitale. Notre troisième objectif est d'isoler Cuba et le Nicaragua pour éviter qu'ils n'infectent leurs voisins avec leur tyrannie et leur misère... Ne laissons pas le doute s'instaurer dans leur esprit sur notre capacité et notre volonté à faire ce qui sera nécessaire. » (Richard Nixon, *La véritable paix*).

Dans cette optique, à l'étape actuelle et dans les mois qui vont suivre, le regard de Washington est d'abord tourné vers la recherche d'une défaite du FMLN-FDR au Salvador, ou du moins vers l'obtention de quelques succès dans cette voie.

Il faut ajouter à ce schéma le fait que sont mises en place en même temps des conditions matérielles pour tenter d'imposer, au moment opportun, un « gouvernement provisoire » contre-révolutionnaire sur une partie du territoire du Nicaragua. Des opérations dans ce sens ont d'ailleurs déjà été tentées.

### Les Etats-Unis sont en train de perdre la guerre au Salvador

Le grand problème de l'administration Reagan est la conscience qu'il a de ce que la situation de ses alliés et hommes de paille salvadoriens se détériore à pas de géants. En trois ans, les rapports de force sur le plan militaire ont penché en faveur du FMLN. Le tiers du territoire du pays est sous le contrôle des insurgés, territoire où se trouvent des zones et des points d'importance stratégique.

L'armée de la dictature, bien que dirigée et entraînée par les « conseillers » nord-américains, doit être continuellement renouvelée, du fait des désertions, pertes, et de la démoralisation des soldats. Pendant ce temps, le FMLN, soutenu par le peuple, affirme sa capacité d'action politique et militaire.

Il y a même eu des journalistes nord-américains qui se sont écriés que « la guerre est en train d'être perdue au Salvador » en constatant des opérations de grande envergure comme celle de la caserne El Paraiso le 30 décembre 1983, ou la destruction du pont de Cuscatlan, ou encore la défaite en février de cette année des contre-offensives gouvernementales à Usulutlan.

### Les élections de mars

C'est dans ce contexte que se déroulent les élections fixées pour le 25 mars. C'est avec raison que Guillermo Ungo, président du FDR, a

déclaré que « ces élections obéissent uniquement aux intérêts de Reagan et, loin de résoudre le conflit salvadorien, elles constituent un danger pour son règlement définitif ». (*El Pais*, 13 février 1984).

Georges Schultz a dû intervenir pour imposer la volonté de Reagan contre l'état-major de l'armée salvadorienne lui-même qui voyait dans les élections un facteur détournant la concentration des forces pour la guerre contre le FMLN.

Cet état-major a finalement compris qu'en plus des desseins électoraux de la campagne de Reagan, il s'agissait par là de donner au gouvernement local une apparence de légitimité qui facilite l'entrée des armes, la signature d'accords et y compris, le recours, avant une défaite militaire, à l'entrée de troupes nord-américaines qui seraient éventuellement appelées par un gouvernement prétendument « souverain ».

Avec les élections au Salvador, on prétend aussi opposer la prétendue légitimité du gouvernement qui serait élu à la prétendue illégitimité du gouvernement sandiniste issu de la révolution.

Cependant, le jeu électoral au Salvador est voué à l'échec. Il va pour

négociation, le FDR-FMLN a formulé le 31 janvier 1984 la proposition de « gouvernement provisoire à large participation » ; ce gouvernement intégrerait des « représentants du mouvement ouvrier, paysan, des enseignants, des employés, des professions libérales, des universités, partis politiques, secteurs d'entreprises, des représentants du FDR-FMLN et de l'armée nationale épurée ».

Le programme immédiat en 20 points envisage la formation d'une seule armée entre les forces militaires du FMLN et de « l'armée épurée », et aboutit à « la constitution d'un organisme électoral qui, par accord entre les parties, programme la tenue d'élections générales libres ». (Communiqué du FMLN-FDR, 31 janvier 1984.)

C'est la proposition d'un gouvernement de conciliation avec un programme qui n'est pas anticapitaliste, mais, rapidement, se sont fait entendre les voix rejetant cette proposition en particulier parce que le point crucial pour Washington est la préservation du contrôle total sur l'appareil militaire et la défense de l'armée actuelle. La destruction de la Garde somoziste leur a prouvé une fois de plus qu'ils doivent tenter d'empêcher

en Amérique centrale. Mais en même temps, ils se voient obligés de reconnaître que le Nicaragua n'est pas la Grenade et que la défaite de l'actuel gouvernement n'est donc pas l'affaire d'un coup de main.

Dans cette mesure, l'objectif de faire plier ou de défaire le sandinisme est défini par eux comme un processus qui comprend dans l'immédiat des tactiques d'isolement, de sabotage, d'encouragement de l'agression des bandes somozistes et de soutien à une opposition interne. Dans les plans d'isolement à l'échelle internationale, les Etats-Unis ont tenté d'utiliser la remise en cause de la légitimité du gouvernement actuel, parce qu'il n'est pas issu des urnes ; cela a eu un effet y compris sur des secteurs de la social-démocratie européenne et latino-américaine.

L'appel à des élections pour le 4 novembre, lancé le 21 février par le gouvernement du Nicaragua, a été une réponse à ces pressions extérieures et en même temps un moyen pour réaffirmer le nouveau pouvoir au niveau intérieur.

D'après ce qu'a annoncé le commandant Daniel Ortega sur la Place de la Révolution, on élira en novembre un président, un vice-président et une



le moment se dérouler dans des conditions d'état d'exception, prolongé depuis le 26 février, ce qui implique des restrictions à toutes les libertés et droits individuels. En outre, elles ont déjà conduit à souligner la crise de direction dans laquelle se trouvent les classes dominantes locales.

Le gouvernement des Etats-Unis s'est refusé à une négociation préalable avec le FDR-FMLN sur les conditions pour des élections réellement démocratiques. La commission de paix, dans les conversations de Bogota, s'est limitée à exiger du FMLN qu'il réponde à l'appel électoral et la commission Kissinger reprend pour formule de négociation la reconnaissance du gouvernement qui serait élu en mars. Il s'agit en tout état de cause d'une méconnaissance de la réalité pour continuer à appliquer une politique de la terre brûlée.

Contre ces manœuvres « électorales » et dans la perspective d'une

à tout prix l'apparition de situations similaires.

C'est ainsi que pour le moment, il n'apparaît pas de possibilités d'une « solution négociée » qui engendre un processus de ralentissement dans la guerre. En attendant, le gouvernement Reagan répond aux dangers d'affaiblissement militaire au Salvador par l'accroissement de « l'aide » militaire et en planifiant d'autres formes d'intervention.

### Les élections de novembre au Nicaragua, un autre défi à Reagan

Ceux qui sont au gouvernement aux Etats-Unis maintiennent leur appréciation du gouvernement sandiniste comme instrument de Cuba et de l'Union soviétique.

Comme le dit l'infâme Kissinger, son existence doit être comprise comme le plus grave danger pour les intérêts de la « sécurité nationale »

Assemblée nationale de 90 membres qui sera constituée durant deux ans et qui restera encore durant quatre ans un organe législatif. Le Conseil d'Etat a discuté d'une loi électorale où soit institué le droit de vote à 16 ans et qui l'étende y compris aux membres de l'armée, comme c'est le cas dans la plupart des pays d'Europe.

Même les porte-parole de la réaction en Amérique latine ont dû reconnaître que l'annonce d'élections au Nicaragua pour une date qui coïncide avec le scrutin aux Etats-Unis « est un croc-en-jambe pour la politique US » (*Vision*, 12 mars 1984). Cette convocation électorale permet une grande initiative au peuple du Nicaragua, en engageant une bataille contre Reagan sur son propre terrain, et en pesant directement sur les élections aux Etats-Unis.

L'opposition et les alliés armés des Etats-Unis ont déjà manifesté leur inquiétude en se sentant démasqués

## SALVADOR

### Des élections sous haute surveillance

et privés de leur mot d'ordre d'élections. Les premiers ont opté pour se retirer du Conseil d'Etat et chercheront n'importe quel prétexte pour dénier toute crédibilité au processus électoral ; les uns et les autres tendent à se coordonner plus ouvertement dans le but de saboter. Il faut s'attendre à ce que cela constitue un élément supplémentaire pour que les Etats-Unis redoublent les initiatives militaires contre le Nicaragua, s'appuyant sur la « contra » et sur l'armée du Honduras.

Les incidents diplomatiques avec le Costa Rica et le Honduras, de même que les incursions de bandes armées durant les dernières semaines indiquent que la campagne électorale n'a rien d'une guerre sur le papier. Reagan consacra de nouveaux efforts pour tenter d'obliger à un report ou à l'échec de l'échéance électorale et pour passer à des niveaux supérieurs dans sa guerre contre le gouvernement légitime du Nicaragua.

#### Ahuas Tara III

Les desseins interventionnistes de l'administration Reagan en sont venus à tel point que le Honduras est devenu une quasi-colonie. Le 8 février, alors que se terminaient les manœuvres conjointes Ahuas Tara III, le gouvernement du Honduras s'est empressé de signer une convention avec les Etats-Unis par laquelle il autorise le maintien, pour une durée indéfinie, de troupes US sur le territoire hondurien. Les bases militaires construites à la frontière avec le Nicaragua restent sous la « protection » des Marines, tandis qu'à la fin mars commencent les opérations Ahuas Tara III qui sont destinées à reprendre la livraison d'armement et la construction d'infrastructures militaires au service de l'intervention dans toute la région.

Tout le panorama de l'Amérique centrale indique que les cris d'alarme lancés par le FMLN-FDR et le gouvernement du Nicaragua sur les dangers de formes plus directes d'intervention militaire des Etats-Unis sont bel et bien fondés. Il nous revient à nous, les peuples d'Amérique latine, de riposter par des actions solidaires et efficaces.

La Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua et les peuples d'Amérique centrale qui s'est tenue à Paris en décembre 1983 et la Conférence latino-américaine à Bogota se sont rejointes dans l'appel à impulser une Conférence internationale à Washington qui serve à montrer, depuis les Etats-Unis mêmes, l'unité existant à l'échelle mondiale dans la lutte contre la politique agressive de l'administration Reagan, et contre sa violation systématique des droits des peuples d'Amérique centrale.

Les nouveaux développements de la situation dans la région, le débat électoral aux USA, la remise en cause de la « vietnamisation » de l'Amérique centrale faite par de nombreux secteurs aux Etats-Unis, sont, entre autres, des éléments suffisants pour montrer la pleine actualité d'initiatives visant à la réalisation d'une telle conférence internationale à Washington.

13 mars 1984,  
Camillo Gonzalez

**A**U moment où nous écrivons cet article, les « résultats officiels » des élections de dimanche dernier au Salvador ne sont pas encore totalement connus. Le Parti démocrate-chrétien pour sa part, sur la base de son propre centre d'estimations, donne la victoire électorale à son candidat Napoleon Duarte. Suivant ses calculs, celui-ci aurait pour le moment obtenu environ 45 % des voix ; d'Aubuisson, le candidat de l'ARENA, 30 % ; Francisco Guerrero, du Parti de conciliation nationale, 18 %. C'est pourquoi on parle de la nécessité d'un second tour dans un délai de 30 jours afin de départager les deux premiers puisque celui qui s'autoproclame comme le mieux placé n'aurait pas obtenu la majorité absolue.

Cependant, en laissant de côté ces pourcentages et ces pronostics chiffrés — quel que soit le candidat qui se trouvera investi à la présidence du gouvernement (avec ou sans « second tour ») grâce à cette farce électorale montée par l'administration Reagan —, ce que révèlent les élections salvadoriennes, c'est la profondeur de la crise politique du régime ; crise qui peut être non pas résolue, mais portée même à un niveau supérieur par les élections.

#### Ni libres, ni démocratiques

Le retard même dans la proclamation des résultats par exemple, comme le déclare la radio *Venceremos* du FMLN, laisse soupçonner une manœuvre « des politiciens locaux avec le gouvernement nord-américain qui, de fait, déterminera les résultats ».

Ces élections n'ont bien sûr été ni libres ni démocratiques. Seul Reagan et ses acolytes peuvent dire qu'elles sont « une victoire de la liberté sur la tyrannie ».

Lors du scrutin, les cartes d'identité des votants étaient marquées d'un tampon. En raison du climat de terreur gouvernementale et de totale violation des droits de l'homme, cela a contribué à ce que la population se sente contrainte de voter.

Non seulement il n'y a pas de registres électoraux, mais suivant le procédé prévu (bulletins de vote numérotés) il est facile de vérifier qui a voté pour qui.

Tous les correspondants et envoyés spéciaux de la presse internationale s'accordent pour dire que la peur a été un des moteurs fondamentaux des élections. Ce qui ne veut pas dire que Duarte, d'Aubuisson, Guerrero et les autres candidats n'aient pas quelque clientèle électorale.

#### Un jour de guerre de plus

Les élections de dimanche au Salvador n'auront rien été d'autre qu'un jour de plus dans la guerre. Dans ce cadre, elles n'ont pas eu lieu dans les régions contrôlées par le FMLN, un cinquième du territoire du Salvador, 89 cantons sur un total de 261. Dans quelques endroits, il y a même eu ce jour-là des combats acharnés entre l'armée et la guérilla : à Tejutepeque, par exemple, où la guérilla a totalement anéanti un bataillon d'infanterie de 160 soldats, faisant 62 morts et 40 prisonniers.

Le FMLN a en outre dynamité des pylones de lignes à haute tension, ce qui a privé de lumière 75 % du territoire national. Cependant le chaos dans lequel se sont déroulées les élec-

tions (là où elles ont eu lieu) a été plutôt l'œuvre du « Conseil central des élections » que des actions de la guérilla ; ce que même le Parti démocrate-chrétien souligne.

Il est notoire que, du modèle des procès-verbaux de scrutin jusqu'aux bulletins de vote, tout a été réalisé par des spécialistes nord-américains. Le gouvernement des Etats-Unis a investi dans ces élections 11 millions de dollars, qui ne sont pas précisément destinés à « la liberté et la démocratie ».

L'envoyé spécial du journal espagnol *El País* fait à ce sujet le commentaire suivant : « En toile de fond de ce déploiement, insolite s'il s'agissait d'élections dans un autre pays, il y a le soupçon que Washington a planifié ce processus en pensant plus à la guerre qu'à la démocratie. Une intervention directe des Etats-Unis serait plus légitimée si elle se produisait à la demande d'un gouvernement élu par les urnes. »

#### Rien n'est résolu

Ce n'est d'autre part un secret pour personne que Reagan espère que ce processus électoral aidera à réduire l'opposition que rencontre au Congrès l'approbation de l'aide militaire au Salvador. Aide sans laquelle — tout le monde en convient, et Reagan lui-même le sait — le régime salvadorien serait tombé depuis longtemps du fait de la mobilisation des masses et des coups de la guérilla.

## L'argument des armes...

**L**E mardi 13 mars, le gouvernement du Nicaragua a appelé le peuple nicaraguayen à « se préparer à une invasion » et a demandé d'urgence « à la communauté internationale de lui fournir les moyens techniques et militaires » pour faire face au danger imminent d'une « guerre à grande échelle » déclenchée par les Etats-Unis.

Le commandant Ortega, coordinateur de la junte gouvernementale, précisait : « A l'heure qu'il est, nous ne pouvons ni ne devons nous faire d'illusions quant à une solution politique de la crise régionale. »

A ce cri d'alarme lancé par les dirigeants sandinistes semble faire écho la déclaration de l'ancien envoyé personnel du président Reagan dans la région, Richard Stone, qui affirmait le 17 mars que « les possibilités pour parvenir à la paix négociée en Amérique centrale sont actuellement assez minimes » et qui se prononçait pour l'accroissement de l'aide militaire américaine et le recours à des « pressions paramilitaires aussi bien qu'économiques contre les sandinistes ».

Mais il y a plus que les phrases — pour significatives qu'elles soient — qui soulignent la gravité de la situation.

C'est l'hebdomadaire américain *Newsweek* qui notait — dans son numéro du 19 mars — que l'on aurait pu s'attendre, au cours d'une année électorale, à une certaine prudence de l'administration Reagan.

Reagan prétend doter le régime salvadorien d'une « légitimité » et d'une apparence « démocratique ». Dans ce sens, un gouvernement présidé par d'Aubuisson, qui est directement lié aux Escadrons de la mort, s'avérerait gênant pour Reagan, car il se heurte particulièrement à d'importants secteurs politiques aux USA et à l'opinion publique.

Avec l'opposition de quelques cercles militaires salvadoriens, et le soutien d'autres, Napoleon Duarte — qui a déjà été membre de la junte jusqu'en 1982 — semble être actuellement l'option préférée de Reagan. Il serait cependant soumis aux pressions de l'ARENA (le parti de d'Aubuisson) qui contrôle l'Assemblée législative.

Francisco José Guerrero, conseiller actuel à la présidence — dont le parti, le PCN, est resté 19 ans au pouvoir jusqu'en 1979 grâce à la répression, la corruption et aux fraudes électorales — a perdu du terrain dans le cours même de la campagne électorale.

Mais quel que soit le gouvernement qui sortira de ces élections, il ne parviendra à résoudre ni les conflits ni les contradictions au sein du régime même, qui trouvent leur cause profonde dans l'affrontement avec les aspirations de la majorité de la population et dans une dépendance absolue vis-à-vis de l'impérialisme. Dans ces circonstances, conspirations et menaces de coups d'Etat militaires de l'une ou l'autre des cli-

ques de l'armée ne sont pas à écarter. Il ne faut pas oublier que les différentes formations politiques progouvernementales sont subordonnées à l'armée. C'est ce que signale même le vicaire général du Salvador, Mgr Ricardo Urioste, qui a indiqué que « le véritable parti politique a été la structure militaire et ce facteur va rester déterminant, et quel que soit le président, quel que soit son nom, il n'aura pas le pouvoir ».

La fonction d'un gouvernement de Duarte consisterait ainsi — et face à une armée démoralisée et incapable de gagner la guerre — à servir de masque « démocratique » à la stratégie nord-américaine de contre-insurrection qui a causé la mort de 40 000 personnes en quatre ans et qui peut aller jusqu'à l'intervention militaire massive de l'infanterie de marine yankee.

C'est pourquoi quelqu'un a dit à juste titre qu'« au Salvador, les urnes sont... funéraires ».

Il n'y a pas de solution hormis le renversement de la dictature et l'arrêt de l'intervention impérialiste. Cela est évident. L'expression authentique et légitime de la volonté populaire n'est représentée que par sa mobilisation révolutionnaire dans le processus insurrectionnel des masses en cours.

Le 28 mars 1984,  
Miguel Orozco

Or, il n'en est rien. Les premiers mois de 1984 sont placés sous le signe d'un renforcement du dispositif militaire de l'impérialisme américain en Amérique centrale et du caractère plus direct et plus ouvert de son intervention au Salvador.

C'est ainsi qu'à la veille des élections au Salvador (voir article dans cette page) des détachements de la 193<sup>e</sup> brigade d'infanterie US (basée à Panama) opèrent au nord-ouest du Honduras, le long de la frontière du Salvador, dans le cadre de « manœuvres » communes avec des unités de l'armée hondurienne. Il s'agit d'une zone forestière également proche du Nicaragua.

De plus, l'infrastructure militaire US au Honduras est développée : un réseau de camps, de dépôts, d'aéroports de campagne quadrille désormais le Honduras.

« De là, explique le reportage de *Newsweek*, l'administration Reagan entend accroître sa guerre secrète contre le Nicaragua marxiste en équipant les rebelles antigouvernementaux d'hélicoptères et de mines navales et peut-être d'avions T28 (pour les attaques contre des objectifs au sol). »

D'ores et déjà, les principaux ports du Nicaragua sont minés, ce qui constitue, comme le dit le gouvernement du Nicaragua, un blocus de fait. Déjà des navires centro-américains, hollandais et russes ont heurté des mines et des marins ont péri.

En ce qui concerne l'intervention au Salvador, le même reportage note que « depuis Panama et la base aérienne de Palmerola au Honduras, des avions de reconnaissance US survolent le Salvador dans le but de localiser les unités de la guérilla. Récemment, une unité des services de renseignements de l'armée américaine s'est installée à Palmerola, et la semaine dernière, le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger a déclaré à *Newsweek* que les avions d'observation "Owl Mohawk" effectuaient des "missions de reconnaissance" au-dessus du territoire salvadorien. »

Enfin, le 23 mars, le Pentagone annonçait que des unités américaines prendraient part, à partir du 1<sup>er</sup> avril, à une nouvelle série de manœuvres au Honduras. Ces manœuvres, baptisées « Grenadero », se dérouleront en deux phases et sont prévues pour se poursuivre jusqu'en juin. Des troupes honduriennes, salvadoriennes et panaméennes y participeront. Dans un premier temps, des unités du génie US agrandiront des terrains d'atterrissage existants pour les rendre accessibles à des avions de transport de troupes. Dans un second temps, se dérouleront des exercices « anti-guérilla ».

En même temps, sous le nom « Ocean Venture 84 », de grandes manœuvres navales (englobant 40 000 soldats et marins, 35 navires de guerre et 250 avions de combat) auront lieu dans la mer des Caraïbes et dans le golfe du Mexique.

## ALLEMAGNE

# Le gouvernement Kohl nourrit sa propre déstabilisation

Deux week-ends de suite, des élections ont eu lieu en République fédérale allemande : les élections municipales en Bavière et les élections du Land de Bade-Wurtemberg. Elles présentent un intérêt national : elles se déroulent toutes les deux dans le sud-ouest de l'Allemagne, où le SPD n'est traditionnellement pas puissant ; ce sont les troisième échéances électorales (après celles de Hesse et de Brême qui se sont avérées désastreuses pour la CDU et le FPD). Ce sont les premières élections après le début de l'installation des Pershing II et après toute une série de mesures constituant autant d'attaques sociales au début de 1984, un an exactement après la victoire électorale de Kohl en mars 1983.

EN Bavière, le pays de Franz-Josef Strauss (1), la CSU (2) a subi des pertes sensibles dans les grandes villes ; à Munich même, elle perd la majorité et le SPD devient le premier parti, bien qu'une grande partie de ses électeurs traditionnels ait voté pour le Parti des « Verts » (3) qui a remporté un extraordinaire succès électoral.

Dans le Bade-Wurtemberg, le SPD stagne aussi, et la CDU perd des voix. Sérieusement atteinte, elle conserve de justesse la majorité absolue. Les « Verts » obtiennent plus de 7 % des suffrages.

Dans les deux élections, les résultats s'avèrent catastrophiques pour le FDP (parti libéral), éliminé de nombreux conseils municipaux, et qui ne réussit dans son fief qu'à entrer en quatrième position, après les « Verts », au Parlement du Land.

Ces résultats sont très significatifs, car avec la déroute du FDP, c'est un instrument important de la bourgeoisie allemande qui est en train de se briser ; c'est par exemple avec son aide qu'il était possible de faire tomber le SPD du gouvernement, sans pour autant porter formellement atteinte au cadre de la démocratie parlementaire.

En effet, le gouvernement Kohl parvient aux limites de son succès électoral de l'année dernière, et ses partis paient le prix du « tournant » engagé depuis un an.

Le gouvernement Kohl est né sous le signe de l'intégration dans la contre-offensive contre-révolutionnaire de l'impérialisme US à l'échelle mondiale.

Son objectif est de liquider les conquêtes de trente années de travail et de combats de la classe ouvrière allemande, comme cela est expliqué dans le Manifeste du comte Lambsdorff (4), présentant le programme qui a abouti au départ du SPD du gouvernement.

Celui-ci en effet, après avoir fidèlement servi treize années durant l'ordre régnant de l'Allemagne divisée, était arrivé à la limite de ses possibilités car, sous le diktat du grand capital et de l'impérialisme US, il fallait porter les plus grands coups aux conquêtes des masses, ce qui limitait considérablement la marge d'action des appareils du SPD et des syndicats.

Mais dès le début, Kohl n'était pas Reagan. Pour changer les rapports de force sociaux, il ne suffit pas de gagner une bataille électorale grâce à une démagogie populaire sur la « croissance », à un verbiage « chrétien » et à la complicité active de la direction du SPD. En poursuivant son objectif, ce gouvernement a provoqué depuis un an des luttes qui ont tendance à échapper au cadre des rapports dans lesquels la lutte des classes est contenue en Allemagne depuis des décennies.

### Crises et « scandales » ne sont pas des hasards

Ainsi, la volonté du gouvernement Kohl de faire stationner de nouveaux missiles américains contre la volonté manifeste du peuple allemand a entraîné des manifestations de masse d'une ampleur inconnue depuis la réalisation de la division de l'Allemagne en 1949. Ces manifestations ont largement entamé le contrôle direct et traditionnel des appareils du SPD et des syndicats.

Ces manifestations de masse ont contraint le congrès du SPD à remettre en cause son accord avec la « double décision de l'OTAN » (« stationnement » des missiles et « poursuite des pourparlers »). Malgré la ferme résistance dont a fait preuve Helmut Schmidt, le congrès a décidé à l'automne 1983 de répondre non au stationnement, ce qui a alarmé à juste titre la presse bourgeoise : « Le consensus existant depuis des dizaines d'années sur la politique de sécurité nationale est brisé. »

Kohl, qui a scellé sa fidélité de vassal de Reagan par « l'accord sur les valeurs fondamentales de la liberté et de la démocratie », s'est placé en dehors des règles les plus élémentaires de la démocratie : il a refusé à la population de décider souverainement sur une question qui concerne son intérêt vital élémentaire, son sort et son avenir — il a livré le sort du peuple allemand à l'impérialisme US qui, aux yeux de tous, foule aux pieds, dans le monde entier, les droits et les libertés démocratiques.

Le « garant de la liberté » est devenu par ces mesures une source d'attaques accentuées contre les droits démocratiques (limitation du droit de manifestation, en réponse à la mobilisation contre le stationnement des missiles) et un approfondissement de la division de l'Allemagne. Le viol de la démocratie est de nouveau apparu brutalement comme condition de la division de l'Allemagne.

Cela entraîne des conséquences d'une grande portée.

Dans la mesure où Kohl doit éviter par ses mesures que le peuple ne décide, il s'écarte du « libre jeu des forces » dans le cadre de la démocratie parlementaire pour entrer dans une « zone politique intermédiaire brumeuse » : pour « corriger » le rapport de force social, il intervient par des opérations des services secrets et de la police, et par des attaques visant à limiter les libertés démocratiques de la majorité de la population.

C'est alors que le ministre de l'Economie — cas unique dans l'histoire de la RFA — est accusé d'avoir reçu de l'argent d'un des plus grands capitalistes allemands.

Ce n'est pas un hasard si le « cas » Wörner (5) est allé jusqu'à provoquer une crise gouvernementale qui

a duré des mois. Le ministre de la Défense Wörner s'est enlisé dans une affaire de services secrets et du « milieu », a systématiquement menti à la population, a détourné sciemment la loi, a essayé de fabriquer après coup des témoignages.

Toute cette affaire a été déclenchée par un signal du secrétaire général de l'OTAN, M. Rogers, qui, en relation avec les désaccords sur la nouvelle stratégie de l'OTAN, a voulu se débarrasser de son adjoint allemand contre lequel, en brave subordonné, s'est adressé Wörner.

Ce n'est pas un hasard si, dans la mesure où ce gouvernement rencontre de plus en plus de résistance, cet acte d'allégeance à l'impérialisme US s'est transformé en scandale où Kohl a de nouveau mesuré son isolement, après avoir vu s'ouvrir un abîme devant lui sur la question des fusées.

### Le SPD dans « l'opposition constructive »

Les actes de la direction du SPD ne sont pas non plus le fruit du

résistance des masses contre les missiles, et cela en accord avec les staliniens qui, à la perspective d'un référendum le jour des élections européennes opposent un simulacre électoral en proposant que d'ici au 17 juin, un pseudo-référendum ait lieu quotidiennement.

Tout cela dans une situation d'attaques multipliées contre la démocratie politique en Allemagne de l'Ouest et de tension accrue en RDA, en conséquence directe du stationnement des fusées. Nous y reviendrons dans un prochain article.

C'est de façon plus brutale encore parce qu'immédiatement ressentie, que se dégage la ligne de l'opposition constructive sur le terrain social : au nom de la « mutation technologique » que l'on ne peut refuser, la direction du SPD accompagne Kohl dans sa voie de destruction, s'opposant ainsi à la nécessité de la construction d'une véritable opposition, d'un front large et unitaire de résistance, dans la lutte contre le chômage et le démantèlement des acquis sociaux. Ainsi, cinq syndicats ont par exemple repris à leur compte le mot

### Les voix pour les « Verts »

En conséquence, les élections du mois de mars ont acquis une importante signification : en Bavière, et surtout dans le Bade-Wurtemberg, le SPD paie le prix de sa politique par des abstentions et surtout par l'augmentation des suffrages, dirigés contre les partis bourgeois, mais qui ne se portent pas sur le SPD.

Dans le Bade-Wurtemberg par exemple, la tête de liste du SPD s'est non seulement prononcée ouvertement contre la semaine de 35 heures mais a aussi déclaré dans un langage pseudo-philosophique que la « paix » est « trop importante pour en faire un thème de bataille électorale », alors que c'est dans ce Land que sera installée la majeure partie des Pershing contre lesquels a eu lieu la plus grande manifestation de toute l'histoire du Bade-Wurtemberg.

Le score remporté par les « Verts », bien qu'ils n'aient aucune perspective propre à proposer, ne peut être compris que comme un



hasard : elle a tout fait dès le début pour que son non au stationnement des missiles ne soit finalement pas couronné de succès.

Elle a ensuite protégé le gouvernement dans l'affaire Wörner même si elle a exigé de façon rituelle la démission du ministre. Elle recherche maintenant la possibilité de revenir sur la décision du congrès. Certaines forces de l'appareil veulent retourner au « consensus de la politique de sécurité nationale » et prennent fait et cause par exemple pour les propositions de Kissinger visant à faire accepter au nom d'une européanisation de l'OTAN, l'intégration accrue des impérialismes européens dans la stratégie globale de Reagan.

En ce qui concerne les élections européennes, et dans ce cadre, la question du stationnement des fusées sera encore à l'ordre du jour, et ces forces font tout pour atomiser la

d'ordre de la semaine de 35 heures dans la lutte contre le chômage.

Une partie de l'appareil social-démocrate, s'appuyant sur une aile des syndicats du DGB, combat ce mot d'ordre, au nom de la réduction des années d'activité professionnelle, c'est-à-dire en accord complet avec les propositions des capitalistes et du gouvernement Kohl qui comptent parvenir enfin, au nom d'une « flexibilité du temps de travail », à ouvrir une brèche dans les garanties des conventions collectives concernant les salaires, le temps de travail, la Sécurité sociale.

La direction social-démocrate des « syndicats pour la semaine de 35 heures » vide ce mot d'ordre du contenu que lui donnent les travailleurs, car, au nom de la « priorité à la lutte pour les 35 heures », elle refuse le combat concret contre les licenciements.

rejet des partis du gouvernement Kohl et un refus de la politique du SPD. C'est ainsi qu'apparaît au grand jour une dangereuse déstabilisation politique dans le sens d'une usure du contrôle politique de l'appareil du SPD dont la politique est sanctionnée par un processus de différenciation, par un « effritement » sans perspective.

Les résultats plus favorables obtenus en Bavière montrent que les masses, au niveau municipal, ont mieux réussi à mettre en avant leurs revendications.

Ainsi, à Munich, ont eu lieu plusieurs rassemblements publics avec les candidats du SPD, sur la ligne de la défense des conquêtes sociales, contre les attaques du gouvernement Kohl et Strauss.

Dans cette situation, la politique de l'ISA vise à aider les masses à combattre la politique de « l'oppo-

FRANCE : A L'OCCASION DES ELECTIONS EUROPEENNES

## Vers une liste d'unité pour le parti des travailleurs

**Le 29 mars tombait la décision du Conseil des ministres sur la « restructuration » de la sidérurgie en Lorraine. Cette décision signifie au moins 30 000 suppressions d'emploi comme résultat direct des mesures qui en découlent. Sans parler des conséquences inévitables sur d'autres branches de l'industrie.**

sition constructive », comme c'est le cas pour Mönninghoff, une entreprise de la métallurgie au cœur de la Ruhr, dans la ville de Hattingen. Dans la lutte contre la menace de fermeture ordonnée par les banques, les travailleurs ont occupé l'usine et se sont donné une direction propre pour la lutte.

Impliquant les syndicats et le SPD local dans cette lutte, les travailleurs de cette entreprise ont tenu une conférence ouvrière locale avec les travailleurs d'autres usines, le SPD et les syndicats.

Par ses tracts et ses discussions régulières avec des travailleurs, l'ISA a contribué à concentrer ce combat sur la question du gouvernement du Land et les travailleurs concernés ont exigé du gouvernement du seul SPD de Rhénanie-nord qu'il s'engage totalement pour le maintien de tous les emplois.

Sur le terrain électoral, l'unification de toutes les voix de la classe ouvrière et de la jeunesse pour le SPD est la voie de la réalisation de leur unité contre Späth et le FDP. Pour cela, pour le chemin le plus simple, la direction du SPD par sa politique représente le plus grand obstacle.

L'ISA a lutté avec tous les travailleurs pour que le gouvernement du seul SPD remplisse tous ses devoirs de gouvernement et se prononce pour les travailleurs, leurs familles, toute la ville, contre les intérêts de profit des banques. C'était la volonté des travailleurs qui ont décidé, lors de la « conférence ouvrière », d'envoyer une délégation au gouvernement à Düsseldorf.

Dans la bataille électorale dans le Bade-Wurtemberg, l'ISA a organisé des rassemblements pour que les exigences de la population laborieuse afin de protéger ses conquêtes deviennent une plate-forme, avant tout du SPD, mais aussi des « Verts », car c'est ainsi seulement que peuvent être rassemblées toutes les voix contre les partis bourgeois et parce que dans la voie la plus économique, celle de l'unification de toutes les voix pour le seul SPD, le SPD lui-même est l'obstacle le plus grand.

L'ISA appelle à l'unité des voix pour le SPD et déclare en même temps que l'appel et la profession de foi électorale ne sont pas suffisants : la nécessité et les axes de ce combat doivent être donnés et discutés pour aider les masses laborieuses et la jeunesse à combattre la politique de la direction du SPD qui menace d'amener à une défaite.

Peter Weber

(1) Franz Josef Strauss est Premier ministre du Land de Bavière. Les partis cités plus haut sont :

SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne.

CDU : principal parti bourgeois. FDP : parti « libéral » bourgeois plus directement lié au capital financier.

(2) CSU : prend en Bavière la place de la CDU qui n'existe pas dans les autres Länder.

(3) Parti des « Verts » : organisation qui se réclame de l'écologie et qui a entraîné une grande partie de la « gauche » petite-bourgeoise et attire avant tout les voix de la jeunesse, issues des combats de contenu anti-capitaliste et anti-stalinien ainsi que du rejet de la politique de soumission du SPD aux partis bourgeois.

(4) Le comte Lambsdorff, du FDP, était déjà ministre sous Helmut Schmidt, il a eu une responsabilité décisive dans la chute du SPD. C'est l'homme le plus « acharné » du gouvernement Kohl.

(5) Manfred Wörner, CDU. Ministre de la Défense en RFA.

Ce qui est en cours, par l'application d'un tel plan, c'est la ruine de toute une région. Mais ce qui est en cours aussi, c'est la poursuite et l'aggravation des plans élaborés et commencés à être mis en pratique — partiellement du fait de la résistance des travailleurs — en 1977 et 1979 par le gouvernement Giscard-Barre.

Or, ces plans, c'est aujourd'hui un gouvernement essentiellement formé de ministres du Parti socialiste et du Parti communiste qui le met en œuvre alors que siège à l'Assemblée nationale une large majorité du PS et du PCF.

Ce plan, il est décidé au moment où le nombre officiel des chômeurs avoisine les 2 500 000, au moment où d'autres vagues de licenciements sont en préparation dans les chantiers navals, les mines, les travaux publics, la métallurgie.

Ce plan, il est mis en œuvre au moment où le ministre de l'Éducation nationale de ce même gouvernement, Alain Savary, s'apprête à présenter à l'Assemblée nationale une loi sur l'éducation nationale qui, si elle était adoptée, marquerait le coup le plus sévère porté à la laïcité de l'école et de l'État en France depuis un siècle, puisqu'elle reconnaît aux écoles confessionnelles une place officielle au moins équivalente à celle de l'école publique et laïque.

Dès le 29 mars, la colère éclate en Lorraine. Le 4 avril, la grève générale appelée par toutes les organisations syndicales paralyse la région. Ce même 4 avril, le président de la République, François Mitterrand, confirme dans une conférence de presse les orientations gouvernementales. En d'autres termes, il décide en dernière instance.

S'il était besoin d'insister sur le fait que ce n'est pas un aspect secondaire de la situation française que le fait que la vie politique y soit encore cadrée par les institutions de la V<sup>e</sup> République, qui ne sont pas des institutions de la démocratie parlementaire, mais dans leur contenu essentiel des institutions bonapartistes, la procédure même par laquelle des décisions aussi graves acquièrent « force de loi » le soulignerait.

Avec l'avis du président de la République, le gouvernement décide. Le président confirme et approuve en s'adressant à la « nation » par l'entremise des journalistes convoqués à une conférence de presse. La majorité parlementaire ? Elle est réduite à un rôle d'enregistrement.

Au début du mois de mars, le Parti communiste internationaliste, la section française de « IV<sup>e</sup> Internationale - CIR », a commencé à largement faire circuler une lettre ouverte au comité directeur du PS et au comité central du PCF (1), lettre qui disait notamment :

« Le peuple a confié le pouvoir à la majorité PS-PCF à l'Assemblée : que l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF exerce le pouvoir souverain. Vous vous réclamez de la démocratie. Si les institutions anti-

démocratiques nées du coup d'État du 13 mai 1958 (2) dénoncées inlassablement par vous-mêmes pendant des années, vous interdisez le plein exercice de la démocratie, alors il faut rétablir la démocratie. La démocratie c'est faire au pouvoir ce pour quoi on y a été porté. Et vous avez été portés au pouvoir contre Giscard-Chirac, non pour faire la politique des capitalistes. »

Et la lettre se concluait ainsi :

« Si la majorité PS-PCF rompt avec la politique de subordination aux intérêts capitalistes, alors nous ferons comme en 1981 tout pour assurer son succès aux élections européennes. »

Si tel n'est pas le cas, alors le PCI prendra la responsabilité d'engager, à l'occasion des élections européennes, le combat pour le regroupement dans l'unité, sur une liste : pour un parti des travailleurs, liste ouvrière et paysanne d'unité soutenue par le PCI. »

En quelques semaines, ce sont plus de 100 000 signatures qui sont recueillies sur cette lettre ; 100 000 signataires répartis dans toute la France ; 100 000 signataires parmi lesquels il y a une écrasante majorité de travailleurs des villes et des campagnes, 100 000 signataires parmi lesquels il y a de nombreux militants du PCF et du PS.

Mais il s'agit de beaucoup plus qu'une pétition et de tout autre chose que de simples signataires. La campagne politique menée autour de cette lettre durant le mois de mars est l'occasion d'une large discussion politique qui englobe des milliers et des milliers de travailleurs. Une discussion qui tend à prendre une forme organisée. Une discussion qui met en son centre deux questions organiquement liées :

— Celle du respect de la démocratie que la lettre ouverte formulait ainsi : « La démocratie, c'est gouverner pour l'immense majorité, pas pour une petite poignée de capitalistes, de spéculateurs, de profiteurs... Pour les travailleurs, la démocratie, cela veut dire : que l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF prenne tout le pouvoir entre ses mains ! »

— La question d'un parti des travailleurs dont la nécessité s'impose dans le développement même de ce combat.

Le 29 avril, déléguée par les comités qui se sont formés ou qui sont en cours de formation dans tout le pays à partir du rassemblement militant des signataires, une large convention se réunira qui prendra démocratiquement la décision finale et constituera la liste.

Ce qu'est la position du PCI se trouve parfaitement résumé dans une déclaration de l'un des responsables, le camarade Marc Gauquelin, membre du comité central du PCI :

« Nous sommes dans une situation exceptionnelle. Des millions et des millions de travailleurs ne se

reconnaissent plus dans les discours, les objectifs et la politique de ceux en qui ils se sont jusqu'à maintenant reconnus tant bien que mal.

Ils sont nombreux ceux qui cherchent une issue politique, qui veulent une autre politique ; nous l'avons éprouvé en nous battant pour faire signer cette lettre ouverte.

Je suis militant du PCI depuis de nombreuses années, je suis trotskyste, je suis responsable du PCI ; je ne vois pas comment nous pourrions, nous, trotskystes, rester nous-mêmes sans décider de tout faire pour aider ce mouvement à se cristalliser, pour aider à donner forme à cette aspiration : construire un véritable parti des travailleurs » (3).

En même temps que le PCI était engagé dans cette campagne politique, il préparait son 28<sup>e</sup> Congrès. L'importance et l'enjeu de ce congrès, qui se tient dans les prochains jours, sont à la mesure des responsabilités que le PCI, en particulier au travers du développement de cette campagne et en relation avec les développements considérables de la situation, est amené à occuper dans la lutte des classes.

F. F.

(1) Voir le précédent numéro de Tribune internationale.

(2) C'est en mai 1958, par un coup d'État appuyé sur l'armée et les fascistes d'Algérie, que de Gaulle prend le pouvoir.

(3) Voir le numéro 1154 d'Informations ouvrières (semaine du 13 au 19 avril).



## Déchaînement de violences contre les prisonniers politiques Lois d'exception en série

Varsovie, 16 mars (AFP) - Plusieurs dizaines de miliciens « sont intervenus par la force » le 29 février dernier au pénitencier de Barczewo (nord du pays), et « ont brutalisé » les prisonniers politiques qui y sont incarcérés et poursuivent à tour de rôle depuis décembre dernier des grèves de la faim, a-t-on appris vendredi de source syndicale. An nombre d'une soixantaine, les miliciens ont fait irruption dans la prison pour « mater » un mouvement de protestation des « politiques » qui réclament de meilleures conditions de détention, ainsi que le droit à des visites et des lettres plus fréquentes de leurs familles, a-t-on précisé de même source.

M. Wladyslaw Frasyuniuk, ancien membre de la direction clandestine (TKK) de *Solidarité* et l'un des plus célèbres détenus de Barczewo, où il purge une peine de 6 ans de prison, aurait été blessé aux bras et aux hanches. Depuis l'intervention de la milice, a-t-on ajouté, l'administration pénitentiaire accentue la répression : MM. Frasyuniuk et Piotr Bednarz (également ancien membre de la TKK) ont été transférés dans une « section de haute surveillance » et mis au secret dans des cellules sans chauffage, de six mètres carrés.

Varsovie - Plusieurs autres prisonniers politiques, a-t-on ajouté, et notamment MM. Romuald Szeremietew et Tadeusz Stanski, anciens membres de la KPN (Confédération pour une Pologne indépendante, nationaliste), ont été condamnés à des peines de cachot, et « privés de leurs vêtements chauds ».

Enfin, toujours de même source, la direction de la prison a retiré tous les crucifix et autres symboles religieux dans les cellules, arguant que « les murs sont propriété de l'Etat », et les détenus politiques se sont vu confisquer leurs objets personnels, tels que livres et photos de famille.

Selon les dernières données officielle, 310 personnes étaient emprisonnées à la fin février pour raisons politiques en Pologne, 58 déjà condamnées et 252 autres en instance de jugement.

On trouvera dans cette page deux documents importants. Ci-dessous, la reproduction d'un article paru dans le bulletin à l'étranger de *Solidarité*, qui décrit le fonctionnement de la « légalité » très particulière du système du général Jaruzelski et qui constitue une preuve de plus, accablante, du fait que ce régime, malgré l'utilisation de tous les moyens en sa possession, est incapable de s'assurer en Pologne la moindre assise sociale.

Et cela, avant tout, parce que le peuple travailleur de Pologne continue, massivement, à se reconnaître dans *Solidarité*, parce que malgré les coups reçus, la révolution polonaise reste invaincue.

L'autre document, une dépêche de presse du 16 mars, se passerait presque de commentaire. Sauf peut-être une remarque. Malgré le temps qui s'est écoulé, elle reste — hélas — d'actualité. On le sait, Anna Walentynowicz a été libérée pour raison de santé (elle avait été à nouveau arrêtée pour avoir voulu, le 4 décembre dernier, apposer une plaque à la mémoire des neuf mineurs de Wujek assassinés par les forces de répression en décembre 1981). Elle a déclaré lors de sa libération : « Je suis heureuse de quitter la prison. Tout le

monde sait aujourd'hui comment les choses se passent dans les prisons polonaises... Nous ne pouvons pas reculer. »

C'est un appel, et pas seulement aux travailleurs de Pologne, pour poursuivre avec une détermination accrue le combat pour la défense des prisonniers politiques.

Et elle a ajouté : « Il va falloir s'occuper de cette plaque et faire en sorte qu'elle revienne à sa place. » La détermination héroïque de cette combattante de la classe ouvrière, comme celle de Jacek Kuron, d'Edmund Baluka, de tous leurs camarades emprisonnés et menacés dans leur vie, c'est l'affirmation que la révolution polonaise reste vivante.



### Le 3<sup>e</sup> numéro de Szerszen

La sortie du dernier numéro de *Tribune internationale* a coïncidé avec la parution du troisième numéro du bulletin *Szerszen* (Le Frelon), édité en français par l'Association Szerszen. Nous n'avions donc pu le signaler.

Il nous paraît essentiel de le faire car, pour tous les lecteurs de *Tribune internationale* qui pratiquent le français, ils trouveront la nombre d'informations et de réflexions sur le développement de la situation politique en Pologne, précieuses par leur intérêt mais aussi comme éléments du combat pour la défense

des travailleurs polonais, de leur organisation syndicale, des militants emprisonnés. Outre des informations sur l'activité de *Solidarité* dans la clandestinité et une étude sur la situation économique du pays, on trouvera notamment dans ce numéro un dossier sur les groupes pacifistes de RDA.

(Toute commande à l'Association Szerszen, 91, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris - France). Chèques à la même adresse. Abonnement pour 6 numéros : 50 F, abonnement de soutien : 100 et 150 F.

La joyeuse activité législative de la Diète polonaise ne suscite plus ni indignation ni colère chez personne. Seul subsiste l'étonnement qu'on puisse sanctionner la violence et l'illégalité de façon aussi cynique, aussi outrageante pour les principes élémentaires de la législation, et même de la simple décence. La « production » des lois à un rythme aussi accéléré détruit les restes de confiance que la société pouvait encore garder envers la loi. On peut citer comme exemple de ce procédé la loi sur l'état d'exception, votée en décembre dernier. Déjà les lois antérieures — celle du mois de juillet sur la crise et celle du mois de novembre sur le KOK (Comité de défense du pays) — introduisaient des éléments essentiels de la loi d'exception. Mais c'est seulement maintenant que son caractère nocif pour la société apparaît dans toute son étendue.

Ainsi, l'état d'exception peut être proclamé soit par le Conseil d'Etat (et non par la Diète, qui, selon la Constitution, est l'instance suprême dans la République populaire de Pologne), soit par le président du Conseil d'Etat (art. 2.1) — en cas d'urgence, quand « l'ordre, la paix civile et la sécurité publique sont gravement menacés ou troublés » (art.1.3).

De toute évidence, l'interprétation de ce texte peut être très large, et la loi d'exception ne prévoit ni procédure de ratification, même post factum, ni clause de responsabilité au cas où l'état d'exception aurait été proclamé sans justification. L'administration de l'état d'exception, le KOK (art.26.1), n'est soumis à aucun contrôle et ne doit rendre de comptes à personne.

Autrement dit, par décision de M. Jablonski, nous pouvons devenir des sujets de M. Jaruzelski, dépourvus de tous droits, et ces deux messieurs n'ont à répondre de leurs actes devant personne.

La loi sur l'état d'exception contient une profusion de mesures

répressives, dont nous avons fait l'expérience durant l'état de guerre. Elle développe un éventail de ces mesures, introduisant des précisions bien intéressantes. Ainsi, la nouvelle loi autorise « les entretiens d'avertissement » (art.14.1) et l'extorsion des « engagements par écrit d'observer la loi » (art.14.3), même auprès des enfants de 14 ans.

L'institution de l'internement reste en vigueur (art.15), avec extension de son « bénéfice » aux mineurs de 17 ans. Les internés acquièrent le statut de prisonniers en détention provisoire. Il faut rappeler ici que c'est le ministre de l'Intérieur et non pas le tribunal qui donne l'ordre d'internement (loi n° 3). Les internés perdent non seulement leurs droits civiques, mais aussi les droits sociaux.

Ainsi, la loi n° 7 autorise les licenciements des internés « pour des motifs antérieurs à l'internement » et ils ne peuvent faire appel de cette décision qu'au moment de leur libération. Enfin, des exemples de répression dure dans les camps d'internement (Kwidzyn) ne sont pas restés sans fondement juridique : la loi n° 10 prévoit la possibilité d'utilisation des armes contre les internés.

Parmi les autres articles originaux, on peut citer celui concernant la possibilité « d'interdiction de photographier et de filmer... dans des zones définies » (art.18.5) et la censure des lettres et des communications téléphoniques (art.19.27).

Cependant, les changements essentiels sont ceux concernant l'application des lois en vigueur. Ainsi, l'évasion d'un camp d'internement sera punie comme l'évasion d'une prison (art.28) ; le champ d'application de la procédure simplifiée et accélérée s'élargit considérablement.

Rappelons que cette procédure se caractérise par l'absence du parquet, dont les fonctions passent à la milice, et l'inculpé est traité d'office comme suspect. On n'est pas tenu de l'informer de l'ouverture d'une telle procédure, ni de lui faire connaître les

chefs d'accusation. La procédure simplifiée s'appliquera désormais, entre autres, à des actes de violence et menaces proférées contre les agents, aux évasions, aux colportages de nouvelles susceptibles de semer l'inquiétude, à la participation aux rassemblements publics non autorisés, à l'incitation aux délits ou à la désobéissance face aux représentants de l'ordre.

La procédure accélérée concerne les personnes arrêtées en flagrant délit ou immédiatement après et traduites devant la justice dans un délai de 48 heures (le procès-verbal de la milice remplaçant l'acte d'accusation). Elle sera appliquée dans des cas cités plus haut, ainsi que dans un nombre d'autres infractions prévues par le Code pénal.

Bref, les personnes accusées de délits les plus fréquents dans les cas de conflits sociaux se trouveront privées de la protection légale ou de ce qui en reste...

La loi sur l'état d'exception est close par l'article 31. En effet, la fin couronne l'œuvre. L'article en question stipule que toute instruction et tout procès commencés durant l'état d'exception seront poursuivis selon le même règlement et avec la même rigueur après la levée de cet état d'exception (!). Cela vaut également pour les verdicts. Ainsi, le pouvoir à la possibilité de prolonger sélectivement l'état d'exception à l'encontre des personnes dont il tient à se venger.

Nous voilà devant une loi véritablement exceptionnelle. L'idée de la légalité qui anime les législateurs doit être également peu commune. Aujourd'hui, la lutte pour un régime de légalité doit comprendre aussi la résistance contre cette forme particulière d'illégalité qui est l'illégalité « légale ». Si l'on ne veut pas admettre que la notion de légalité soit synonyme d'arbitraire, cette loi-là, ainsi que celles qui la précèdent, restent illégales — en vertu de la loi, justement.

Dawid Warszawski

(Extrait du bulletin d'information à l'étranger de *Solidarité*.)





# Italie : une épreuve de force s'annonce

Depuis déjà deux mois s'annonce en Italie un affrontement décisif qui surgit de l'opposition des travailleurs aux mesures prises par le gouvernement de coalition DC-PSI-PRI-PLI-PSDI conduit par le secrétaire du PSI Bettino Craxi.

Ces mesures portent atteinte à l'échelle mobile des salaires. Le 24 mars, 1 000 000 de travailleurs ont manifesté à Rome, suivant les directives données par l'assemblée générale des délégués et des conseils d'usine tenue à Milan le 6 mars, exigeant le retrait immédiat du décret-loi du 15 février. C'était la plus grande manifestation depuis la période d'après-guerre.

L'ECHELLE mobile des salaires a été instituée à la suite des grandes luttes réalisées par les travailleurs après la Deuxième Guerre mondiale. Ce mécanisme protège en partie les salaires de l'érosion infligée par l'inflation, qui oscille dans les dernières années autour des 15 % (d'après les estimations du gouvernement). Parmi les conquêtes des quarante dernières années, c'est elle qui symbolise le plus la force du mouvement ouvrier italien. C'est à cause de ce double aspect de conquête économique et de symbole de la puissance de la classe ouvrière que toute tentative de modifier son fonctionnement déclenche la réaction massive de la classe ouvrière.

Pressée par la situation désastreuse de l'économie italienne, étouffée en plus par les répercussions de la crise économique mondiale et en particulier par la politique de l'administration Reagan, la Confindustria, chef de file des organisations patronales, essaie d'imposer une politique d'austérité aiguë.

En Italie, cette politique s'est définie à travers les tentatives de mettre sur pied une « politique des revenus », qui aurait comme effet de liquider les principales conquêtes des travailleurs et de dénaturer la fonction des syndicats, en les contraignant à contracter dans un cadre institutionnel fixé à l'avance par le gouvernement.

## La question de l'échelle mobile

L'existence de l'échelle mobile des salaires est le principal obstacle sur lequel butent les organisations patronales et leurs gouvernements dans l'application de la « politique des revenus ». Les tentatives des cinq gouvernements qui se sont succédés dans les quatre dernières années pour appliquer les plans de la Confindustria ont avorté, ce qui a conduit la DC (principal parti de la bourgeoisie) vers une crise politique sans précédent, aggravée par sa lourde défaite lors des élections du 15 juin 1983. Elle a été contrainte d'accepter ces élections face à l'« impasse » des gouvernements antérieurs dans l'application des mesures nécessaires pour les capitalistes, qui se heurtent constamment à la résistance de la classe ouvrière.

Le secrétaire du PSI, Bettino Craxi, a alors assumé la responsabilité de diriger un gouvernement formé par la DC et par d'autres formations bourgeoises moins importantes avec l'objectif de réussir là où tous les gouvernements précédents ont échoué : l'application de la « politique des revenus », l'austérité voulue par la Confindustria.

Ainsi, le 21 décembre 1983, Craxi demande aux syndicats (CGIL, CISL, UIL) de formuler des hypo-

thèses concrètes pour baisser le « coût du travail ». Les « tractations sur le coût du travail » — c'est ainsi qu'on appelle les tentatives de liquider l'échelle mobile des salaires — s'ouvrent officiellement et les trois confédérations syndicales présentent leurs propositions.

Un point commun aux trois organisations : l'acceptation de diminuer les effets de l'échelle mobile sur les salaires. Les divergences portent sur le « comment ». La CGIL est pour suspendre l'échelle mobile pendant 6 mois et récupérer les points perdus à la fin de l'année. Les autres organisations syndicales sont pour fixer à l'avance les limites de l'application de l'échelle mobile pour 1984 et récupérer les pertes seulement dans le cas où l'inflation dépasse les 10 %.

## « Nous refusons notre aval »

Ayant pris connaissance des tractations en cours entre les syndicats, le gouvernement et la Confindustria, 75 conseils d'usines de Milan rédigent au mois de janvier un appel où l'on peut lire notamment :

« Nous refusons notre aval aux secrétariats confédéraux pour continuer à entreprendre des initiatives qui aient comme objectif la réduction de l'échelle mobile ou le blocage des salaires. »

A la suite de cette initiative, les délégués de plus de 300 usines de Milan, parmi lesquelles l'Alfa-Roméo, la SIET-Siemens, la Firelli, appellent à une grève générale à Milan pour le 8 février et 70 000 travailleurs participent à cette manifestation.

La CISL et l'UIL ne participent pas à la grève et donnent des directives pour boycotter sa réalisation. Le secrétaire régional de l'UIL déclare que « la grève n'existe pas » et le secrétaire national soutient « complètement la décision de l'UIL de Milan d'interrompre les rapports d'unité » avec les autres organisations syndicales. De son côté, la CGIL, prise de vitesse, se tait.

Le 10 février, 10 000 délégués venus de toute l'Italie approuvent à Brescia un document où on lit qu'ils considèrent « indispensable la suspension des tractations avec le gouvernement et la Confindustria ».

Mais les tractations se poursuivent et le 15 février, au moment où la CGIL refuse la proposition du gouvernement de réduire d'un tiers les effets de l'échelle mobile, celui-ci, contre la procédure normale parlementaire, adopte un décret-loi qui concrétise complètement son dessein.

Devant le fait accompli, la CISL et l'UIL soutiennent le décret, tandis que la CGIL s'en dissocie. Immédiatement, dans toutes les villes italiennes, s'organisent des assemblées de délégués qui décident des grèves

et des manifestations. Des centaines de milliers de travailleurs participent aux manifestations exigeant le retrait immédiat du décret-loi.

Les syndicats sont pris de vitesse. La CISL et l'UIL essaient de boycotter les grèves spontanées mais leurs propres syndicats et délégués organisent et dirigent les grèves.

Il y a la possibilité que les délégués et les conseils d'usines décident une grève générale nationale et une grande manifestation à Rome pour le retrait du décret-loi. Inévitablement, la grève générale aurait un contenu politique qui se heurterait au gouvernement, accentuant la crise politique de la DC, et le PSI se trouverait dans la situation de ne pouvoir plus la soutenir. Contre cette perspective, la majorité de la CGIL essaie d'empêcher la marche vers la grève générale, essayant de la diviser en grèves de région et de ville.

Pour ce faire, elle est obligée de mettre son appareil et son organisa-

## Le rôle du stalinisme

Le rôle politique du Parti communiste italien se caractérise par la tentative d'empêcher que les initiatives du gouvernement produisent un choc où les classes s'opposent frontalement, donnant lieu à des explosions sociales incontrôlées, avec le résultat d'approfondir la crise politique de la bourgeoisie et par conséquent le danger qu'elle se transforme en crise révolutionnaire. Le secrétaire du Parti communiste italien, Berlinguer, a précisément résumé le rôle de son parti à la dernière réunion du comité central. Faisant référence au décret-loi et aux grandes mobilisations en cours, il a déclaré :

« Peut-être le gouvernement n'avait pas prévu que ses décisions auraient créé des protestations et un refus d'une si grande ampleur. Mais alors ça veut dire qu'il ne sait pas vraiment ce qu'est notre pays, ce qu'est le mouvement des travailleurs italiens. (...) C'est une chance pour



tion à la tête des mobilisations de la classe ouvrière.

La minorité de la CGIL, qui soutient le PSI, s'aligne sur la politique de division de la CISL et de l'UIL. Malgré la volonté plusieurs fois répétée par son secrétaire Luciano Lama de ne pas vouloir qu'une grève générale soit décidée, les travailleurs utilisent la brèche ouverte dans la CGIL pour réaliser les mobilisations qui posent la question de la grève générale nationale pour le retrait inconditionnel du décret-loi.

Le 6 mars, à Milan, plus de 5 000 délégués des travailleurs de toute l'Italie, des usines, des écoles, de la fonction publique, des transports, des hôpitaux décident d'organiser pour le 24 mars à Rome une grande manifestation nationale pour le retrait du décret-loi et décident de faire une nouvelle réunion nationale de délégués le 30 mars, avec la tâche d'organiser la grève générale dans le cas où le gouvernement n'aurait pas retiré le décret-loi.

L'assemblée nationale des délégués du 6 mars a été préparée par une série de rencontres entre les délégués et les comités d'usine où le Parti communiste italien a essayé d'empêcher que la grève générale soit mise à l'ordre du jour, sans y parvenir. Mais la pression du mouvement des travailleurs, en particulier la décision des délégués de Turin, a été plus forte que la politique des appareils et a déterminé la réussite et le plein succès politique de l'assemblée du 6 mars.

le pays que, quand on arrive aux moments de crise plus aiguë, il puisse compter sur l'existence d'une force comme le Parti communiste italien qui ne poursuit pas des objectifs de destruction ou de rupture, un parti qui n'est pas seulement de protestation mais qui, sur le terrain démocratique, travaille pour unir et pour orienter l'impulsion des masses vers des issues et vers des résultats constructifs et rénovateurs. »

Malheureusement pour Berlinguer et pour le Parti communiste italien, il n'a pas réussi jusqu'à présent à « canaliser et orienter l'impulsion des masses » dans le sens qu'il aurait voulu. Au parlement, le Parti communiste italien a essayé d'obtenir une modification du décret-loi lui donnant un prétexte pour l'acceptation afin de bloquer la marche de la grève générale.

A travers la CGIL, qui cherche à se présenter comme la direction et l'initiateur du mouvement des travailleurs de ces dernières semaines, le Parti communiste italien essaie de briser l'unité que les travailleurs ont réalisée dans leurs mobilisations. C'est cette tentative que Maurizio Scarpa, dirigeant de la coordination nationale des délégués, militant de l'UIL actuellement « suspendu », dénonce en déclarant à la presse :

« C'est certainement un fait positif que la CGIL ait adhéré à la manifestation du 24 mars et qu'elle ait mis au service de la manifestation des hommes et des moyens d'organisation. Mais en tout ça, il y a évidemment une incorrection de fond : la CGIL a déclaré qu'elle avait pris

l'initiative, « oubliant » que celle-ci est le résultat d'une décision des comités d'usine prise dans l'assemblée nationale du 6 mars. »

La manifestation nationale du 24 mars, la plus importante jamais vue en Italie depuis l'après-guerre, avec la participation d'un million de travailleurs qui scandaient à haute voix : « Retrait du décret », « Grève générale », « Nous ne voulons plus de gouvernements des patrons ».

## Vers une phase supérieure

Une phase supérieure dans l'affrontement politique est en préparation. Le mouvement ouvrier italien dans ces derniers deux mois a exprimé sa force dans les mobilisations dirigées par ses propres délégués. Le décret-loi, approuvé au Sénat à travers une manœuvre qui a empêché d'en discuter, doit être approuvé à la Chambre des députés avant la fin du mois d'avril ; autrement il n'aura plus d'effet (1). On ne peut pas prévoir le résultat des débats

à la Chambre des députés. Il est clair que quel que soit le résultat, le mouvement ouvrier est passé à une nouvelle étape dans la marche vers la reconquête de sa propre indépendance politique, en réalisant sa propre unité en tant que classe malgré la politique de division de ses partis.

Le PSI, contraint d'appliquer la politique de la Confindustria, ne pourra plus justifier son soutien à la DC face à ses militants et aux travailleurs qui sont à l'avant-garde des mobilisations de ces derniers mois, et, indépendamment et en dépit de leur affiliation politique, ont participé avec décision à l'organisation de la manifestation du 24 mars et seront demain à l'avant-garde de la préparation de la grève générale.

Et comment la CISL et l'UIL justifieront-elles l'isolement complet où leur politique de « casseurs de grève » les a mis face à l'unité réalisée par les travailleurs ?

Face à la politique des appareils, il y a la volonté de millions de travailleurs d'en finir avec la politique de la Confindustria, de la DC et de tous les autres partis bourgeois. C'est cette volonté profonde et déterminée qui a mis en mouvement la classe ouvrière durant ces dernières semaines.

Le 25 mars 1984  
Albert

(1) Pour l'instant, cette manœuvre a échoué. Un nouveau délai existe par la mobilisation de la classe ouvrière contre cette loi.

## SOUS LA BÉNEDICTION DE REAGAN

# Accords contre la volonté des peuples en Afrique australe

« Trahison, humiliation », « une page tournée », « révision de stratégie »... En effet, certains « commentateurs » se sont montrés assez effrayés, même déçus en prenant connaissance des accords signés récemment entre le gouvernement d'Afrique du Sud et ceux d'Angola et du Mozambique (1). Cependant, loin de constituer un coup de tonnerre dans un ciel serein, l'acceptation de ces accords de la part des gouvernements du Mozambique et d'Angola reste en continuité avec la politique adoptée depuis l'indépendance (1975) par le MPLA angolais et par le FRELIMO du Mozambique dans les gouvernements de leurs pays respectifs.

**S'**IL y a quelque chose de « nouveau » dans les derniers épisodes, c'est précisément l'approfondissement de cette politique et la participation ostensible de l'impérialisme nord-américain dans la réalisation de ces accords, qui ont compté avec la présence active du secrétaire d'Etat adjoint américain pour les Affaires africaines, Chester Crocker, dans toutes les négociations, aux côtés des représentants du régime raciste de Prétoria.

### La politique du MPLA...

Sans pour autant dénier la place occupée par le MPLA et par le FRELIMO durant la guerre pour l'indépendance contre la domination portugaise, il serait cependant faux d'attribuer aux gouvernements de l'Angola et du Mozambique un rôle d'impulsion de la lutte pour le socialisme dans leurs pays respectifs et dans l'ensemble du continent africain, et de considérer, à partir de là, qu'il y aurait eu un « tournant » dans leur politique.

Rappelons que tant le MPLA que le FRELIMO ont été les principales organisations nationalistes petites-bourgeoises qui, durant les années de la lutte contre la domination colonialiste du Portugal — combinée au déclenchement de la révolution prolétarienne dans ce pays —, se sont appuyées sur un puissant mouvement de masses (dans le cas de l'Angola, il y avait aussi d'autres organisations qui ont participé à cette lutte pour l'indépendance et qui sont devenues plus tard des instruments aux mains de Prétoria ou du Zaïre, comme respectivement l'UNITA et le FLNA). C'est de ce rôle qu'ils ont tiré la force initiale pour prendre en charge les gouvernements de leurs pays.

ANC : African National Congress - organisation historique du nationalisme africain contre l'Apartheid en Afrique du Sud. Elle subit aujourd'hui une forte influence du PC africain.

SWAPO : South West Africa People's Organization - organisation fondée en 1958 pour l'indépendance en Namibie, contre l'occupation exercée par l'Afrique du Sud depuis le début du siècle.

MNR : Mozambique National Resistance - regroupement guérillériste soutenu par le régime sud-africain contre le gouvernement Samora Machel.

UNITA : Union pour l'indépendance totale de l'Angola - mouvement d'origine nationaliste petite-bourgeoise qui a participé à la guerre pour l'indépendance et agit aujourd'hui en accord avec le régime sud-africain contre le MPLA.

MPLA : Mouvement pour la libération de l'Angola - organisation nationaliste petite-bourgeoise qui a dirigé le mouvement des masses dans la lutte pour l'indépendance de l'Angola, aujourd'hui au gouvernement de ce pays.

FRELIMO : Front pour la libération du Mozambique - principale organisation durant la guerre contre la domination colonialiste portugaise. Aujourd'hui au gouvernement.

Dès son arrivée au pouvoir, le MPLA (alors dirigé par Agostinho Neto) a promulgué un code des investissements dont le contenu était celui d'un véritable appel aux capitalistes européens, nord-américains et japonais pour continuer l'exploitation et l'oppression impérialiste en Angola. Il a brisé par la force une grève de pêcheurs et des travailleurs des transports de la capitale (qui est en outre le principal port du pays), et il s'est refusé à impulser toute participation des travailleurs et leur auto-organisation.

De fait, avec l'appui du Kremlin, il a porté ses efforts vers la reconstitution des institutions de l'Etat bourgeois qui avaient volé en éclats avec la dislocation du dispositif portugais de domination colonialiste. C'est pourquoi il a barré toute voie qui puisse aller vers la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, en même temps qu'il était obligé de se défendre contre les attaques provenant d'Afrique du Sud, en s'appuyant sur le mouvement des masses.

Cette politique — qui n'allait évidemment pas dans le sens de la satisfaction des aspirations du peuple angolais — a reçu l'aide indispensable de Fidel Castro, qui maintient aujourd'hui encore 25 000 soldats cubains en Angola. Et que font ces soldats ? Le journal *Le Monde diplomatique* de mars 1984 répond en synthèse : « ... Malgré la guerre, les compagnies pétrolières — notamment la Gulf Oil et Petrofina — jouissent encore de beaux jours en Angola où la poursuite de leurs activités reste garantie par les soldats cubains. » D'autre part, la revue *Jeune Afrique* du 7 mars 1984 ajoute : « ... Ils n'ont jamais combattu les raids sud-africains et évitent autant que possible les affrontements avec l'UNITA. Ils restent cantonnés dans les villes et protègent le palais présidentiel de Futungo da Belas, à Luanda. »

Le rôle des troupes cubaines en Angola n'est autre que de garantir l'ordre et le maintien de l'actuel gouvernement de Eduardo dos Santos. Dès 1977, Andrew Young, représentant du gouvernement Carter à l'ONU, avait commenté cette présence en affirmant que « les Cubains avaient contribué à la stabilisation de l'Etat dans ce pays ».

### ... et du FRELIMO

Le gouvernement de Samora Machel du Mozambique n'obéit pas à une politique différente. Une fois au pouvoir à partir de juillet 1975, il appelle les travailleurs à cesser leurs combats et leurs luttes au nom de la nécessité de « liquider le sous-développement » ; en même temps ont été conservés les liens économiques du colonialisme portugais avec la Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe) et l'Afrique du Sud. La « construction du socialisme dans un seul pays » est la formule stalinienne reprise par le gouvernement, ce qui veut dire exiger des masses les

plus grands sacrifices, et le refus d'adopter des mesures qui puissent représenter une effective collaboration avec le combat contre les régimes de Rhodésie et d'Afrique du Sud.

De fait, les gouvernements d'Angola et du Mozambique — avec le soutien de la bureaucratie de Moscou et celui de Castro — ont toujours cherché à établir des « relations normales » avec leurs voisins, malgré ce qu'ils appellent les « divergences idéologiques ». Cette politique non seulement menace les conquêtes démocratiques mêmes obtenues dans la lutte pour l'indépendance, mais elle a aussi des graves conséquences pour l'organisation de l'économie. Celle-ci se trouve en effet conduite dans ces pays plus en fonction des intérêts impérialistes et ceux de la bourgeoisie sud-africaine que suivant les besoins des populations.

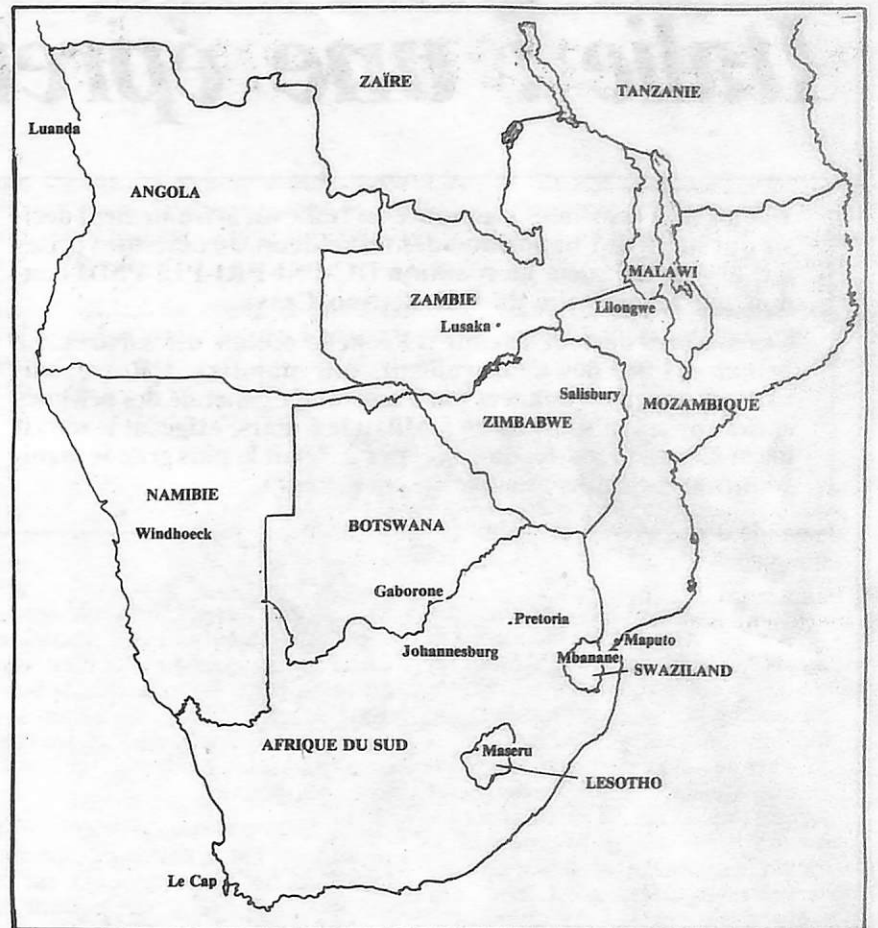
Il serait unilatéral d'attribuer uniquement à la forte sécheresse dont pâtit le pays la situation désastreuse actuelle du Mozambique quand on sait par exemple que la « collectivisation » effectuée en 1975 a bien plus servi à alimenter une bureaucratie alors constituée qu'à augmenter la productivité, ce qui représente en réalité un coup fatal à la production agricole.

Dans le cas de l'Angola, qui conserve une production pétrolière équivalente à 82 % de ses entrées en devises, l'achat de denrées alimentaires — rares — ne peut être mené à bien par la population qu'au prix de longues files d'attente, tandis que « les membres du comité central, les membres du parti, les coopérateurs, les diplomates ont leurs magasins particuliers. Dans les magasins réservés aux coopérateurs, les Soviétiques, les Allemands de l'Est sont servis les premiers jours de la semaine. Les Portugais et autres occidentaux viennent ensuite. » (*Le Monde diplomatique*, mars 1984). Après neuf années d'indépendance, les données de l'UNICEF font apparaître que 85 % des habitants des zones rurales de l'Angola ne disposent pas de suffisamment d'eau pour les besoins les plus élémentaires.

A cela s'ajoute le refus d'apporter un soutien concret aux luttes des masses pour leur libération dans l'ensemble de l'Afrique australe, seule issue effective pour pouvoir mener jusqu'au bout le combat anti-colonialiste et anti-impérialiste sur le continent. Machel résume aujourd'hui cette politique quand il affirme : « On ne peut pas choisir ses voisins. » Et Eduardo dos Santos confirme cette vision en affirmant que « l'Angola a toujours désiré la paix dans cette région (...) Nous n'avons jamais pensé que notre région doive être un lieu de tension permanente. » (dépêche AFP, 6 février 1984).

Dans la pratique, on sacrifie avec les accords récents le combat contre l'Apartheid ainsi que la lutte pour l'indépendance de la Namibie et on met en cause ce qui a été acquis pendant la lutte pour l'indépendance de l'Angola et du Mozambique.

Pour sa part, sans cacher sa satisfaction, le ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud, Piki Botha, affirme : « Presque volontairement, un schéma se dessine en ce moment, dans le cadre duquel les gouvernements et les dirigeants de l'Afrique australe semblent réaliser qu'ils ont tous à gagner dans la coopération et la sta-



bilité. » (*Revue Afrique-Asie* du 12 mars 1984).

### L'offensive de l'impérialisme et la défense de l'Apartheid

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est à une accentuation de la pression de l'impérialisme nord-américain qui, en même temps qu'il cherche à renforcer le régime raciste de l'Afrique du Sud comme gendarme de la défense de ses intérêts en Afrique australe, tente de gagner du terrain dans cette région du continent africain dans l'objectif d'approfondir ses liens politiques et économiques dans les différents pays. Pour cela, Reagan n'a pas hésité à passer par-dessus l'OUA elle-même, qui est restée en marge des négociations.

En effet, s'il est vrai que l'ANC n'existe pas seulement au Mozambique — comme veut le faire croire Prétoria — il est tout aussi certain que l'engagement de Machel à empêcher toute activité de cette organisation anti-apartheid dans son pays représente un coup sévère pour le combat contre le régime sud-africain. Le négociateur du gouvernement du Mozambique en est même venu à dire que l'ANC n'est pas un mouvement de libération nationale et que l'Apartheid est une affaire interne à l'Afrique du Sud (*Le Monde* du 27 février 1984).

De la même façon, l'accord du gouvernement angolais pour « restreindre » les mouvements de la SWAPO sur son territoire remet en cause le combat de cette organisation et s'inscrit dans les plans de l'impérialisme nord-américain de « céder l'indépendance » à la Namibie par le biais de la tenue d'élections « libres » sous le contrôle des Etats-Unis (disons en passant que ces plans, soutenus par Prétoria, passent aussi par-dessus la résolution 435 des Nations-Unies de 1978 qui prévoyait des élections sous la surveillance de l'ONU elle-même et qui reconnaissait dans la SWAPO l'unique représentante du peuple namibien).

La revue *Afrique-Asie*, pour exprimer la politique de Reagan, fait le commentaire suivant : « Les Américains semblent prendre très au sérieux leur rôle dans cette affaire. En effet, le général Alexander Haig s'est rendu à Windhoek (capitale de la Namibie) à la fin du mois de février, pour préparer la

mise en place d'un quartier général pour le personnel américain qui suivra le processus en cours. »

### ... Avec la bénédiction de Moscou

Enfin, il est important de souligner que ces accords ont compté avec le soutien absolu de la bureaucratie soviétique. De fait, son silence ne peut être interprété d'une autre manière quand on sait que le 11 janvier de cette année s'est tenue à Moscou une rencontre soviéto-angolo-cubaine où les dirigeants angolais cherchaient l'appui de leurs « partenaires » pour la réalisation des négociations. Comme si cela n'était pas suffisant, nous avons assisté à une acceptation passive de la part du PC d'Afrique du Sud de l'expulsion de Joe Slovo, un de ses dirigeants et dirigeant aussi de l'ANC, du Mozambique, comme conséquence des accords réalisés.

Nous sommes effectivement loin d'assister à un coup de tonnerre dans un ciel serein. Et indépendamment de la longévité et du degré de stabilité de ces accords, leur application représente un nouveau coup contre les masses en Afrique australe, qui ont combattu et combattent héroïquement pour l'indépendance contre la domination impérialiste. C'est à elles qu'appartient pourtant l'avenir et non à ceux qui ont usurpé le droit de parler en leur nom pour pactiser avec le régime de l'Apartheid.

Ce n'est pas pour tomber entre les mains de Reagan que la lutte a été menée contre Salazar.

17 mars 1984,  
J. Adamastor

(1) Les accords signés à Lusaka (capitale de la Zambie) le 16 février prévoient le contrôle des activités de la SWAPO par le gouvernement angolais et la cessation de l'aide de l'Afrique du Sud à l'UNITA, sans fixer clairement les modalités de retrait des troupes sud-africaines qui occupent une partie du sud de l'Angola depuis 1981. Une commission conjointe à participation américaine sera constituée pour suivre l'application des accords. D'autre part, des négociations à Maguto (Mozambique) le 20 février prévoient que seront empêchés les mouvements de l'ANC sur le territoire du Mozambique et que sera pratiqué le désengagement en ce qui concerne le soutien au MNR de la part de l'Afrique du Sud. Un accord dans ce sens a été signé le 16 mars 1984 entre les deux gouvernements.

## APRES L'ENTREE DANS LE FRONT POPULAIRE PERUVIEN :

### Scission au sein du PRT

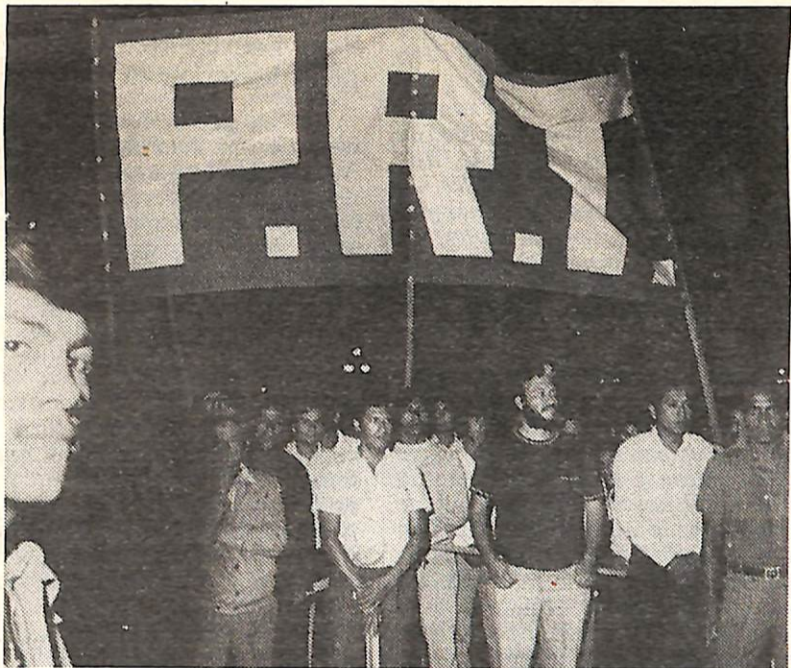
**L**E 13 novembre dernier, le regroupement de la Gauche unie (IU) obtenait 32 % des voix lors des élections municipales du Pérou. Moins d'un mois plus tard, le 3 décembre, le PRT (section péruvienne du Secrétariat unifié) rédigeait une « autocritique » demandant son entrée dans IU (cf. *Tribune internationale* n° 21). La lettre envoyée au « Comité directeur national de la Gauche unie », en date du 13 décembre et signée par Hugo Blanco « au nom du comité central du PRT » se terminait triomphalement : « La Gauche unie jamais ne sera vaincue ».

Les 3 et 4 mars de cette année, à la suite des divergences aiguës apparues à l'intérieur du parti sur « l'autocritique » publiée et sur la demande d'entrée dans IU, deux congrès du même PRT ont eu lieu séparément. La scission était consommée...

Nous sommes loin d'éprouver de la joie face à l'explosion du PRT péruvien. Bien au contraire : cette scission n'est rien d'autre que le résultat d'une politique liquidatrice de l'organisation politique — dirigée par Hugo Blanco, et, d'après ce que nous savons, avec le soutien du Secrétariat unifié — que constitue la demande d'entrée dans un regroupement front-populiste et soutenu principalement par le PC, tel que IU. Politique qui s'exprime dans la méthode même de « discussion » du PRT (comme nous pouvons en conclure à la lecture du document publié dans cette page), bien éloignée de la méthode qui relève de la démocratie au sein d'un parti qui se veut trotskyste.

Dans une interview au journal *El Observador* de Lima, le 30 novembre 1983, Hugo Blanco affirmait : « Il n'y a pas un véritable représentant de la gauche, parce qu'elle englobe tous ceux qui comme nous, veulent transformer la société capitaliste en société socialiste. Au sein de ce dénominateur commun, il y a des points de vue et des conceptions différents sur la façon de parvenir à cette société. Il y a Sendero Luminoso, il y a le Parti communiste péruvien, il y a nous... »

Chacun considère que c'est son parti qui a la ligne juste. Naturellement, je suis toujours au PRT et je continue à penser que le trotskysme est la méthode la plus correcte. Mais je ne veux pas dire par là que le trotskysme soit la véritable gauche, ni rien de ce genre. »



Hugo Blanco a le droit de penser et de dire ce qu'il veut. Mais qu'il ne fasse pas au nom du trotskysme ! A ce que nous sachions, le PCP, parti stalinien, n'est pas moins que les autres PC des différents pays étroitement lié à la bureaucratie au pouvoir en URSS et intervient comme son agent dans la lutte des classes au Pérou. Dès 1933, Léon Trotsky a commencé la bataille pour construire la IV<sup>e</sup> Internationale précisément parce qu'il analysait que la III<sup>e</sup> Internationale stalinisée était passée définitivement du côté de la défense de l'ordre bourgeois, et était donc bien loin de toute volonté de « transformer la société en société socialiste ». Ce n'est pas un hasard si Léon Trotsky a été assassiné sur ordre de Staline, ainsi que des milliers d'autres combattants pour le socialisme.

Pour défendre l'entrée du PRT dans IU, Hugo Blanco a remplacé le véritable fleuve de sang qui sépare trotskysme et stalinisme par de simples divergences de « points de vue » ou de « méthode » pour parvenir à « l'objectif commun ». Il serait intéressant qu'Hugo Blanco se rende aujourd'hui en Pologne pour tenter d'expliquer aux travailleurs les « divergences » avec Jaruzelski !

Si nous insistons d'abord sur cet aspect, c'est parce que, à notre avis, là réside la base de « l'autocritique » de décembre dernier du PRT.

Le document dont nous citons dans cette page les principaux extraits se situe indéniablement sur le terrain de la défense du programme du PRT et de l'indépendance de classe du prolétariat. Il représente une résistance active aux positions d'Hugo Blanco. Et nous nous réjouissons, au moins, du fait que ce document reçoive aujourd'hui le soutien de la majorité des militants du PRT.

30 mars 1984,  
Jorge Adamastor

**I**L existe chez les travailleurs un large mouvement de mécontentement contre le régime en place, mouvement qui se caractérise par des luttes régulièrement violentes, mais qui n'ont pas encore acquis de synchronisation, de continuité et de consistance ; cependant, les dernières luttes des travailleurs des villes et des campagnes et celles des étudiants commencent à aller vers une situation de crise pré-révolutionnaire.

Notre parti, dans ce contexte, lutte pour la plus large unité des travailleurs pour la centrale unique, pour l'unité de la CCP-CNA (1). Nous luttons pour la constitution du Bloc révolutionnaire et nous développons le front unique dans l'action avec Izquierda Unida (la Gauche unie) pour mettre en avant des revendications spécifiques des travailleurs, cela sans capituler devant son programme de collaboration de classes et tout en forgeant une direction révolutionnaire alternative.

En raison de la constante défection d'Izquierda Unida qui ne sert que comme appareil électoral, et en raison des grands combats qu'entament les paysans et les ouvriers à l'échelle nationale, notre parti soutient qu'il faut construire le parti en le basant sur les syndicats, en permettant que les travailleurs assument la lutte politique de même que la lutte syndicale, comme une affaire quotidienne les concernant, pour résoudre les grands problèmes nationaux.

Notre parti lutte pour le gouvernement des centrales ouvrières et paysannes et des fronts de défense parce qu'ils sont les organismes fondamentaux qui se mobilisent pour résoudre les problèmes immédiats qui affectent la nation.

Le PRT se différencie du PC-P (Sendero Luminoso) (2) et d'IU.

Nous considérons que les camarades du PC-P sont révolutionnaires dans l'action mais souffrent du sectarisme et du dogmatisme, leur décision héroïque de prendre les armes remet en cause dans la pratique leur programme de constitution du front révolutionnaire avec la bourgeoisie nationale. Leur défaut essentiel réside dans le fait qu'ils sont actuellement extérieurs aux niveaux d'organisation et de conscience des travailleurs. Alors qu'Izquierda Unida est un front politique à l'hégémonie réformiste qui prêche la conciliation, s'adapte au niveau de conscience des masses les plus arriérées, qui prétend placer le mouvement ouvrier et populaire sous la direction de la petite bourgeoisie pour parvenir au pouvoir par la voie électorale et la politique de réformes.

L'axe programmatique d'Izquierda Unida prêche l'alliance du mouvement ouvrier et populaire avec la bourgeoisie moyenne et nationale ; de là sa recherche d'alliance avec l'APRA (3), l'APS, Padin, etc. Nous avons vu dans les derniers jours que Barrantes s'est prononcé contre les occupations de terres en friche, contre la « violence universitaire ». Barrantes persiste à conserver des décrets lézant les vendeurs ambulants, les employés et ouvriers municipaux, montrant ainsi son refus de les réembaucher concrètement. Izquierda Unida montre ainsi qu'elle s'est engagée dans le maintien de la stabilité de l'ordre bourgeois à travers la garantie de la stabilité du Parlement et des municipalités.

C'est pourquoi notre parti rejette clairement et ouvertement la préten-

tion d'un groupe de camarades dirigés par Hugo Blanco qui, abandonnant les principes et le programme du PRT, se sont auto-marginalisés du parti et après une autocritique honteuse, opportuniste et électoraliste, s'agenouillant devant la direction réformiste d'Izquierda Unida, sont en train de mendier leur entrée.

Le PRT délimite clairement ses positions vis-à-vis de ceux qui prétendent le liquider et maintient bien haut sa bannière de lutte d'indépendance de classe.

Le 4 mars, s'est achevé le III<sup>e</sup> Congrès national du PRT. Ce manifeste est une partie du rapport que nous sommes obligés de fournir aux travailleurs. Le PRT a été fondé les 7 et 8 octobre 1978 ; en cinq années et grâce à ses deux précédents congrès, il a maintenu son drapeau de lutte ; cependant, à la veille de ce III<sup>e</sup> Congrès, un ensemble de camarades qui sont parvenus transitoirement à être majoritaires dans le comité central, mais qui étaient minoritaires à la base de notre parti, après la participation du PRT aux dernières élections, ont décidé d'entrer dans Izquierda Unida, rendant publique une prise de position appelée « Sur l'unité et une nécessaire autocritique ».

Cette prise de position a été publiée sans avoir été préalablement discutée avec les militants de base, parce que ces camarades savaient qu'ils seraient minoritaires et que cela serait repoussé. Ces camarades, pour atteindre leurs objectifs, ont dû pratiquer la politique du fait accompli. Le camarade Hugo Blanco, dans l'émission télévisée « Vision » de la fin novembre, a dit que, sans l'accord d'aucun parti, il était sectaire et dogmatique d'avoir présenté un candidat propre ; il remettait ainsi en question la démocratie interne du parti, comme si le parti était asservi à la décision de tel ou tel caudillo et non pas aux décisions collectives de ses instances respectives.

L'autocritique publique de décembre blanchit le principal responsable de la rupture de l'ARI qui était Patria Roja par le biais de l'UNIR (4), en réclamant pour lui plus de 50 % des sièges parlementaires, ce qui a entraîné son éclatement. Cette autocritique n'explique pas que le triste spectacle offert aux travailleurs n'était finalement pas dû à la discussion de principe et de programme, mais à la recherche de postes parlementaires. Il est correct que le PRT fasse une autocritique sur l'échec de l'ARI mais en concernant les responsabilités qui reviennent à l'ensemble de la gauche et pas seulement au PRT.

C'est pourquoi le PRT rejette et ne reconnaît pas cette « autocritique ». La véritable autocritique que nous devons faire réside dans le fait que nous ayons centré notre activité uniquement sur la lutte électorale, en abandonnant les travailleurs à leurs luttes quotidiennes pour leurs justes revendications. Nous avons été dans des luttes importantes, mais cela n'a pas été l'axe de notre action.

Le débat sur l'entrée ou non dans Izquierda Unida n'apparaissait, au début, que comme une divergence politique, mais lors du neuvième plénum de notre comité central, il est devenu une divergence programmatique. Et il est clair que c'est cela, puisque les camarades qui demandent leur entrée dans Izquierda Unida le font en étant prêts à en assumer le programme, ce qui exige la révision du nôtre. C'est pourquoi les camarades ont défendu la conception : « L'administration ouvrière et l'expropriation immédiate affecteront la propriété impérialiste et les groupes multinationaux du pays. » Le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale soutient que « son objectif est la conquête du pouvoir par le prolétariat dans le but d'expropriation la bourgeoisie ». C'est-à-dire qu'il n'admet pas d'ambiguïtés ou d'interprétations ambiguës. Le prolétariat au pouvoir n'exproprie pas d'abord la bourgeoisie et ensuite la bourgeoisie moyenne et nationale. Il exproprie purement et simplement la bourgeoisie...

Quel pourcentage des moyens de production confisque-t-il ? Cela est un problème tactique et non stratégique qui dépend du rapport de force à l'échelle nationale et internationale dans le moment concret. De cette façon, les camarades glissent de la conception de la révolution permanente à la révolution par étapes, révisant le programme du PRT.

Les camarades qui entrent dans Izquierda Unida ont capitulé devant le réformisme et n'ont pas pu résister aux pressions du centrisme et du parlementarisme, abandonnant le programme du PRT et s'auto-marginalisant du parti. Les camarades appellent sectarisme et dogmatisme la défense de nos principes et programme, mais d'ores et déjà l'avant-garde politique des masses a qualifié « l'autocritique nécessaire », acte de naissance de ces camarades, comme opportuniste et électoraliste.

En conséquence, le PRT appelle ses militants à défendre ses principes et programme, à défendre notre politique d'indépendance de classe. »

6 mars 1984

(1) CCP : Confédération paysanne du Pérou, dirigée par Diaz Canseco.

CNA : Confédération nationale agraire, dirigée par le PSR (parti velasquista qui fait partie d'Izquierda Unida).

(2) PC-P (Sendero Luminoso) : regroupement guérillériste petit-bourgeois, dont les actions ont servi de prétexte à la répression du gouvernement.

(3) APRA : Alliance populaire révolutionnaire américaine, parti constitué après la Première Guerre mondiale par Haya de la Torre. Ce fut traditionnellement le parti de la lutte anti-impérialiste, dont il continue de se réclamer malgré une politique axée dans les faits sur la collaboration avec l'impérialisme. Pendant longtemps, jusqu'aux années soixante, l'APRA a maintenu un contrôle strict sur le mouvement syndical, par le biais de la CTP (Confédération des travailleurs du Pérou).

(4) ARI : Alliance révolutionnaire de gauche. Front électoral constitué pour les élections présidentielles de 1980 entre fondamentalement le PRT et des regroupements d'origine maoïste, parmi lesquels UNIR, au sein duquel se trouve Patria Roja. L'ARI a éclaté avant même les élections.

## Constitution de « Socialist Action »

**Tribune internationale** publie ci-dessous des extraits de la déclaration par laquelle les militants exclus du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis annoncent leur décision de se constituer en fraction publique.

Tout en poursuivant le combat pour leur réintégration au sein du SWP, ils expliquent ce qui les a amenés à publier leur propre journal *Socialist Action* et à intervenir en dehors du cadre du SWP, dans la lutte des classes aux Etats-Unis. Cette déclaration a été publiée dans le numéro 1 de *Socialist Action*, sous le titre « *Qui sommes-nous ?* », en décembre 1983. Depuis, trois autres numéros de *Socialist Action* sont parus.

Il est inutile de souligner l'importance cruciale qu'a, pour tout partisan de la IV<sup>e</sup> Internationale, le sort de l'organisation trotskyste aux Etats-Unis. La crise qui déchire aujourd'hui le SWP, à la suite de l'alignement ouvert de la direction Barnes sur le castrisme et de la reprise à son compte de nombre de positions du stalinisme, de son abandon des principes les plus essentiels de la IV<sup>e</sup> Internationale, ne saurait être un sujet de satisfaction pour aucun militant qui se réclame du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce coup qui frappe aujourd'hui le combat pour la construction du parti révolutionnaire aux Etats-Unis — et dont chacun, répétons-le, saisit l'importance internationale — n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais au contraire l'aboutissement de tout un processus dans lequel l'évolution au sein du SWP lui-même ne peut être séparée de celle de l'organisation internationale à laquelle il est politiquement lié (le Secrétariat unifié).

La crise actuelle exige sans aucun doute le plus sérieux des débats sur ses causes et il serait pour le moins irresponsable d'y faire obstacle au nom de considérations diplomatiques ou de prestige. Nous y reviendrons.

Mais le premier devoir de *Tribune internationale* est de d'abord laisser la parole aux militants qui se sont regroupés contre la direction anti-trotskyste et liquidatrice de Barnes.

1) Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale*.

**S**OCCIALIST ACTION est un journal. C'est aussi le nom d'une organisation nationale fondée par une conférence tenue fin octobre 1983 à Chicago, à l'initiative d'un groupe de socialistes, militants de longue date des mouvements syndicaux, antiguerre et de libération des femmes, exclus du Socialist Workers Party au cours des deux dernières années.

Nous avons pris cette mesure parce que le SWP s'est engagé dans un processus d'abandon des principes sur la base desquels il avait été fondé. En effet, privés de la possibilité d'œuvrer contre ce cours au sein du parti dont on nous aurait chassés, il ne nous restait qu'un seul choix : tenter d'enrayer la dégénérescence du SWP de l'extérieur, en tant que militants de Socialist Action. Nous demandons notre réintégration dans le SWP sur la base des droits démocratiques qui sont traditionnellement garantis aux membres du parti, et notamment le droit de maintenir notre fraction au sein du SWP. Entre temps, nous continuerons à faire le travail politique et organisationnel nécessaire à la construction du parti révolutionnaire des travailleurs socialistes (...).

Le texte se poursuit par un résumé de l'histoire du SWP, du rôle qu'ont tenu ses militants dans les luttes qui ont abouti à la constitution de la CIO, et rappelle que sur les quatre militants du SWP, dirigeants de la grève des camionneurs de Minneapolis, deux ont été exclus en 1982, dont l'un, Jake Cooper, est membre du comité national de Socialist Action. Le texte se poursuit également avec un résumé de la place que le SWP a tenue dans la mobilisation du peuple américain contre la guerre livrée par « son » impérialisme contre le peuple vietnamien.

### De profondes divergences

« Il n'est pas dans notre intention de consacrer les futurs numéros de Socialist Action à nos divergences

avec le Socialist Workers Party. Cependant, un résumé de cette controverse politique, qui concerne des questions que tous les secteurs de la gauche ont débattues et sur lesquelles ils ont tous dû se prononcer, peut aider à éclaircir notre propre trajectoire et celle du SWP.

Même après le rapide déclin numérique qu'il connaît depuis quelques années, le SWP demeure l'une des quatre ou cinq plus grandes organisations de la gauche américaine, et l'expérience qu'il a faite en tentant de construire un parti de révolutionnaires dévoués devrait intéresser toutes celles et ceux qui ont engagé des tentatives semblables.

Immédiatement après le congrès du parti en août 1981 — le dernier qui aura eu lieu avant le prochain congrès prévu pour l'été 1984, c'est-à-dire avec un an de retard — une divergence profonde a surgi au sein du SWP sur trois questions qui se sont avérées liées les unes aux autres : notre évaluation du marxisme de Trotsky ; notre attitude à l'égard de gouvernements capitalistes ou stalinien simultanément aux prises avec l'impérialisme et engagés dans la répression politique à l'intérieur de leurs propres frontières ; et notre capacité à rejoindre et construire des formations comme les mouvements des femmes, antinucléaire et antiguerre et les syndicats, dont la majorité des membres du parti sont adhérents (...).

Le texte continue par un rappel du contenu et de la signification de la théorie de la révolution permanente, en relation avec la marche de la révolution prolétarienne au XX<sup>e</sup> siècle, en particulier avec l'expérience de la révolution russe.

« Plus tard, avec la "montée" de Staline au pouvoir, la bureaucratie conservatrice chercha à discréditer ses opposants de gauche en calomniant Trotsky et en dénigrant toutes ses idées, notamment celle de la révolution permanente. Il s'agissait en fait et du même coup d'une attaque contre Lénine, qui correspondait à

l'abandon général par les stalinien de toute tentative sérieuse d'organiser des mouvements révolutionnaires. Ceux-ci avaient remplacé la lutte pour le socialisme par l'appel à former des mouvements ou des gouvernements antifascistes ou anti-impérialistes assez larges pour permettre, en pratique, de laisser le pouvoir aux mains des partis bourgeois libéraux. Cela aboutissait en général à la défaite des mouvements révolutionnaires des masses qui n'avaient pas pris les mesures décisives nécessaires dans la période de crise révolutionnaire.

C'est immédiatement après le congrès du parti d'août 1981, et sans laisser aux camarades qui n'étaient pas d'accord la moindre possibilité de lui répondre, que le camarade Jack Barnes, le dirigeant central du SWP, a annoncé qu'il ne souscrivait plus à l'idée d'un combat pour une révolution directement socialiste dans les pays sous-développés. Cela devait aboutir, au cours de l'été 1983, à la publication d'un numéro spécial de la revue théorique du SWP, *New International* (Nouvelle Internationale), dans lequel Jack Barnes insistait sur la nécessité pour "notre mouvement de se défaire de la révolution permanente" (p. 13). Le rejet de l'une des idées fondamentales de l'organisation par le canal d'un article dans une revue publique, sans avoir jamais permis qu'une discussion se tienne à ce sujet, constituait une violation choquante des droits démocratiques des membres de notre parti.

Au niveau politique, de nombreux membres du parti estimaient que cet abandon de la stratégie de Lénine et de Trotsky marquait une adaptation grave à l'idéologie du stalinisme. Nombre des mêmes arguments que Staline avait utilisés contre l'Opposition léniniste au sein du Parti communiste de l'Union soviétique au cours des années 1920 étaient repris par la direction du SWP dans la revue citée et dans d'autres articles, pour attaquer les positions que le parti défendait depuis plus de cinquante ans. En 1982, les partisans de l'idéologie trotskyste, ainsi que les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, commencèrent à être exclus du SWP sur la base de prétextes organisationnels divers. »

### Pologne et révolution politique

« Le 13 décembre 1981, la loi martiale était proclamée en Pologne, et le gouvernement stalinien commença à décapiter le syndicat Solidarité dirigé par Lech Walesa et fort de 10 millions de membres. En 1968, lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie, le SWP avait participé à des manifestations et réunions de protestation communes, aux côtés d'autres groupes de gauche. Toutes les organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale avaient fait de même. A l'époque, les trotskystes s'étaient efforcés d'exclure de ces activités les anticommunistes et les groupes qui n'avaient pas un passé de lutte franche contre les crimes des gouvernements capitalistes, comme la guerre américaine au Vietnam.

En 1981, il a été parfaitement clair que le SWP ne voulait pas apparaître trop visiblement dans le soutien aux travailleurs polonais — cela aurait risqué de gêner ses relations avec les révolutionnaires d'Amérique latine en désaccord avec cette démarche. C'est ainsi que cette fois-ci le SWP repoussa toute idée de manifes-

tation de quelque type que ce soit, refusa de participer à presque tous les meetings de la gauche, et ne tint que quelques réunions du parti, pour la forme.

Depuis 1935, le programme du SWP définit la bureaucratie soviétique comme n'étant pas une nouvelle classe dominante mais néanmoins comme irréfutable. Sa position officielle est une position de « révolution politique », c'est-à-dire qu'elle affirme que la démocratie ouvrière ne saurait être instaurée que par le remplacement des bureaucrates par des moyens révolutionnaires, tout en préservant les acquis sociaux qui découlent des nationalisations. Vers le début de 1982, ce concept aussi virtuellement disparu des colonnes du Militant, le journal qui reflète le point de vue du SWP. A sa place, on a vu apparaître des formules ambiguës, qu'on pouvait interpréter comme des appels à une simple réforme du PC polonais. »

### « Seule la vérité est révolutionnaire »

« Il s'en est suivi qu'un journal de gauche qui avait la réputation d'être parmi les plus précis et les plus conformes à la vérité s'est transformé en organe de propagande susceptible de ne pas publier des informations essentielles afin de produire l'effet désiré. Nous pourrions délicatement faire allusion à ce problème, mais dans les faits, cela a signifié que l'on ne pouvait plus savoir ce qui se passait dans des pays comme l'Iran, la Pologne, l'Afghanistan, la Corée du Nord, le Vietnam, l'Ethiopie, à la lecture des articles manipulés du Militant. De nombreux camarades du parti ont fini par s'abonner à d'autres revues de gauche, uniquement parce qu'ils ne croyaient plus ce que leur propre journal leur racontait.

Nous savons qu'il existe un risque de faire le jeu des multiples campagnes de propagande réactionnaires orchestrées par le gouvernement de Ronald Reagan et ses agents dans la presse. L'hystérie anti-iranienne, le grand tapage autour de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, les rassemblements où l'ineffable général Haig se déclarait "en solidarité avec Solidarité" ne nous ont pas échappés. Mais nous sommes convaincus, pour utiliser la formule que Trotsky avait l'habitude de prononcer lorsqu'on le pressait pareillement de s'adapter et de ne pas critiquer le régime de Staline parce que la presse capitaliste aurait pu s'en servir, que "seule la vérité est révolutionnaire". »

### Une renonciation aux positions fondamentales du trotskysme

« Depuis son dernier congrès, le SWP a renoncé publiquement aux idées les plus fondamentales du mouvement trotskyste dont il avait été une composante dirigeante pendant un demi-siècle. Cette décision, d'une portée considérable, n'a jamais été soumise au vote ni même discutée, et cela dans un parti qui avait une tradition de démocratie connue et hautement respectée depuis longtemps.

Une purge a été déclenchée contre les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale

et du trotskysme dans le parti, dont ils sont systématiquement exclus. La majorité de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est émue de cet état de choses. Lors de sa réunion d'octobre 1983, l'organe dirigeant de l'organisation mondiale, le Secrétariat unifié, à une écrasante majorité, a qualifié la vague d'exclusions du SWP de purge politique à l'encontre de l'Internationale, et reconnu à ceux qui avaient été exclus le droit de former une nouvelle organisation qui aurait tous les droits de collaborer fraternellement avec l'organisation mondiale, dans le cadre des lois réactionnaires des Etats-Unis, c'est-à-dire de disposer du même statut que le SWP.

Tous ces tournants à 180 degrés du SWP et l'épuration d'une grande partie de la vieille génération du parti n'ont pu être menés à bien qu'au moyen d'une profonde érosion des droits démocratiques internes. Pour ce faire, la direction du SWP a été proclamée comme ayant toujours un point de vue correct (completely correct) ; par définition, tous ses critiques étaient "des ennemis du parti" (ce cliché péché dans les vieilles brochures stalinienne a été ressorti à Oakland, en Californie, pour qualifier Jeff Mackler, un des principaux dirigeants de Socialist Action). Il était inévitable que ce type de pratiques rejaille sur la démarche du SWP à l'égard des organisations autres que lui. »

### Pour l'ouverture de la discussion au sein du SWP

« Nous préconisons une rupture radicale avec cette politique d'auto-isolement. Nous regrettons que de nombreux bons camarades d'une organisation à laquelle nous avons consacré tant d'années se soient enfoncés dans cette impasse. C'est une chose qui nous préoccupe particulièrement, parce que si nous ne sommes plus membres du SWP, nous restons, nous et le SWP, sympathisants du même mouvement mondial. Dans ce mouvement, nos perspectives sont fortement majoritaires, même si ce rapport de forces est inversé ici-même aux Etats-Unis. Nous aimerions voir tous les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis appartenir à une seule et même organisation. C'est pour exprimer cette idée que nous sommes organisés en fraction publique du SWP, puisque ce dernier est le plus grand des deux groupes solidaires de la IV<sup>e</sup> Internationale dans ce pays. En nous organisant en fraction publique, nous exprimons notre espoir que le parti restaurera les normes démocratiques dont il se prévalait auparavant, réintégrera les exclus en bloc et permettra l'ouverture d'une discussion de la ligne politique erronée qu'il a suivie au cours des deux dernières années (...).

Nous sommes également convaincus que seule une organisation nationale liée à un mouvement international, ayant sa propre presse et une stratégie d'ensemble, et dont les membres agissent de façon disciplinée, peut espérer influer sur le cours des événements en évolution constante d'un jour à l'autre et d'une ville à l'autre. C'est pourquoi nous avons décidé de mener notre action au travers de Socialist Action. Nous espérons que vous serez nombreux à venir nous rejoindre. »

## NOTES SUR LE CAPITAL

# La production de la plus-value

**A**DAM Smith, principal fondateur de l'économie politique moderne, affirmait au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'il existait trois sources de la richesse : la terre, le capital et le travail. Et il précisait que la terre n'était génératrice de richesses que si elle était travaillée — abstraction faite de quelques fruits sauvages — et que l'existence du capital impliquait un travail productif antérieur.

David Ricardo, son successeur à la tête de l'école économique anglaise, discernait encore mieux le rôle éminent du travail dans la vie économique, sans parvenir pour autant à élucider le mécanisme de l'engendrement du profit, considéré comme revenu de la propriété privée d'un capital.

C'est cette « énigme » que Marx a dissipée, après de patientes recherches inséparables de son expérience de militant et de dirigeant du mouvement ouvrier révolutionnaire, et dont il a exposé la solution dans le livre premier du *Capital*, en énonçant la loi de la plus-value (Mehrwert).

### De la sphère de l'échange à la sphère de la production

Nous avons vu, dans la note précédente (*Tribune internationale* n° 22), que l'instauration et le développement du mode de production capitaliste ont déterminé la généralisation de l'économie marchande et une sorte de séparation entre la sphère de l'échange et celle de la production.

C'est pourquoi l'expérience commune, modelée par l'idéologie dominante, à savoir celle de la bourgeoisie, tend à présenter l'augmentation de la valeur du capital, autrement dit la production de sa plus-value, comme un résultat de la vente des marchandises, effectuée par le capitaliste au consommateur. C'est ce que les manuels d'arithmétique élémentaire ont inculqué à des générations d'élèves en présentant le prix de vente comme la somme du prix de revient et du « bénéfice ». A ce niveau, qui est celui des apparences, « l'énigme » reste entière.

Tout se passe, en effet, dans la sphère de l'échange où chaque participant est inévitablement à la fois vendeur et acheteur. Il devrait donc en résulter que l'acheteur perde en moyenne l'équivalent de ce qu'il gagne comme vendeur. Dans ces conditions, on ne voit pas ni comment ni pourquoi les propriétaires de capitaux « bénéficieraient » généralement de l'augmentation de valeur de ces capitaux.

Dès 1850, Marx avait compris que le capital consistait non en une somme de biens ou d'argent considérée en elle-même, mais en un rapport social, à savoir le rapport de classes existant entre les capitalistes exploités et les travailleurs salariés exploités. Cela signifierait donc que la solution de « l'énigme » se situait, non dans la sphère de l'échange, mais dans celle de la production et des rapports de production. Cependant, quelle était la marchandise achetée par les capitalistes qui engendrait la plus-value de leurs capitaux ?

Instruit par les luttes du prolétariat, notamment par celles qui se déroulaient sous ses yeux en Angleterre, et constatant que le principal avantage de ces luttes résidait moins dans l'augmentation réelle des salaires que dans les progrès du mouvement ouvrier en matière d'organisation, Marx aboutit, à partir de 1860, à la réponse que l'on sait : ce que le capitaliste achète au prolétaire, moyennant un salaire, ce n'est pas son travail, c'est sa force de travail

utilisable, pendant un nombre d'heures déterminé, à savoir une marchandise dont la valeur réside, comme celle de toutes les autres marchandises, dans le temps de travail socialement nécessaire à sa production.

### La plus-value du capital résulte du travail non payé

La force de travail, ce sont les savoirs, les savoir-faire et l'énergie physique que les salariés mettent en œuvre dans le processus de production des marchandises. Sa valeur se définit par la nécessité de satisfaire leurs besoins vitaux (logement, habillement, nourriture, besoins culturels), par celle de la reproduction de la main-d'œuvre à travers de nouvelles générations de prolétaires et par celle des frais de sa formation. Ainsi, la force de travail d'un ouvrier qualifié a plus de valeur que celle d'un manœuvre.

Contrairement à l'idéologie économique classique, Marx établit que le salaire rétribue, en moyenne à sa valeur, la force de travail et non le travail fourni par les salariés.

De plus, il montre que, selon la conjoncture de l'économie capitaliste et les effets de la lutte de la classe ouvrière contre le patronat, le prix de la force de travail se situe plus ou moins au-dessous et, dans une faible mesure, au-dessus de sa valeur.

Cette oscillation des prix autour de la valeur est de la même nature pour la force de travail que pour les autres marchandises.

En revanche, la force de travail possède ce caractère absolument singulier d'engendrer plus de valeur qu'elle n'en comporte elle-même. Soit, par exemple, une journée de travail de 12 heures. Durant les 6 premières heures, le salarié a produit une valeur correspondant à la valeur journalière de sa force de travail. Il fournit ensuite six heures de travail non payé que Marx appelle le surtravail (Mehrarbeit) et dont il montre qu'il est la source de la plus-value du capital. Cette plus-value, loin d'être un effet de la vente du produit fabriqué dans l'entreprise, est le résultat de l'exploitation capitaliste du travail salarié. Sous les apparences juridiques d'un libre échange entre le salaire et le travail, le mode de production capitaliste est une forme de l'exploitation de l'homme par l'homme, comme l'ont été, à leurs manières, l'esclavage et le servage.

En nous ramenant à la sphère de la production, la loi de la plus-value dévoile le mécanisme de l'exploitation capitaliste et révèle que les intérêts de classe du travail et du capital sont absolument antagonistes. Elle élucide scientifiquement la base matérielle de la lutte incessante du prolétariat contre la bourgeoisie. Que le capitaliste allonge la journée de travail sans augmenter le salaire (plus-value absolue), qu'il diminue à la faveur d'un progrès des forces productives le temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail au cours de la journée, sans augmenter le salaire (plus-value relative), ou que tel capitaliste bénéficie temporairement, par suite d'innovations techniques, d'avantages sur ses concurrents (plus-value extra), le problème est le même : l'augmentation réelle du salaire ne peut être arrachée que par une diminution de l'importance relative de la plus-value, et la libération du prolétariat ne peut résulter que de l'abolition du salariat, autrement dit de la destruction révolutionnaire du mode de production capitaliste.

Enfin, la part de plus-value que les capitalistes s'approprient revêt diffé-

rentes formes selon les fractions de la bourgeoisie auxquelles ils appartiennent : profit industriel, profit commercial, profit bancaire.

Mais ces différentes formes ne sont que le résultat du partage entre les industriels, les commerçants et les banquiers de la masse du surtravail prolétaire.

### Le rôle central de la loi de la plus-value

Après avoir établi que la plus-value du capital résultait du surtravail que la condition salariale contraignait les ouvriers à fournir aux patrons, Marx montre comment une partie de cette plus-value se transforme ensuite en capital. Dès lors, la loi de la plus-value apparaît comme une conséquence nécessaire de la loi de la valeur qui caractérise fondamentalement le mode de production capitaliste.

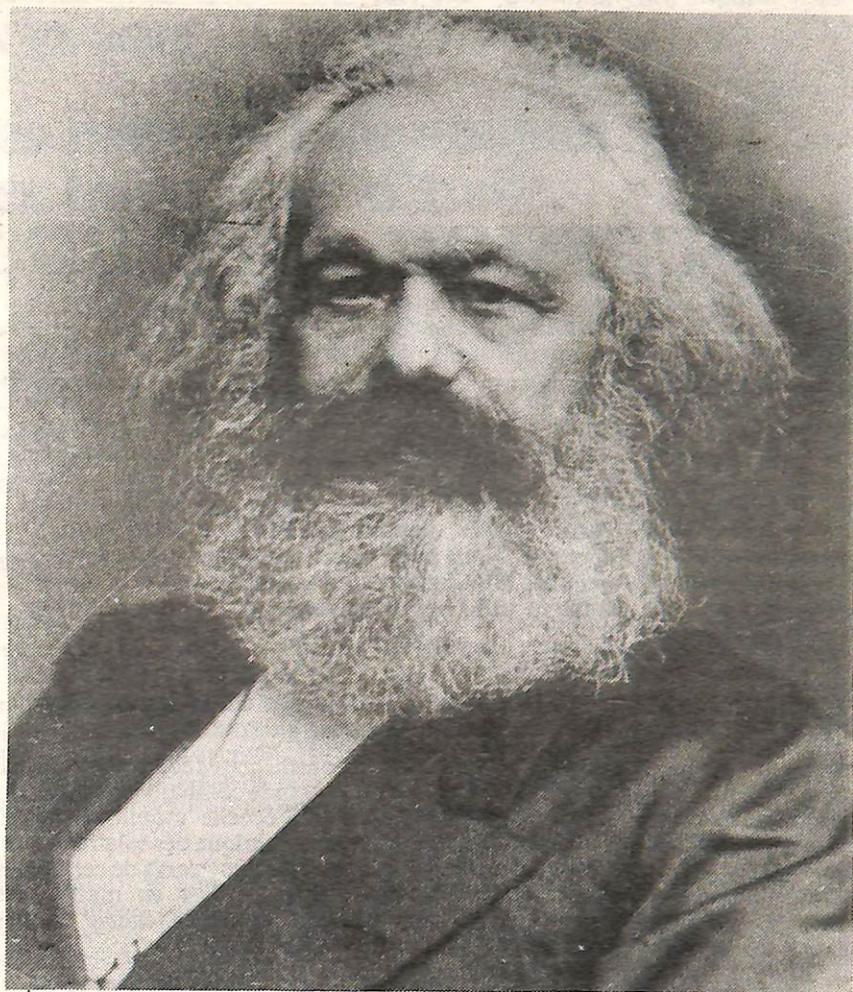
Réciproquement, cette loi de la valeur ne revêt sa pleine extension que parce que le rapport social constitutif du capital fait du travail social, en tant que travail salarié, une marchandise relevant, comme les autres, de la loi de la valeur.

Ainsi, la production de la plus-value se trouve implicitement contenue dans la généralisation de l'économie marchande par le capitalisme. Mais c'est la découverte de la plus-value comme résultant d'un travail non payé qui explicite la nature historique de l'exploitation capitaliste. On comprend donc que l'activité révolutionnaire de Marx au service du prolétariat ait constitué une condition subjective de l'élucidation de ces phénomènes objectifs propres au fonctionnement du système capitaliste.

Pour aboutir à la découverte du processus de production de la plus-value, Marx a été conduit à distinguer dans le capital ce qu'il appelle le capital constant (investi dans l'achat des locaux de l'entreprise, des matières premières et des machines, et ne donnant lieu, par lui-même, à aucune augmentation de la valeur du capital) et le capital variable (investi dans le paiement des salaires, c'est-à-dire de la force de travail, et procurant au capital sa plus-value).

Les « mutations technologiques » dont les dirigeants politiques d'aujourd'hui parlent si abondamment pour camoufler leurs politiques anti-ouvrières, et la fameuse « révolution scientifique et technique » dont les stalinien et d'autres révisionnistes ont fait leur cheval de bataille idéologique, ne sauraient rien changer au fait qu'un ordinateur ne peut pas produire, durant le temps de son fonctionnement, plus de valeur qu'il n'en comportait au départ, car il est partie intégrante du capital constant.

En revanche, l'utilisation de l'ordinateur et des autres moyens de l'électronique entraîne généralement une diminution du temps de travail nécessaire à la reproduction journalière de la force de travail dont résulte une augmentation de la plus-value relative par rapport à un salaire réel inchangé et, à plus forte raison, s'il est diminué. Dans la conjoncture actuelle, une telle utilisation, combinée avec les pratiques des licenciements des travailleurs et d'une déqualification de plus en plus généralisée de la main-d'œuvre, constitue un moyen de présentation ou d'argumentation des profits patronaux, singulièrement dans les plus grandes entreprises. Nous reviendrons d'ailleurs, dans les notes suivantes, sur ces phénomènes inséparables de la crise générale du mode de production capitaliste.



A ceux qui nous annoncent un avenir de prospérité générale, au-delà des souffrances transitoires dues aux « mutations technologiques » et à la « révolution scientifique et technique », il faut rappeler que, dans le cadre du mode de production capitaliste, le travail salarié demeure asservi à la production de la plus-value du capital et que, dans la crise mondiale actuelle, ce mode de production révèle chaque jour davantage son incapacité à concilier cette production de la plus-value et les besoins et aspirations des masses de l'ensemble du monde, y compris de celles qui appartiennent aux pays technologiquement les plus avancés.

### Une pierre de touche du marxisme

Marx disait à Engels qu'il avait fait essentiellement deux découvertes : le mécanisme de l'engendrement de la plus-value du capital et le fait que la lutte des classes aboutissait à la dictature du prolétariat. Sans oublier la trahison pratique et l'abandon théorique de la dictature du prolétariat par les réformistes et les stalinien, nous nous bornerons ici à considérer brièvement ce qu'il est advenu de la loi de la plus-value dans l'histoire du mouvement ouvrier au XX<sup>e</sup> siècle.

Fondateur du révisionnisme anti-marxiste, Bernstein traitait en 1898 de la loi de la plus-value comme une « conception métaphysique » qu'il convenait d'abandonner, selon lui, pour considérer les rapports entre les salaires et les profits selon la méthode de l'économie universitaire, c'est-à-dire bourgeoise, et dans la perspective qui était la sienne, à savoir le réformisme.

Par là, se trouvaient abandonnées, à la fois l'analyse scientifique de l'augmentation en valeur du capital et la stratégie révolutionnaire de la lutte des classes. Bernstein rejoignait ainsi les économistes bourgeois à la Böhm-Bawerk, qui refusaient de prendre en considération le concept même de valeur et qui ravalèrent leur discipline à une sorte de technique de la comptabilité. Par la suite, Keynes et ses disciples continueront cette tradition encore régnante dans la plupart des universités.

Dans leurs œuvres théoriques, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky renouèrent avec la loi de la valeur et avec l'analyse marxiste de la plus-value et du profit capitaliste.

En revanche, Staline, promoteur d'une nouvelle forme de révisionnisme anti-marxiste de camouflage de la dégénérescence bureaucratique

de l'URSS, prétendra, dans un opuscule publié à la fin de sa vie, que le capitalisme est soumis à une prétendue « loi du profit maximum », au mépris des différences établies par Marx entre le taux de profit et le taux de la plus-value, et à l'encontre de l'analyse par Marx de la tendance à la baisse du taux de profit moyen (voir notre prochaine note dans le numéro 24 de la *Tribune internationale*).

Enfin, depuis les environs de 1950, des spécialistes bourgeois des « sciences sociales », rejoignant par les réformistes, les stalinien et d'autres révisionnistes, ont mis en cause la loi de la plus-value, en niant ou en estompant la réalité de l'exploitation capitaliste, en invoquant le passage à un prétendu « néo-capitalisme » et en s'appuyant sur les changements de niveau ou de mode de vie et de composition professionnelle intervenus dans la classe des travailleurs salariés. Pour ces idéologies, le problème de l'abolition du salariat serait devenu inactuel et aurait cédé la place à un problème de « réduction des inégalités sociales » et d'« intégration des marginaux de toutes sortes ».

La crise économique dans laquelle le monde se trouve plongé depuis 1971-1972 constitue un démenti brutal et radical de ces spéculations et de toutes les tactiques de collaboration de classes. Certes, le mouvement ouvrier a arraché au patronat des conditions de travail et de vie moins misérables que celles des prolétaires du XIX<sup>e</sup> siècle, au moins dans les plus grands pays industriels. Certes, les salariés ne produisant pas directement de plus-value sont devenus relativement plus nombreux par rapport à ceux qui la produisent directement. Certes, le capitalisme dans son stade impérialiste se caractérise par des traits particuliers qui n'étaient pas encore apparus au temps de Marx. Mais la loi de la valeur continue à régir l'économie de notre temps, et la loi de la plus-value, comme expression scientifique de l'exploitation du travail salarié par le capital, continue à la dominer et à conditionner l'utilisation des novations et mutations technologiques.

Cette loi de la plus-value constitue bien une pierre de touche entre l'analyse scientifique des phénomènes économiques et les spéculations idéologiques à leur propos, entre les efforts de la classe dominante pour sauvegarder le système capitaliste et la lutte des travailleurs salariés pour le détruire.

Pierre Fougeyrollas,  
le 15 mars 1984

## Discussion avec un dirigeant syndical du Pérou

Le 22 mars, à l'appel du Commandement national unitaire de lutte (CNUL), une nouvelle grève générale a eu lieu au Pérou, contre le gouvernement de Belaunde Terry et sa politique économique imposée sous la houlette du FMI. Une semaine plus tard, *Tribune internationale* a interviewé Marco Porras, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de Luz y Fuerza, membre du CNUL, et Javier Mojica, conseiller de la fédération. Nous publions ci-dessous de larges extraits de cette interview qui trace la situation économique du pays et la répression employée contre la lutte des travailleurs et leur organisation indépendante.

**Question : Quelle est la situation économique du pays ?**

Réponse : Le pays est dans une situation de franche banqueroute produite par l'application d'une politique de récession de type néo-libéral. Beaucoup de secteurs les plus importants de la production sont pratiquement en faillite, le textile, l'électricité, l'industrie mécanique, etc. L'année dernière, il y a eu une baisse moyenne du Produit intérieur brut de 10 %. C'est un taux assez élevé pour l'Amérique latine en termes relatifs. Nous avons une inflation de l'ordre de 125,7 % annuelle et une baisse de la valeur des salaires qui a atteint en dix ans plus de 50-60 % et qui dans les trois dernières années seulement est de 30 % par rapport aux salaires de 1980-1981.

Cela entraîne en outre un accroissement du chômage : 6 Péruviens sur 10 n'ont pas de travail, ou ont un emploi précaire ; sur les 40 % restants, la moitié environ gagne aux alentours du salaire minimum vital qui est extrêmement bas. Les autres, qui sont le secteur le plus organisé du mouvement syndical, et qui ont le meilleur pouvoir de négociation pour défendre leur salaire, se voient donc actuellement soumis à une agression très violente de la part du gouvernement.

Le cas péruvien est un cas type en matière de renégociation de la dette extérieure (12 milliards de dollars). Cela exige une politique de récession comme celle que le Fonds monétaire international impose.

Pour faire passer cette politique, le gouvernement Belaunde a accentué la répression contre le mouvement populaire ; ce pour quoi il utilise en plus l'action de « Sendero Luminoso » pour réprimer les organisations de la gauche en général, mais surtout d'Izquierda Unida qui, en raison des résultats des dernières élections du 13 novembre, a constitué une sérieuse alternative pour 1985.

**Q : Du point de vue spécifique du secteur de Luz y Fuerza, comment se manifeste cette situation globale ?**

R : La fédération de Luz y Fuerza est une des fédérations de l'avant-garde du mouvement syndical péruvien. De fait, elle a été parmi les organisations présidant le commandement national de lutte, commandement unitaire de lutte, en 1977 lors de la grève nationale contre la dictature d'alors. Ce fut ensuite une fédération qui a été à l'initiative de la constitution d'une série de fronts de type sectoriel, fronts d'organisations syndicales, fronts des secteurs de l'énergie et des mines, avec la fédération pétrolière et avec la fédération des mineurs, et ce fut aussi la fédération qui, pour la première fois au Pérou, a développé une initiative internationale auprès de l'OIT contre la loi réglementant le droit de grève. Cette loi était absolument contradictoire avec les intérêts des travailleurs. L'OIT s'est prononcée en faveur de la fédération et la loi a été stoppée, elle doit être votée depuis

deux ans et elle n'est toujours pas soumise au vote.

En outre, cette fédération, grâce à sa très grande combativité, a conquis en 1978 l'échelle mobile, l'ajustement automatique des salaires à l'inflation. C'est un acquis de cette seule fédération et c'est en matière de salaires le but auquel tendent tous les syndicats du pays.

**Q : Mais il est remis en cause.**

R : Début janvier, il y a eu une loi. Cette mesure du gouvernement n'est pas destinée uniquement à la fédération de Luz y Fuerza, il l'a appliquée à d'autres secteurs et il y a en général une politique de modification de toutes les conventions collectives par des lois, des lois d'exception, ou bien des lois approuvées par la majorité officielle au Congrès. Et il y a aussi eu un cas typique en ce qui concerne le textile : là, l'année dernière, l'ajustement automatique qui avait été obtenu en 1948 a été modifié. Un plafond de 70 % a été imposé l'année dernière. Dans notre cas, il n'y a pu aller si loin, ce serait trop cynique encore, mais il a déjà révisé en baisse notre convention collective, qui n'est pas une loi mais une convention collective que nous avons conquise en 1978.

**Q : En ce qui concerne la situation des libertés syndicales au Pérou, comment voyez-vous cette question ?**

R : Les quatre domaines des libertés syndicales qui sont le droit de libre affiliation, le droit de grève, le droit aux conventions collectives et la garantie de l'emploi, surtout dans un contexte de crise économique, sont sérieusement touchés par la politique du gouvernement.

En matière de libre syndicalisation, on enfreint par des lois de réglementation les droits des travailleurs du secteur public, ce qui est grave parce que la moitié au moins de la force de travail employée est au service de l'Etat. Cette loi de syndicalisation du secteur public a déjà été condamnée aussi par l'OIT, elle a cependant été appliquée avec quelques modifications.

D'importants organismes syndicaux sont maintenus dans l'illégalité, dont le syndicat des instituteurs et la fédération des mineurs.

En matière de droit de grève, à partir du moment où la loi sur les grèves est restée disons... « non approuvée » au Parlement, il n'y a de fait pas de grève légale dans le pays. Toutes, absolument toutes les grèves sont déclarées illégales.

En ce qui concerne les conventions collectives, ce que nous venons de dire sur le fait que le gouvernement méconnaît toutes les conventions collectives et les conquêtes obtenues dans les conventions collectives, en les modifiant par des lois et en imposant des plafonds à la hausse des salaires suivant ce qui figure dans les accords avec le FMI, montre qu'il y a de fait une politique de baisse des salaires qui oblige les syndicats à

avoir un plafond de hausse des salaires jusqu'à un maximum de 70 %, ce qui entraîne une perte de 30 % par an par rapport à l'inflation, et ce n'est pas une inflation de type européen, mais une inflation de type sud-américain, de 125 %, ce qui est déjà assez grave.

En matière de stabilité de l'emploi, nous avons donc d'une part cette situation de faillite d'industries et de faillite générale de l'activité économique du pays. Il y a eu l'année dernière plus de 140 000 licenciements. Outre la fermeture de sources de travail de toutes sortes, il y a un projet législatif visant à modifier le statut actuel de la stabilité du travail qui va créer un plus grand assouplissement du marché du travail.

Tous ces points sont liés les uns aux autres pour l'application de ce qui a été ordonné par le Fonds monétaire international — une Charte d'intentions a même été publiée le mois dernier qui modifie aussi pratiquement la réforme agraire qui avait été appliquée par Velasco —, les lois du travail vont être elles aussi transformées pour les adapter à la nouvelle orientation économique impulsée par le gouvernement.

En ce qui concerne les droits de l'homme, les choses sont assez difficiles : il y a trois mille disparus et de nombreux morts. Les instituteurs ne veulent pas aller enseigner dans le centre du pays, cette région est transformée en désert parce qu'elle a été ravagée par l'armée qui y attaque toute personne « suspecte ».

**Q : Combien de dirigeants syndicaux sont aujourd'hui en prison ou portés disparus ?**

R : Par périodes, le gouvernement emprisonne les dirigeants syndicaux pour quelques jours. Une grande quantité — je n'ai pas les chiffres sur moi — de dirigeants de base, des syndicats locaux de la région de la Sierra Centrale ou bien des partis politiques sont actuellement en prison, accusés de terrorisme. Cette accusation est l'arme utilisée contre l'opposition.

**Q : Comment le mouvement ouvrier a-t-il réagi ?**

R : Sur le plan syndical, nous avons formé un commandement de lutte qui comprend en particulier les organisations de classe, la CGTP et les fédérations indépendantes, la CCP, les travailleurs des campagnes qui ont leur organisation.

Un plan de journées de lutte au niveau national a été élaboré, plan dont la grève nationale — comme celle du 22 mars — constitue un des principaux facteurs ; il va y avoir constamment des mobilisations, des meetings, etc., pour que le gouvernement modifie sa politique économique. Nous savons que cela demandera une longue période de lutte intense, de grèves sectorielles, ainsi que des grèves ou des journées de lutte au niveau national.

Au niveau des provinces, il y a des fronts départementaux qui forment un réseau permettant d'impulser ces journées.

**Q : Comment s'est passée la journée du 22 mars ?**

R : Le bilan officiel du gouvernement tend à dire que le pays a été paralysé à 50 %. Si le gouvernement dit 50 %, ce devait être 90 ou 100 %. La grève a été un immense succès.

Il y a en outre un fait très particulier qui est la déclaration de l'état d'urgence au niveau national. Cela ne s'était pas produit depuis de très nombreuses grèves nationales et indique combien le gouvernement a été sensible à cette grève.

**Q : Comment a-t-il été possible de construire le commandement unitaire et comment la fédération se pose-t-elle la question d'une centrale unique au Pérou ?**

R : Le commandement de lutte est né en 1977 et est parvenu à entraîner les forces de classe dans le combat contre Morales Bermudez, et il s'est développé peu à peu. A l'arrivée de Belaunde au pouvoir, les forces de classe ont commencé à mettre en place une coordination plus large. Nous considérons maintenant que la centrale unique est une des grandes aspirations des syndicats, mais, dans la pratique, les intérêts de chacun des groupes politiques qui composent les syndicats ou qui les mettent en place entraînent que chacun ait son propre avis, sa propre interprétation de la centrale unique.

Personne ne s'est encore mis d'accord sur le fait de savoir si ce sera la grande CGTP ou la CGTP sous un autre nom. Tout le monde dit centrale unique. Mais jusqu'à présent, personne n'a proposé de congrès organisationnel ou de discussion sur ce que peut faire cette centrale ou bien un congrès déjà unitaire de toutes les forces qui sont dans la CGTP et qui sont en dehors, comme nous, les fédérations indépendantes qui représentons un fort contingent, peut-être 25 ou 30 % de toutes les forces syndicales.

Le principe de démocratie syndicale, de représentations proportionnelles et démocratiques des différents courants syndicaux, cela suppose donc une modification de ce qui existe, car nous avons eu une centrale homogénéisée par une organisation politique, ce qui n'a pas permis une représentation démocratique des autres forces qui interviennent dans le mouvement syndical ; il me semble que c'est là un élément capital dans la proposition d'une centrale unique.

**Q : Au Brésil, par exemple, le Parti des travailleurs est né et la nécessité s'est posée au niveau du mouvement syndical d'une activité politique qui n'est pas nécessairement contradictoire avec les activités syndicales. Comment voyez-vous l'organisation politique même des travailleurs ?**

R : Pour la constitution d'un parti, disons d'une représentation politique directe des travailleurs, je pense qu'en raison des réalités historiques mêmes du mouvement syndical péruvien, de même qu'à mon avis dans d'autres pays comme le Chili et l'Uruguay, il n'y a pas la possibilité d'une sorte de parti sous le nom de Parti des travailleurs, non plus que de la constitution d'un courant majoritaire, d'un consensus qui aille vers la constitution d'un parti ayant ces caractéristiques.

Le mouvement syndical au Pérou, en premier lieu vis-à-vis du régime, connaît un affrontement qui présente des spécificités politiques notables. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement le problème des revendications économiques immédiates, au niveau de l'entreprise, de la branche, etc., mais il y a aussi au sein de cela une confrontation entre les classes autour de la modification d'un régime économique déterminé ainsi que d'un

régime politique, parce qu'il est très clair que le régime politique actuel au Pérou comprime, conditionne, asphyxie le développement des libertés démocratiques et le développement même de ce qui serait un projet d'affirmation nationale.

Je crois que majoritairement, les travailleurs au Pérou et les divers courants dans le mouvement syndical voient dans un processus comme celui d'Izquierda Unida une représentation de ce type. Si Izquierda Unida ne reflétait pas ce consensus, elle n'aurait pas obtenu le statut de principale force d'opposition.

De fait, ce qu'il faut maintenant affiner, c'est l'affirmation d'intérêts propres de la classe ouvrière dans Izquierda Unida. Il y a un projet qui la perçoit comme cette représentation politique que veulent les travailleurs.

**Q : Comment considérez-vous la situation en ce qui concerne l'agression de l'impérialisme nord-américain en Amérique latine et centrale ?**

R : L'impérialisme américain assujettit nos pays depuis de nombreux siècles ; en Amérique centrale, cela a été pire encore parce que là il n'y a pas eu de Républiques, mais des domaines de certaines familles, de certaines personnes, comme au Nicaragua par exemple.

Avec l'arrivée de Reagan au pouvoir, cette politique est devenue encore plus agressive dans tous les domaines : économique, idéologique, politique et militaire, contre nos peuples. Ceux-ci se rendent compte qu'aujourd'hui, ce n'est plus la même chose qu'il y a dix ou quinze ans, ils se sentent plus importants, assez pour dire : « Bien, nous allons prendre les armes et nous défendre, et faire ce que nous pensons devoir faire. »

**Q : Cette situation est-elle ressentie au Pérou ? En particulier, comment se reflète ce qui se passe en Amérique centrale ?**

R : Il y a déjà eu des marches de solidarité avec le Salvador et le Nicaragua. Il y a eu au Pérou un Comité actif de solidarité avec le Nicaragua, auquel les syndicats contribuent pour tout le nécessaire en matière de propagande et de solidarité pour faire savoir ce qui se passe au Salvador et au Nicaragua va arriver aussi à nos peuples et que nous allons être dans les mêmes conditions.

**Q : Voulez-vous nous dire encore quelque chose ?**

R : Nous voudrions aborder la portée des demandes de solidarité que nous essayons d'obtenir en Europe par un travail qui est presque un travail de fourmi. La situation au Pérou n'est pas assez connue en Europe, où le Pérou constitue une sorte de pays de troisième ordre en matière de préoccupations sur la situation des travailleurs et des droits de l'homme en général. Nous faisons une demande de solidarité effective des mouvements ouvriers européens et au niveau international envers la lutte des travailleurs péruviens.

Nous voudrions aussi dire que c'est au même problème que sont confrontés les travailleurs péruviens, que cela est étroitement lié à la lutte que les travailleurs européens mènent contre une situation qui est elle aussi critique en Europe. Nous savons qu'il y a douze millions de chômeurs, des processus de reconversion industrielle et d'autres problèmes en Europe qui éveillent l'intérêt des travailleurs du Pérou et qui méritent en outre la solidarité la plus large.

## MAROC : APRES LA PROTESTATION DE TOUT UN PEUPLE

### La monarchie ébranlée

**J**UIN 1983 : la monarchie et ses candidats ont subi une défaite cinglante aux élections municipales et communales.

Fin octobre 1983 : la monarchie obtient le rééchelonnement de la dette extérieure (11 milliards de dollars) moyennant un emprunt du FMI de 535 millions de dollars et un deuxième emprunt du même organisme de 315 millions de dollars pour « l'application du plan draconien d'austérité ».

30 novembre 1983 : Hassan II constitue un gouvernement dit « de transition », auquel participe l'USFP, et qui a pour tâche de préparer les élections législatives, élaborer le budget 1984, consolider le front intérieur pour la défense du Sahara, préparer les conditions de l'union nationale.

Janvier 1984 : les affrontements de Marrakech, Nador, Al Hoceima, Tétouan... font plusieurs dizaines de morts par balles, des centaines de blessés, des centaines d'arrestations et condamnations de travailleurs, jeunes et militants.

Allons-nous vers l'union nationale ? S'agit-il d'une conjoncture difficile ? Ou à l'inverse, crise de décomposition de la monarchie et marche à l'ouverture de la crise révolutionnaire ?

#### De la marche verte...

En organisant la marche verte et en initiant le processus démocratique, Hassan II escomptait, en 1975, disposer d'un délai suffisant pour rompre son isolement, replâtrer son appareil militaire (décapité en 1971-1972) et faire supporter aux masses laborieuses le prix de la crise économique.

La crise économique mondiale a fortement secoué l'économie marocaine en crise, crise aggravée par la guerre du Sahara et par quatre années de sécheresse. Incapable de soutenir la guerre du Sahara, Hassan II, sur injonction de l'impérialisme français, dut céder sur l'inconditionnelle marocainité du Sahara et s'engager sur la voie du référendum. La question du Sahara qui devait à l'origine servir de support à la mise en application des mesures « d'assainissement économique » est devenue elle-même une question épineuse qui remet en cause tout l'édifice mis en place.

La domination de l'impérialisme français au Maroc n'a pas pu résister à ses propres contradictions. Pris entre la nécessité de stabilité de la Mauritanie, immédiatement menacée par les attaques du Polisario, la priorité accordée à l'économie et au marché algériens et les besoins croissants de l'économie marocaine, l'impérialisme français s'est révélé incapable de trouver un cadre de règlement de la question du Sahara sans risquer de provoquer l'effondrement de l'un ou l'autre des régimes en question, et partant de toute l'Afrique du Nord.

Le prolongement de la guerre du Sahara menace d'effondrement la monarchie engagée dans l'impasse du référendum. Situation intolérable aussi bien pour la monarchie que pour l'impérialisme.

L'hésitation et l'indécision de l'impérialisme français, les pressants besoins de crédits et d'armement de la monarchie permettront une rapide incursion de l'impérialisme américain dans la région.



L'octroi de crédits par l'intermédiaire du FMI et la fourniture d'armes par l'impérialisme américain doivent lui permettre de se substituer à l'impérialisme français, à courte échéance, au Maroc.

Cependant, crédits et armements sont conditionnés par la mise en œuvre d'une politique d'austérité basée sur la pratique des « prix vrais », la réduction des dépenses budgétaires de fonctionnement, la stricte limitation des investissements à l'équipement et l'exigence de négociation avec le Polisario.

La politique d'austérité dictée par le FMI devant permettre de faire supporter aux masses le fardeau de la crise économique pendant que les « négociations » ouvrent grandes les portes de l'Afrique du Nord à l'impérialisme américain, du moins l'espère-t-il.

#### ...à la marche à l'ouverture de la crise révolutionnaire

C'est la mise en application des directives de l'impérialisme, en particulier la tentative de suppression de la caisse de compensation par la hausse des prix des denrées alimentaires de base, qui a provoqué les événements de janvier 1984.

La puissante mobilisation contrôlée que fut la marche verte a pu, pour un temps limité, duper et détourner l'attention de certaines couches de la petite bourgeoisie des véritables buts du processus démocratique. C'est dans les secteurs où la classe ouvrière a une longue tradition de lutte, en particulier les chemins de fer, les mines de phosphate, de charbon, et chez les dockers qu'ont éclaté les premiers mouvements de résistance aux attaques de la monarchie.

De la grève générale des cheminots (décembre 1978), la grève générale des travailleurs de l'enseignement et de la santé (avril 1979), la

grève de trois mois des mineurs de Khouribga (mai-août 1979)... se dégageait une volonté et une aspiration unanimes des travailleurs et de la jeunesse à réaliser l'unité contre la monarchie et l'union nationale. C'est cette volonté qui se manifestera dans la mobilisation de juin 1981 contre les hausses et qui culminera dans la grève générale du 18 juin et les émeutes du 20 à Casablanca. Les événements de juin 1981 ont rompu le cordon ombilical de l'union sacrée autour de la question du Sahara, clos la période de « trêve » et mis à l'ordre du jour la nécessité de la mobilisation indépendante pour chasser la monarchie et l'impérialisme. Malgré le coup, dur mais limité, porté par la monarchie aux masses et à leurs organisations (interdiction de la CDT et arrestation de ses dirigeants, emprisonnement de la direction de l'USFP et interdiction de ses journaux...), celles-ci ont rapidement recomposé leur mouvement, de la grève des travailleurs des banques, la grève des cheminots, au large rassemblement des masses autour des candidats de l'USFP aux élections municipales et communales infligeant une cinglante défaite à la monarchie et ses candidats dont le seul recours fut le trucage des résultats.

#### Un gouvernement soumis à l'impérialisme

Le gouvernement « de transition » du 30 novembre 1983 a été constitué en vue de faire face à la radicalisation du mouvement des masses et de mettre en application les directives de l'impérialisme américain ; c'est en ce sens qu'y a été associé l'USFP.

Dès l'annonce des premières mesures, hausse du carburant et du gaz domestique, dans tout le pays s'est fait sentir une forte émotion et indignation de la population tout

entière. Au sein des organisations comme dans « la rue », la question des hausses et des moyens d'y faire face retient toute l'attention des masses.

C'est la grève quasi générale des lycéens qui déclencha le mouvement de protestation, au départ à Marrakech, et par la suite dans la plupart des villes à des degrés différents ; c'est à Nador, Al Hoceima et Tétouan que le mouvement s'est développé rapidement et a pris un caractère d'insurrection populaire ; les masses se sont attaquées à tout ce qui représente ou symbolise l'oppression et l'exploitation capitalistes. Les commissariats de police, les agences bancaires, les édifices publics, les dépôts de nourriture... furent investis, ravagés et incendiés par la population ; dans tous les quartiers se sont multipliées les manifestations de masse aux cris de « A bas Hassan II ! », « Non aux hausses ! », etc. Les manifestations contre les hausses ont rapidement pris un contenu politique antimonarchiste ; les forces de police et les compagnies marocaines d'intervention dépassées par les événements durent céder la place à l'armée qui a investi les villes de Nador et Tétouan avec ses blindés, en tirant dans la foule, assassinant des dizaines de travailleurs et de jeunes.

Malgré la répression sauvage, la mobilisation de la jeunesse et des masses déshéritées, bien que totalement spontanée, n'a pu être disloquée. Tout au contraire, elle s'est propagée dans tout le pays et posait la nécessité de sa centralisation et de sa généralisation pour défaire la monarchie. La menace d'explosion de Casablanca hantait le régime et les forces politiques qui lui sont subordonnées.

Face au développement du mouvement, à son caractère et au degré de radicalisation des masses, Hassan II, incapable de contenir ce mouvement et d'infliger aux masses

une défaite par les armes sans provoquer des affrontements généralisés et l'éclatement de la crise révolutionnaire, s'est empressé d'annoncer le retrait des hausses prévues.

Le recul de Hassan II constitue, avant tout, une défaite politique de la monarchie et une éclatante victoire des masses.

Un coup dur a été porté aux masses à Nador et Tétouan ; cependant, en relation avec la situation politique et les développements antérieurs, ce coup n'a pas été senti ni à Nador ni à Tétouan, ni à l'échelle nationale comme une défaite ; bien au contraire, c'est le sentiment de victoire qui anime la volonté des masses. Les gros bataillons de la classe ouvrière à Casablanca et leurs organisations syndicales n'ont pas été touchés (contrairement aux événements de juin 1981) et constitueront une force décisive dans les formidables mouvements qui s'annoncent.

Les événements de janvier 1984 par leur ampleur, leur détermination et leur caractère témoignent du degré de radicalisation et de la volonté des masses de chasser la monarchie.

La victoire remportée par les masses renforce extraordinairement leur volonté, leur détermination et leur confiance et ouvre la voie à des affrontements à une plus grande échelle.

La victoire des masses a paniqué les couches dirigeantes du pays et fortement secoué les institutions du régime de la monarchie ; Hassan II était sur le point d'annoncer l'état d'exception ! La tentative de préparation de l'union nationale a avorté, les élections législatives promises en mars 1984 sont reportées sine die, le régime de la monarchie se décompose sous les coups du mouvement des masses. Quels qu'en soient les rythmes et les délais, le processus de marche à la crise révolutionnaire est engagé.

A. Ghafir,  
le 15 mars 1984.

## La seconde République espagnole

**L'instauration de la II<sup>e</sup> République ne fut pas le produit direct de l'action révolutionnaire des travailleurs et des peuples d'Espagne. C'est l'écrasante victoire remportée par les partis républicains lors d'élections municipales qui a montré au roi Alphonse XIII que la monarchie ne pouvait pas être sauvée de la grave crise de décomposition qui affectait l'ensemble de l'Etat. La monarchie, pour se sauver, avait eu recours en 1923 au coup d'Etat militaire de Primo de Rivera.**

**Mais la dictature n'a pu que différer la putréfaction des institutions politiques du régime. La proclamation de la II<sup>e</sup> République fut le produit de cette décomposition, mais elle a ouvert la voie à ce que voulait précisément éviter le changement de régime : l'entrée en lice du mouvement ouvrier, de la grande masse des paysans pauvres, des aspirations nationales de la Catalogne et de l'Euzkadi.**

La chute de la monarchie a en fait constitué l'ouverture de la révolution prolétarienne ; l'accélération de la lutte des classes qui s'ensuivit s'est exprimée dans l'insurrection ouvrière des Asturies d'octobre 1934 (avec la formation des Alliances ouvrières), et dans la révolution ouvrière contre le coup d'Etat fasciste du 18 juillet 1936.

### La crise de la dictature entraîne avec elle la monarchie

Le régime dictatorial de Primo de Rivera s'appuya sur une certaine reprise économique consécutive à l'extension de la place de l'impérialisme espagnol par la conquête de marchés durant la Première Guerre mondiale.

Cependant, la grande dépression de 1929 se répercuta fortement en Espagne, qui perdit la place qu'elle avait artificiellement conquise sur le marché mondial.

L'armature de la monarchie parvenait à freiner les conflits sociaux mais au prix de l'accélération de la décomposition politique de l'ensemble des institutions.

Alors que l'armée était plongée perpétuellement dans des conflits internes aiguës par les précédents désastres de la guerre coloniale au Maroc ; que l'Eglise, forte de 300 ordres et de 10 000 couvents, étranguait culturellement le pays tout en maintenant des liens privilégiés avec l'oligarchie financière et terrienne, alors que les forces politiques étaient légalement proscrites, la monarchie se débattait dans la fange, présidant et s'élevant difficilement au-dessus des classes dominantes. Le roi, qui entretenait des liens privilégiés avec des capitalistes britanniques, s'est trouvé compromis dans des scandales financiers qui n'ont pu être étouffés que grâce à d'autres plus graves encore, commis par des membres importants de la hiérarchie du régime.

C'est dans ce cadre qu'est réalisé en 1930 le pacte de San Sebastian (entre bourgeois, républicains et PSOE). Ce pacte consacre le rejet des élections aux Cortès convoquées par le général Berenguer qui remplace Primo de Rivera par une « révolution de palais ». Ce pacte n'envisage d'abord pas la chute de la monarchie, mais l'élection de Cortès présidées par le roi dont les pouvoirs seraient dans une certaine mesure limités.

En résumé, ce pacte visait à empêcher que la chute imminente de la dictature n'entraîne la fin de la monarchie, et l'entrée en action des masses ouvrières des villes et des campagnes.

L'oligarchie financière et terrienne, déterminée à conjurer ce dan-

ger, pensait donc que la République était le prix à payer pour le maintien de l'ordre social.

En ce qui concerne les organisations de la classe ouvrière, les dirigeants sociaux-démocrates, qui avaient collaboré avec la dictature, ont signé le pacte pour, sous l'aile de la bourgeoisie, affronter les événements à venir. Dans l'incapacité d'avoir une politique qui leur soit propre, ils choisirent celle des républicains bourgeois.

C'est ce qu'explique Léon Trotsky dans une lettre à Andrés Nin (dirigeant de l'Opposition de gauche espagnole) du 24 janvier 1931 : « *Le fait que les chefs socialistes se traînent derrière les républicains est tout à fait dans l'ordre des choses. Hier, la social-démocratie collait de son épaulement à la dictature de Primo de Rivera. Aujourd'hui, elle colle de son épaulement gauche aux républicains. La tâche la plus élevée des socialistes, qui n'ont et ne peuvent avoir de politique propre, c'est de participer à un gouvernement bourgeois solide. A ce prix, ils ne refuseraient pas, faute de mieux, de collaborer même avec la monarchie.* »

D'autre part, les dirigeants anarcho-syndicalistes, disséminés par la répression, divisés en de multiples fractions dans la CNT, ont ignoré le pacte de San Sebastian. Leur apolitisme les empêchait de voir l'importance majeure de l'utilisation des revendications démocratiques comme élément d'unification de la classe ouvrière.

Le PCE se retrouvait totalement affaibli pour affronter la situation ; la fédération Catalogne-Baléares avait scissionné avec un caractère antistalinien marqué, et en pleine « 3<sup>e</sup> période ultra-gauche » de l'Internationale communiste, ses effectifs s'étaient trouvés réduits à moins de 1 000 militants.

Dans la discussion avec Léon Trotsky sur le rôle et la place des mots d'ordre démocratiques, celui-ci affirmait : « *Le mot d'ordre de République est aussi, bien entendu, un mot d'ordre du prolétariat. Toutefois, pour lui, il ne s'agit pas simplement de changer le roi et de le remplacer par un président, mais de débarrasser radicalement toute la société des immondices du féodalisme.* » (janvier 1931).

### 14 avril : la volonté populaire a été accomplie

Des élections municipales avaient été convoquées pour le 12 avril 1931. Une agitation politique intense marqua la tenue de ce scrutin. La coalition des républicains et socialistes obtint la majorité absolue. Dans les grandes villes, cette majorité était écrasante. A Madrid, dès le 13 au

soir, l'emblème tricolore de la République flottait aux balcons de l'immeuble de la Gobernacion (aujourd'hui direction générale de la police), sous la fameuse pendule de la Puerta del Sol qui carillonnait pour marquer l'histoire à mesure qu'étaient annoncés les résultats électoraux, tandis qu'une foule immense se rassemblait.

A Barcelone, sur la place Sant Jordi, siège de l'Hôtel de Ville et du Palais de la Generalitat (gouvernement catalan), Macia, dirigeant de l'ERC (Gauche républicaine de Catalogne), proclamait la République catalane.

A Valence, à Bilbao, à Séville, des manifestations d'enthousiasme envahissaient les rues et les places.

Le roi Alphonse XIII dut reconnaître que « *les élections révélaient clairement qu'il n'avait pas l'amour du peuple* ». Bien que le directeur général de la garde civile se fût offert pour défendre la monarchie, le roi préféra l'exil. Son conseiller, le comte Romañones, pensait qu'il serait possible de rétablir rapidement la situation. C'est ainsi qu'il quitta la famille royale à la gare de l'Escorial sur un « *A très bientôt* » convaincu.

Mais les élections du 12 avril et les événements des 13 et 14 avril n'étaient pas des faits épisodiques mais une claire expression de la volonté populaire contre la dictature de Primo de Rivera, contre la monarchie des Bourbons.

La République concentrait les aspirations de toutes les classes sociales. A partir du 14 avril, chaque classe, chaque secteur a combattu pour lui donner un contenu conforme à ses intérêts.

Le gouvernement provisoire d'Alcala Zamora — ancien secrétaire du comte de Romañones — représentait la volonté du grand capital de conserver sa ferme domination politique. Les élections aux Cortès fixées pour le 28 juin se déroulaient dans des conditions de démocratie clairement limitée (les jeunes de moins de 23 ans ne pouvaient pas voter, non plus que les femmes). La majorité est allée aux partis bourgeois républicains. La direction du PSOE, n'obtenant que 117 sièges, s'est trouvée soulagée de ne pas obtenir la majorité, car elle pouvait ainsi jouer son rôle de subordination envers les républicains bourgeois d'Azaña.

Le gouvernement d'Azaña — gouvernement de coalition avec les socialistes — se lança dans la tâche difficile du maintien de l'Etat bourgeois gravement disloqué après la chute de la monarchie. Toutes ses mesures visant à empêcher l'explosion sociale n'ont pu qu'exacerber les conflits de classes sans que soit résolu aucun des problèmes historiques de la société espagnole.

### Tâches démocratiques et révolution prolétarienne

Face à la mobilisation ouvrière croissante, le gouvernement établit l'arbitrage obligatoire dans les négociations collectives, limita le droit de grève, interdit les grèves politiques et instaura la censure dans la presse. L'article 42 de la Constitution permettait de suspendre les garanties constitutionnelles et un tribunal constitutionnel fut établi pour superviser les lois approuvées par les Cortès, tandis que le président de la

République recevait des pouvoirs étendus au détriment des Cortès.

En 1933, on estimait à 9 000 le nombre de militants ouvriers en prison, et cette même année, la CNT fut suspendue, de nombreux locaux ouvriers et « athénées populaires » (locaux associatifs) furent fermés, et la garde civile noya dans le sang le peuple andalou de Casas Viejas où les travailleurs agricoles avaient occupé « la terre du duc ».

En revanche, le gouvernement Azaña prit des gants avec la réaction. Il laissa l'armée intacte, maintint les subventions à l'Eglise par le biais de la subordination de l'enseignement confessionnel et seule fut dissoute la Compagnie de Jésus, ce qui provoqua le soulèvement de Sanjurjo. Ce général putschiste fut condamné à une peine légère et amnistié à la chute du gouvernement Azaña.

Cependant, ce fut avant tout l'incapacité à réaliser la réforme agraire qui scella l'impuissance de la bourgeoisie espagnole à réaliser les tâches démocratiques. La prétendue réforme agraire supposait l'installation de 5 000 paysans par an sur leurs terres, alors qu'il y avait 5 millions de paysans exigeant une terre. C'était une réforme prévue pour durer mille ans. Le rythme lent et tortueux de ses débuts ne fut même pas continué. Toute la veulerie et la peur de la bourgeoisie devant la révolution prolétarienne se concentraient dans la politique du gouvernement Azaña.

La bourgeoisie espagnole n'a pas accompli la révolution bourgeoise et elle ne voulait et ne pouvait déjà plus la faire. Incapable de rivaliser avec les puissances impérialistes sur le marché mondial, incapable de créer un marché intérieur devant la misère des masses paysannes, la bourgeoisie se voyait étranglée par ses liens indéfectibles avec l'oligarchie terrienne. Seule la révolution prolétarienne pouvait résoudre les problèmes démocratiques et nationaux.

C'était à la classe ouvrière qu'il revenait de prendre en charge la solution des problèmes de la société espagnole.

Son programme de combat devait donc partir des tâches démocratiques, en premier lieu de Cortès souveraines élues au suffrage universel, avec droit de vote pour les jeunes et les femmes. Des Cortès qui décrètent la réforme agraire à partir de l'expropriation des grandes propriétés foncières, qui décrètent la nationalisation de la banque, le droit à l'auto-détermination de la Catalogne, de l'Euzkadi et de la Galice, l'indépendance du Maroc, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la dissolution de la garde civile, l'épuration de l'armée, en accordant les droits démocratiques à la troupe.

Un programme qui s'appuie sur l'unité d'action de la CNT et de l'UGT, sur la rupture des socialistes avec le gouvernement Azaña, la mise en place d'organismes ouvriers unitaires, les juntas ouvrières.

Le gouvernement de coalition républicain-socialiste a fait exactement l'inverse et a entraîné un sentiment d'animosité envers la République chez 70 % de la population rurale. C'est ainsi qu'en 1933, il a succombé devant la coalition des cléricaux, des monarchistes et du Parti radical de Lerroux (parti de la grande bourgeoisie).

Comme l'a dit Indalecio Prieto, le leader de l'aide droite du PSOE, « *ce gouvernement né avec la République et créé par la République, c'est le porte-drapeau des forces opposées à la République. Il est vrai que le gouvernement espagnol de gauche a fait une politique de droite (...). Dans cette période de déclin du capitalisme, la bourgeoisie ne pouvait pas même mener à bien la révolution démocratique bourgeoise.* »

### Aujourd'hui, plus de cinquante ans plus tard, République !

Le début de la révolution espagnole en 1931, son développement en 1934, sa puissante levée en masse de 1936 ont représenté pour la classe ouvrière européenne l'espoir d'un coup d'arrêt à la vague de défaites que le stalinisme et la social-démocratie provoquaient pour la classe ouvrière mondiale : Portugal, Italie, Chine et Allemagne plus tard. L'Espagne pouvait changer le cours accéléré vers la Deuxième Guerre mondiale.

Aujourd'hui, plus de cinquante ans après, la classe ouvrière espagnole doit tirer le bilan de cette période cruciale de son histoire.

A la mort de Franco, la restauration du Bourbon a concentré toute la réaction derrière elle. C'est grâce à cela que cette entreprise se maintient, parce que les dirigeants des principaux partis ouvriers, du PSOE et du PCE, ont collaboré en première ligne à la restauration monarchique.

Aujourd'hui, les dirigeants du PSOE au gouvernement ont le cynisme de déclarer que « *les socialistes renforcent la monarchie comme aucun autre parti politique n'aurait pu le faire... Les socialistes ont entrepris la consolidation du régime existant issu de la transformation interne du franquisme, sans flirter le moins du monde avec la possibilité suicidaire de tenter, depuis le gouvernement, une rupture qui n'a pas été obtenue depuis l'opposition en 1976.* » (Ignacio Sotelo, dirigeant du PSOE).

Aujourd'hui comme hier, lutter pour la République, c'est « *débarrasser radicalement la société* », non plus bien sûr des « *immondices du féodalisme* », mais pour balayer quarante ans de franquisme, les officiers de l'armée du 18 juillet, les corps répressifs, le pouvoir de l'Eglise étroitement mêlée à la haute finance et aux grands propriétaires terriens.

Quarante années de franquisme ont maintenu dans les campagnes la misère et la soif de terres, ont multiplié l'oppression nationale, comme le démontre en particulier la situation en Euzkadi. La classe ouvrière a reconquis ses partis et syndicats, elle a même obtenu électoralement la majorité au travers du PSOE.

Aujourd'hui, la monarchie héritière du franquisme est incompatible avec la classe ouvrière organisée, avec le droit des nationalités.

L'expérience des combats révolutionnaires d'hier, en particulier des Alliances ouvrières, qui intégraient en Catalogne les syndicats paysans, s'appelle aujourd'hui Alliance des travailleurs et des peuples contre la monarchie, pour la République.

Le 27 mars 1984, Andreu Camps



# Les dossiers de Tribune



## La Chine en 1984

« La Chine ébranle le monde... » C'est sous ce titre qu'un journaliste américain, envoyé spécial dans les régions contrôlées par le Parti communiste chinois, publiait au début des années 50 un livre retraçant la fin du régime de Tchong-Kai-Tchek sous les coups de boutoir de la mobilisation révolutionnaire des masses paysannes.

**L**A Chine ébranle le monde... La proclamation par Mao-Tsé-Toung, le 1<sup>er</sup> octobre 1949, sonnait le glas de la domination de l'impérialisme sur un pays immense qui comptait alors environ 600 millions d'habitants. Pour en arriver là, pour commencer à liquider un héritage d'oppression, d'arriération, de misère séculaires, il avait fallu expulser l'impérialisme et en finir avec la domination de classe de la bourgeoisie chinoise elle-même, détruire l'Etat qui gouvernait le Kuomintang soumis à l'impérialisme. Il avait fallu que les masses, pourtant dirigées par le Parti communiste chinois, suivent un cours contradictoire au schéma que la direction du PCC — jusqu'à la veille de la prise du pouvoir — mettait en avant, celui d'une révolution « par étapes » dont la première étape aurait été l'établissement en Chine des conditions d'un développement capitaliste...

La révolution chinoise ébranlait le monde, elle modifiait les rapports de force à l'échelle mondiale, elle constituait une incontestable victoire remportée contre l'impérialisme.

Un tiers de siècle s'est écoulé depuis. L'industrie chinoise a connu un développement certain, la population chinoise s'est aussi considérablement accrue, la Chine devenue puissance indépendante et souveraine a joué un rôle parfois considérable dans les relations mon-

diales (dès 1954, dans le cadre de la politique de « coexistence pacifique », c'est le régime de Mao qui est le principal garant de la division du Vietnam, après la défaite de l'impérialisme français).

De grands événements ont marqué l'histoire de la Chine elle-même depuis l'instauration du nouveau régime (la période des « cent fleurs », le conflit avec la bureaucratie du Kremlin, le « grand bond en avant », la « révolution culturelle », le développement d'une opposition ouvrière et démocratique).

Mais aujourd'hui, il semble que la Chine soit immobile et qu'il apparaisse une contradiction entre son poids, sa présence physique et le rôle secondaire qu'elle joue dans les affaires mondiales.

Que se passe-t-il en réalité depuis que les héritiers de Mao ont proclamé qu'ils engageaient le pays sur la voie de la modernisation, qu'ils ont réglé leurs comptes avec la « bande des quatre » et qu'ils ont réprimé avec brutalité les opposants qui réclamaient le droit de s'exprimer sur l'avenir de leur pays, qui appelaient à l'indépendance des organisations syndicales ?

C'est à certains des aspects de la situation chinoise, en relation avec le bilan de trente-cinq ans de pouvoir du Parti communiste chinois, que ce dossier s'efforce de donner des réponses, certes partielles et limitées.

## DE LA « CAMPAGNE CONTRE LA CRIMINALITE » AUX « ZONES ECONOMIQUES SPECIALES »

**T**OUTE une série de faits pourraient servir de point de départ à un examen de la situation en Chine.

Ainsi, par exemple, l'un des grands problèmes auquel doit faire face le citoyen chinois habitant une grande ville, c'est celui du logement.

Il n'y a, à première vue, rien de surprenant dans ce fait : ce n'est là que l'une des expressions des difficultés de l'économie chinoise qui, de « grand bond en avant » en période de « modernisation », reste incapable de satisfaire les besoins de la masse — sans cesse croissante — de la population chinoise.

Mais ce qui est d'un intérêt social et politique évident, c'est que l'une des « solutions » proposées par les autorités chinoises, c'est « l'accession à la propriété ». C'est-à-dire que l'on recommande aux citoyens chinois d'acheter leur appartement et d'en devenir propriétaires.

Mais qui peut acheter alors que le salaire ouvrier moyen à Pékin est de 60 à 70 yens par mois (le yen équivaut à peu près à un demi-dollar américain). Or, d'après un article du *Monde* en date du 1<sup>er</sup> avril 1984, il en coûte 9 à 10 000 yens pour un appartement de 25 m<sup>2</sup>. Des systèmes de prêts sont prévus, mais il faut justifier d'un dépôt bancaire minimal de 1 000 yens (c'est-à-dire l'équivalent de quinze mois de salaire d'un ouvrier). Ces appartements sont prioritairement réservés aux « intellectuels » et aux familles chinoises d'outre-mer vivant dans la capitale ou les grandes villes.

Ce qui est pompeusement baptisé « ouverture d'un nouveau marché

socialiste du logement » n'est en fait qu'une expression d'un processus qui conduit les privilégiés à l'être de plus en plus...

### La campagne contre la « criminalité »

Mais ce qui a dominé la scène dans les derniers mois de 1983 et au début de 1984, c'est la grande campagne contre la « criminalité » qui s'est traduite par l'exécution massive de « délinquants ». La sauvagerie de la répression est par elle-même la traduction d'un profond malaise social. Comment expliquer autrement que la « criminalité » soit devenue un phénomène de masse ? Mais ce qui rend ce développement encore plus sinistre — et qui marque bien la contradiction entre ce que dit le régime et ce qu'il fait, car la direction du PPC s'est toujours vantée de « réduire » ceux qui étaient emprisonnés — c'est que cette vague de répression sanglante semble d'abord frapper la jeunesse et qu'elle se combine avec une campagne dite « idéologique » contre la « pollution idéologique, morale et culturelle ».

C'est-à-dire que, d'une part, cet amalgame permet de frapper, au nom de la lutte contre les « influences décadentes bourgeoises » toutes les formes d'opposition et en particulier celles qui poursuivent le combat pour les libertés démocratiques mené au grand jour lors du « printemps de Pékin » (1979), interrompu par la répression (voir à ce sujet la quatrième page de ce dossier). D'autre part, le caractère de masse de ce qui est dénoncé sous le terme générique de « criminalité » renvoie à l'existence d'une masse

considérable de personnes dont le statut dans la société chinoise est indéterminé : on signalait (alors que le chômage est une notion officiellement inconnue) en 1981 l'existence de 20 millions de chômeurs ; il existe par dizaines et vraisemblablement par centaines de mille, des travailleurs et des anciens étudiants qui sont revenus illégalement des zones rurales où ils avaient été dépêchés. Situation qui trouve ses racines dans la conclusion de la « révolution culturelle » (voir la note à ce sujet).

### Les conflits au sein de la bureaucratie

A ces éléments s'ajoute une autre dimension : celle d'une campagne de longue durée de « redressement » du parti qui témoigne du fait que la lutte pour assurer l'autorité de la nouvelle direction, entamée de fait depuis la mort de Mao, n'est pas terminée. Lutte qui se combine avec la dénonciation ponctuelle de cas de corruption des hauts dignitaires et de cadres intermédiaires, dont la simple énumération manifeste que la corruption est en quelque sorte institutionnalisée, qu'elle est l'un des modes de fonctionnement de la société chinoise.

Un seul exemple, relié à cette question du logement abordée plus haut, et tiré de l'article du *Monde* cité plus haut :

« La campagne de consolidation du parti lancée en octobre a subitement « incité », révèle l'agence Chine nouvelle, des cadres du parti à restituer des surfaces de logement qu'ils occupaient indûment. Plus de deux mille fonctionnaires du parti

(suite page II)

# De la « campagne contre la criminalité » aux « zones économiques spéciales »

de la province de Shanxi ont ainsi rendu un espace total d'habitation qui a permis de loger trois mille familles de trois personnes... Parmi les cas incriminés (dans une autre province cette fois, celle du Jiangxi) sont citées treize familles de cadres qui occupaient chacune un logement de 290 m<sup>2</sup>. La somme totale détournée par ces cadres pour se faire construire leur logis s'était élevée à 117 000 yens. »

Enfin — et nous reviendrons sur cet aspect — la grande question à l'ordre du jour est d'ouvrir la Chine à des investisseurs étrangers et pour cela le régime crée des « zones économiques spéciales ».

nues dans la révolution chinoise conduit à la nécessité d'une révolution politique renversant ce système bureaucratique, donnant le pouvoir politique aux masses organisées et créant ainsi les conditions d'une défense efficace des conquêtes de la révolution contre l'impérialisme.

### La nécessaire révolution politique

Le conflit entre la bureaucratie au pouvoir et les masses est à la racine des grands bouleversements qu'a connus la Chine. Il a d'abord explosé, en relation avec le processus ouvert de la révolution politique en Hongrie et en Pologne, en 1956

révolution chinoise était un facteur de remise en cause du « statu quo » n'a modifié ni la nature, ni le contenu de la politique de la bureaucratie chinoise. Mais elle a provoqué une grave crise en son sein qui s'est exprimée dans la « révolution culturelle ».

La bureaucratie chinoise ne s'est jamais remise de la déstabilisation qu'elle a connue alors. Les conséquences de cette crise demeurent présentes dans les conflits actuels.

La bureaucratie chinoise cherche, au travers des convulsions de l'après-maoïsme, à retrouver sa stabilité, son homogénéité. Elle le fait sur un axe, celui d'une coopération

Dans ces zones, les terrains proposés et surtout la main-d'œuvre proposée sont très bon marché. Les entreprises qui s'y installent (et dont le capital peut être mixte ou totalement étranger) bénéficient d'une large autonomie de gestion. C'est-à-dire en particulier qu'elles ont le droit de licencier et d'embaucher.

Elles bénéficient de facilités fiscales et de privilèges de douane. Les quatre zones déjà existantes sont, pour trois d'entre elles, situées dans des régions côtières. La quatrième longe la frontière de Hong-Kong (nous publions par ailleurs un document paru dans *Pékin informations* sur les entreprises à capitaux mixtes

assurant qu'il « n'existe pas de conflits d'intérêts fondamentaux au sein du peuple », prennent ainsi toute leur signification.

« Rentabilité », « efficacité », « productivité », les maîtres mots de la modernisation ne masquent pas la réalité.

Au problème crucial du chômage que la dépendance accrue à l'égard du marché mondial va aggraver,

## « UN IMPORTANT SUR LES CAP

**L**E 23 septembre, le Comité des affaires d'Etat a promulgué les « Règlements sur l'application de la loi de la République populaire de Chine concernant les entreprises à capitaux mixtes chinois et étrangers ».

(...) Avec 118 articles répartis en 16 sections, le document aborde plusieurs points importants, compris la forme et le statut légaux des entreprises à capitaux mixtes chinois et étrangers, secteurs de l'industrie dans lesquels de telles entreprises peuvent être mises en place, les procédures de demande de fondation, diverses façons dont l'investissement initial peut être apporté, formation des conseils d'administration et des organes de direction et leurs principes de travail, canaux d'achat et de vente ainsi que le système de fixation des prix, les systèmes financiers comptables, la durée des contrats, les problèmes de dissolution, liquidation et d'arbitrage des litiges. Tous ces problèmes préoccupent les milieux industriels en Chine et à l'étranger, et appellent une solution immédiate.

Ces règlements montrent la détermination de la Chine de tenir à sa politique d'ouverture vers l'étranger. Ainsi, ils comprennent des stipulations voyant un traitement de faveur pour les entreprises à capitaux mixtes chinois et étrangers, accordant un bénéfice aux investisseurs.

Le plus important changement apporté par ces règlements est la véritable ouverture du marché intérieur aux produits des entreprises. Lors de la mise en place d'une telle entreprise, le problème se pose souvent pour deux parties de savoir quelle portion de la production peut être vendue en Chine. Une entreprise à capitaux mixtes peut exporter une certaine quantité de produits afin de gagner des devises qui lui permettront de penser les paiements faits à l'étranger, et afin d'améliorer constamment la qualité des produits et de sa gestion en participant à la compétition sur le marché international.

« Mais le gouvernement chinois, expliquent ces règlements, n'exige pas de façon systématique que l'entreprise exporte la majorité de ses produits, ou qu'elle compense totalement ses déficits à l'étranger. Les profits de ces entreprises dont la Chine a un besoin urgent ou qui importent dans le cadre de l'effort de modernisation peuvent...



Pour mettre de l'ordre dans ces différents facteurs, il est nécessaire de revenir tout d'abord sur le régime social et politique en Chine.

### Un Etat ouvrier bureaucratique

La victoire du Parti communiste chinois en 1949 amorçait une transformation radicale de la Chine.

Au cours de ce bouleversement, dont le moteur fut la mobilisation révolutionnaire des masses, rigidement encadrées par le PCC, l'appareil d'Etat qui se constitua pour défendre les nouveaux rapports de propriété contre l'impérialisme le fut comme un appareil bureaucratique élevé au-dessus des masses, totalement soustrait à leur contrôle et sous la seule direction d'une couche bureaucratique, détenant, au travers du parti, le monopole du pouvoir politique.

Il n'y a pas en Chine, et il n'y a jamais eu un régime de démocratie prolétarienne. Il s'y est constitué un Etat ouvrier bureaucratique. Et la réalisation des aspirations conte-

lors des « Cent fleurs ». Il a trouvé une expression déformée dans la « révolution culturelle ». Il est au cœur de la levée d'une opposition, réclamant la démocratie politique et utilisant les conflits au sein de la bureaucratie elle-même.

Dès qu'elle eut constitué son pouvoir, la bureaucratie chinoise s'engagea, sur le terrain international, dans la pratique à son propre compte de la « coexistence pacifique ». Son rôle, en 1954, dans la conclusion des accords de Genève, partageant le Vietnam contre la volonté et le droit du peuple vietnamien, en témoigne. Et, à l'intérieur, elle s'est lancée dans la tentative de la construction du « socialisme dans une seule Chine », c'est-à-dire à la fois dans une industrialisation forcée payée par les masses chinoises et dans une collectivisation de l'agriculture sans que les bases techniques existantes en assurent la rentabilité.

Le conflit réel avec la bureaucratie du Kremlin pour laquelle la

accrue avec l'impérialisme, du renforcement de ses privilèges et de l'offensive contre les masses et contre toute manifestation d'opposition.

### « Ouverture » à l'égard de l'impérialisme et attaques contre les masses

Répression, campagne de « rectification » au sein du parti, modification des conditions d'investissement pour les capitaux étrangers, encouragement à la formation d'une couche de paysans « aisés », aggravation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière s'ordonnent dans un ensemble qu'éclaire tout particulièrement la question des « zones économiques spéciales ».

De quoi s'agit-il ? De zones économiques dans lesquelles des conditions particulièrement favorables sont faites aux investisseurs étrangers. Il en existe déjà quatre et il est question d'en créer six autres.

qui explicite parfaitement le contenu de l'entreprise en cours).

On comprend que, dans ces conditions, la direction du PCC ait tenu à rappeler les organisations syndicales à l'ordre, c'est-à-dire qu'à l'occasion du X<sup>e</sup> Congrès des syndicats tenu en octobre 1983 à Pékin, elle ait insisté sur leur fonction « d'auxiliaires du parti ».

On sait que le développement de la révolution politique en Pologne avait eu un grand écho en Chine car elle recoupait les aspirations des travailleurs chinois à constituer leurs organisations syndicales indépendantes. En 1979, mais aussi dans les années suivantes, les sources officielles chinoises avaient dû se faire l'écho de grèves et de mouvements de protestation divers parmi les travailleurs.

Les déclarations de M. Li Xinnian, président de la République, à l'ouverture du congrès, affirmant que « les syndicats sont un canal ou un pont grâce auquel le parti maintient ses liens avec les masses » et

## Les masses travailleuses de Chine ébranleront encore le monde

UN milliard d'habitants répartis sur un territoire de près de 10 millions de km<sup>2</sup>, une densité de plus de cent habitants au km<sup>2</sup>. Un sous-sol encore partiellement inexploité et qui place pourtant la Chine au deuxième rang mondial des pays producteurs de charbon, au sixième rang mondial des pays producteurs de pétrole, au quatrième rang des pays producteurs de phosphate. Et pourtant la Chine, en 1980, se plaçait au dix-neuvième rang mondial pour ce qui est de la production industrielle, et les autorités chinoises devaient admettre que dans cet immense pays engagé dans la « construction du socialisme », l'industrie ne tournait qu'aux deux tiers de sa capacité, qu'il y avait au moins 20 millions de chômeurs.

Par ailleurs, l'agriculture elle-même était en crise et il fallait admettre que des régions entières étaient au bord de la famine...

La bureaucratie chinoise est aujourd'hui engagée dans une série

de vastes négociations, sur les plans diplomatique et économique, d'abord avec les Etats-Unis mais aussi avec le Japon et les puissances impérialistes d'Europe.

L'axe de ces négociations, c'est celui du resserrement de la coopération de la bureaucratie chinoise avec l'impérialisme sur une ligne d'acceptation croissante des exigences de celui-ci.

Les éléments fournis par ailleurs sur le code des investissements, sur les entreprises à capitaux mixtes éclairent cet aspect. Mais il faut aussi rappeler que ce mouvement accéléré depuis le début des années 1980 et qui a valu à la Chine, dans ses relations commerciales avec les USA, de bénéficier de la « clause de la nation la plus favorisée », s'est d'abord marqué par une « normalisation » en relation avec les avoirs américains confisqués par la révolution. La bureaucratie chinoise a accepté de

réglé — en 5 ans — une dette de 80,5 millions de dollars aux Etats-Unis.

Ce cours ne peut être suivi qu'en aggravant encore la situation des travailleurs chinois, en détériorant leurs conditions de travail et de vie.

Cette « ouverture », comme les faits le démontrent, loin de s'accompagner d'une quelconque « libéralisation », va de pair avec une intensification de la répression, mais stimule la résistance de la classe ouvrière.

En 1981, un quotidien français avait dit que « l'ombre de la Pologne planait sur la Chine », faisant ainsi référence aux mouvements de grève, aux tentatives d'établir des embryons de syndicats indépendants.

Sauvagement réprimé, ce mouvement se poursuit. La révolution chinoise qui, en expropriant l'impérialisme et en détruisant l'Etat bourgeois, a fini avec l'asservissement

de la Chine, n'est pas terminée.

Il y a une continuité entre les jeunes militants se réclamant du marxisme qui, en 1956, dénonçaient la « socialisme féodal », ceux qui, au travers des convulsions et des contradictions de la « révolution culturelle », mettaient en cause le pouvoir de la bureaucratie elle-même, et les animateurs du mouvement démocratique de 1979...

A chacun de ces moments, c'est la nécessité de la destruction du pouvoir de la bureaucratie qui s'affirme, la nécessité de la révolution politique.

Les travailleurs de Shanghai, de Canton, de Pékin, les héritiers de la révolution de 1925/1927 et de 1949, comme les masses de la campagne n'ont pas dit leur dernier mot. La conclusion de la révolution chinoise n'appartient pas aux bureaucrates qui prétendent parler en leur nom. Les masses travailleuses de Chine ébranleront encore le monde.

s'ajoute la détérioration du salaire ouvrier moyen.

Le système des primes, par exemple, était fréquemment un système permettant l'obtention, par partiement tous les travailleurs, d'un complément de salaire. C'est ce salaire réel qui est aujourd'hui amputé par l'individualisation des primes; leur lien avec une productivité accrue et avec la situation de chaque entreprise.

François Forgeue

### ANT DOCUMENT TAUX MIXTES

être vendus en majorité sur le marché chinois.

(...) La politique d'imposition a également été assouplie. (...) La loi révisée stipule que ces entreprises seront maintenant exemptes d'impôt pendant les deux premières années où elles feront des bénéfices (seule la première année était exemptée auparavant). Elles ne paieront ensuite que la moitié de l'impôt les troisième, quatrième et cinquième années (auparavant, les deuxième et troisième années seulement).

De plus, la loi prévoit qu'une telle entreprise peut demander à être exemptée de l'impôt industriel et commercial pendant un certain temps si elle se trouve en difficulté et ne peut le payer pendant la période de mise en route.

Les règlements prévoient également un traitement de faveur au niveau des droits de douane sur les machines, l'équipement, les pièces détachées et autres matériaux importés pour la mise en route ou l'expansion d'une entreprise à capitaux mixtes.

Enfin, ils prévoient une plus grande autonomie de gestion pour ces entreprises que pour les autres entreprises chinoises.

Le conseil d'administration d'une entreprise à capitaux mixtes peut prendre les décisions sur tous les problèmes importants qui se posent. Le directeur général peut être soit un Chinois, soit un étranger.

D'après les statistiques actuelles, 105 entreprises à capitaux mixtes ont été fondées entre juillet 1979, lorsque la loi sur les entreprises à capitaux mixtes chinoises et étrangers en République populaire fut promulguée, et juin 1983. Elles représentent un investissement total de 526 millions de dollars américains, dont 214 millions apportés par les investisseurs étrangers. Dans le seul premier semestre de cette année, 22 nouvelles entreprises ont été approuvées. Le principal secteur d'investissement est passé à l'industrie légère, textile et du tourisme à l'industrie mécanique de haute technologie et l'industrie électronique.

L'application de ces nouveaux règlements devrait permettre aux entreprises à capitaux mixtes chinoises et étrangers de jouer un rôle de plus en plus grand dans la construction économique de la Chine.

(Beijing Information n° 40, 3 octobre 1983).

### LA SIGNIFICATION DE LA « RÉVOLUTION CULTURELLE »

LA vaste campagne de « rectification » engagée au sein du Parti communiste chinois marque le fait que les crises et conflits qui ont déchiré la bureaucratie chinoise ne sont pas résolus.

La permanence de ces conflits s'était exprimée notamment en 1981 par le procès contre la veuve de Mao, Jan Quing (en réalité, procès contre la « bande des quatre et les complices de Lin Biao », car cette mise en scène judiciaire se présentait sous la forme d'un amalgame entre une équipe directement liée à Mao et un groupe d'officiers supérieurs accusés d'avoir voulu le renverser).

#### Le procès posthume de Mao

En fait, il s'agissait d'un procès posthume intenté à Mao-Tsé-Toung lui-même, procès qui n'a pu aller jusqu'au bout car la « légitimité » dont se réclame la bureaucratie chinoise est liée à la personne de Mao.

De quoi était accusé le « grand timonier » ?

On peut dire qu'on trouve un résumé des charges qui pèsent contre lui dans un discours prononcé par Huan Kechang (secrétaire de la commission de contrôle du PCC) lors d'une conférence de cadres. Mao est stigmatisé pour avoir confondu les « deux sortes de contradictions, au sein du peuple comme celles entre l'ennemi et nous, rendre absolue la lutte des classes et élargir la sphère de l'attaque.

En traitant les contradictions au sein du peuple comme celles entre l'ennemi et nous, il a laissé aux génies malfaisants des occasions propices de provoquer des troubles comme par exemple ceux des dix ans de révolution culturelle.

Ainsi, ce que la bureaucratie chinoise a pompeusement baptisé pendant des années du nom de « grande révolution culturelle prolétarienne » est réduit à une ère de troubles provoquée par Mao.

En fait, ce n'est pas du « peuple » que parle le dignitaire de l'appareil, mais de la bureaucratie elle-même. Ce qu'elle ne pardonne pas à Mao, c'est d'avoir, pour régler les conflits au sein de la bureaucratie, créé une situation dans laquelle les masses ont tendu à

faire irruption au compte de leurs propres intérêts.

Parce que l'héritage de la « révolution culturelle » est encore présent dans les problèmes d'aujourd'hui, il est nécessaire de rappeler brièvement quelques faits.

#### Aux origines de la « révolution culturelle »

L'impasse politique de la bureaucratie après l'échec catastrophique du « grand bond en avant », les conséquences du conflit avec Moscou, le resserrement de l'encerclement impérialiste avaient conduit à une crise profonde au sein de la bureaucratie. Mao tenta de rétablir son autorité — et celle de l'aile de la bureaucratie qu'il incarnait — en exerçant une pression du dehors par une mobilisation limitée et contrôlée des masses, principalement de la jeunesse. A partir de 1966, la direction Mao appelle à l'action pour éliminer les survivances de la domination de la bourgeoisie et du féodalisme.

Lancée à l'assaut du « bourgeois », la jeunesse rencontre partout le bureaucrate. Le mouvement conduit pour saper l'autorité d'une fraction de la bureaucratie, au travers de multiples convulsions, du jeu des différents secteurs de l'appareil et de l'expression déformée des aspirations des masses, débouchait sur une remise en cause du monopole du pouvoir de la bureaucratie elle-même. Dans la seconde phase de la « révolution culturelle », ce n'était plus seulement la jeunesse, mais la classe ouvrière, dans les grands centres urbains, qui affirmait sa volonté et ses revendications.

#### Le retour à l'ordre

Dès 1967, le coup d'arrêt était donné. En septembre de cette année, commençait la « normalisation », c'est-à-dire la tentative de remettre en selle un appareil rénové. L'armée jouait un rôle considérable dans ce processus qui aboutissait, au nom de la « révolution cultu-

relle », à la répression contre ceux qui avaient été au premier rang de celle-ci.

Le IX<sup>e</sup> Congrès du PCC, en 1969, marquera le rétablissement de celui-ci comme « parti dirigeant » sans pour autant que les problèmes qui étaient à l'origine de crise aient été réglés.

Il avait été préparé une remise en ordre, par les moyens de la répression de masse. En particulier, à partir de septembre 1968, par dizaines de milliers, les jeunes « gardes rouges » issus des universités sont acheminés vers la campagne où ils doivent se « rééduquer ». Ils font l'amère expérience des mensonges de la bureaucratie au pouvoir à leur égard et de la situation des masses paysannes.

Ce n'est pas un hasard si, dans l'opposition qui se forme à partir de 1976 et qui utilise toutes les possibilités légales ou semi-légales qui lui sont données en 1979, nombre des animateurs sont d'anciens partisans de la « révolution culturelle »...



## « UN IMPORTANT DOCUMENT SUR LES CAPITAUX MIXTES »

**L**E 23 septembre, le Conseil des affaires d'Etat a promulgué les « Règlements sur l'application de la loi de la République populaire de Chine concernant les entreprises à capitaux mixtes chinois et étrangers ».

(...) Avec 118 articles répartis en 16 sections, le document aborde plusieurs points importants, y compris la forme et le statut légaux des entreprises à capitaux mixtes chinois et étrangers, les secteurs de l'industrie dans lesquels de telles entreprises peuvent être mises en place, les procédures de demande de fondation, les diverses façons dont l'investissement initial peut être apporté, la formation des conseils d'administration et des organes de direction et leurs principes de travail, les canaux d'achat et de vente ainsi que le système de fixation des prix, les systèmes financier et comptable, la durée des contrats, les problèmes de dissolution, de liquidation et d'arbitrage des disputes. Tous ces problèmes préoccupent les milieux industriels en Chine et à l'étranger, et appellent une solution immédiate.

Ces règlements montrent la détermination de la Chine de s'en tenir à sa politique d'ouverture vers l'étranger. Ainsi, ils comprennent des stipulations prévoyant un traitement de faveur pour les entreprises à capitaux mixtes chinois et étrangers, assurant un bénéfice aux investisseurs.

Le plus important changement apporté par ces règlements sera la véritable ouverture du marché intérieur aux produits de ces entreprises. Lors de la mise en place d'une telle entreprise, le problème se pose souvent pour les deux parties de savoir quelle proportion de la production pourra être vendue en Chine. Une entreprise à capitaux mixtes doit exporter une certaine quantité de produits afin de gagner des devises qui lui permettront de compenser les paiements faits à l'étranger, et afin d'améliorer constamment la qualité de ses produits et de sa gestion en participant à la compétition sur le marché international.

« Mais le gouvernement chinois, expliquent ces règlements, n'exige pas de façon systématique que l'entreprise exporte la majorité de ses produits, ou qu'elle compense totalement ses paiements à l'étranger. Les produits de ces entreprises dont la Chine a un besoin urgent ou qu'elle importe dans le cadre de son effort de modernisation peuvent

être vendus en majorité sur le marché chinois. »

(...) La politique d'imposition a également été assouplie. (...) La loi révisée stipule que ces entreprises seront maintenant exemptes d'impôt pendant les deux premières années où elles feront des bénéfices (seule la première année était exemptée auparavant). Elles ne paieront ensuite que la moitié de l'impôt les troisième, quatrième et cinquième années (auparavant, les deuxième et troisième années seulement).

De plus, la loi prévoit qu'une telle entreprise peut demander à être exemptée de l'impôt industriel et commercial pendant un certain temps si elle se trouve en difficulté et ne peut le payer pendant la période de mise en route.

Les règlements prévoient également un traitement de faveur au niveau des droits de douane sur les machines, l'équipement, les pièces détachées et autres matériels importés pour la mise en route ou l'expansion d'une entreprise à capitaux mixtes.

Enfin, ils prévoient une plus grande autonomie de gestion pour ces entreprises que pour les autres entreprises chinoises.

Le conseil d'administration d'une entreprise à capitaux mixtes peut prendre les décisions sur tous les problèmes importants qui se posent. Le directeur général peut être soit un Chinois, soit un étranger.

D'après les statistiques actuelles, 105 entreprises à capitaux mixtes ont été fondées entre juillet 1979, lorsque la loi sur les entreprises à capitaux mixtes chinois et étrangers en République populaire fut promulguée, et juin 1983. Elles représentent un investissement total de 526 millions de dollars américains, dont 214 millions apportés par les investisseurs étrangers. Dans le seul premier semestre de cette année, 22 nouvelles entreprises ont été approuvées. Le principal secteur d'investissement est passé à l'industrie légère, textile et du tourisme à l'industrie mécanique de haute technologie et l'industrie électronique.

L'application de ces nouveaux règlements devrait permettre aux entreprises à capitaux mixtes chinois et étrangers de jouer un rôle de plus en plus grand dans la construction économique de la Chine. »

(Beijing Information n° 40, 3 octobre 1983).

## L'opposition démocratique en Chine

CETTE page du dossier est avant tout consacrée à la situation de plusieurs des animateurs du mouvement d'opposition démocratique qui s'était développé en Chine lors de ce qu'on appela « le printemps de Pékin ». Ni le silence, ni l'oubli ne doivent retomber sur ces militants aujourd'hui encore emprisonnés.

### Des courants divers unis par le combat pour la démocratie

Il est nécessaire de rappeler ce que fut ce mouvement qui se développa le novembre 1978 à mars 1980. C'est dans les brèches ouvertes par les conflits au sein de la bureaucratie chinoise, par la guerre de succession ouverte dès avant la mort de Mao, que s'insère ce mouvement. Il utilise les possibilités légales qui sont temporairement données pour tenir des forums de discussion. Puis ce sera la publication de toute une série de revues (en tout une trentaine de titres) qui abordent sans préjugés et sans œillères officielles tous les aspects de la réalité chinoise. Enfin, ce sera « le mur de la démocratie » où chacun pourra plaquer ses opinions et que des milliers de Pékinois viendront lire, commenter, discuter passionnément.

Mais dès le début de l'année 1980, Deng Xiao Ping ôtera son masque « libéral », la répression décapitera le mouvement, interdira la parution des revues et finalement en finira avec « le mur de la démocratie ». Mais les procès eux-mêmes et l'écho qu'ils auront prouveront que l'action de ces opposants se poursuivra.

Plusieurs traits caractérisent cette opposition chinoise : sa confiance dans les capacités du peuple chinois et des travailleurs de Chine ; ce qu'on pourrait appeler son « progressisme ». Aucun de ses éléments ne prône un retour au passé. Et les différents courants qui la composent se réclament tous des principes démocratiques et pour nombre d'entre eux cherchent à utiliser le marxisme comme arme contre la bureaucratie.

Nous publions ci-dessous un extrait du bulletin « Droits de l'homme en Chine », en date du 22 mars 1979, qui, mieux que de longs commentaires, indiquait ce qu'était la démarche de cette opposition :

« Demandons-leur (aux théoriciens du PCC - NDLR) encore pourquoi dans les pays où selon eux la propriété commune des moyens de production est réalisée, où le peuple est le maître de la société et où le prolétariat exerce sa dictature sur une poignée de bourgeois, en fait, ne gêne rien du tout ? Pourquoi, au moment où le peuple s'aperçoit qu'une poignée d'ambitieux engendrent les pires désordres et où il tente de les empêcher, il subit une répression cruelle de la part de la "dictature prolétarienne" ?

Est-ce là le socialisme proposé par Marx ? Est-ce là la différence décisive que la propriété du peuple entier

détermine entre le socialisme et le capitalisme ?

Aujourd'hui, cette poignée d'ambitieux qui tiraient les ficelles de ces théoriciens chinois et qui ont exaspéré le peuple viennent d'être abattus par l'histoire sévère, et nous ne savons pas encore quelle nouvelle définition les théoriciens vont nous donner du socialisme.

Mais quelles que soient leurs "théories", le peuple a plus ou moins compris maintenant que sans garanties démocratiques permettant aux travailleurs de surveiller et de gérer vraiment la société, la propriété du peuple entier ou "propriété commune" ne deviendra, au mieux, que propriété monopoliste d'Etat, soit une autre forme de capitalisme (peut-être plus arriérée que le capitalisme) et qui profite à une minorité.

### « Le slogan du socialisme »

Les travailleurs, surtout la classe ouvrière contemporaine, sont en voie de créer les forces productives modernes : c'est la première condition pour réaliser la libération du travail et une vraie société socialiste. Mais dans le même temps, ils doivent, et c'est également inévitable, exiger sans cesse la deuxième condition.

Réclamer un minimum de droits démocratiques est le premier pas vers cette deuxième condition. Cela ne permettra pas aux travailleurs de contrôler la société du jour au lendemain. Mais ils pourront, d'une part balayer les obstacles conservateurs qui entravent le développement des forces productives, d'autre part, s'organiser et entraîner le peuple vers la réalisation de la deuxième condition.

Si les ennemis du mouvement pour la démocratie nous accusent de demander une démocratie semblable aux démocraties bourgeoises, nous pourrions répondre et démontrer que ce n'est pas la faute du mouvement pour la démocratie. Tant que les conditions matérielles de la société seront insuffisantes pour réaliser pleinement la démocratie populaire — c'est-à-dire la libération définitive du travail — une démocratie populaire achevée n'ayant rien à voir avec la démocratie bourgeoise ne serait qu'illusoire.

Posons une dernière question à nos accusateurs : comment une société qui ne parvient même pas à la démocratie bourgeoise parviendra-t-elle, et à quelles conditions et avec quelles forces, à la véritable démocratie prolétarienne de tous les travailleurs ?

La slogan du socialisme est : les assemblées de travailleurs doivent gérer collectivement la société.

Limitée par les conditions économiques mondiales, une telle société n'a pu encore se réaliser complètement. Mais elle se réalisera. » (Shi Du, le 10 mars 1979 : Droits de l'homme en Chine du 22 mars 1979).

Un symbole de la répression contre l'opposition démocratique

## Wei Jingsheng emprisonné depuis six ans

Cinq ans après ce qu'on avait appelé le « Printemps de Pékin », nombre des animateurs des revues d'opposition qui fleurirent alors et qui furent ensuite durement frappés par la répression sont toujours emprisonnés. Le silence s'est abattu sur leur sort.

C'est un devoir pour tous ceux qui se réclament des principes de la démocratie et du socialisme, en particulier pour ceux qui ne confondent pas la révolution chinoise avec le pouvoir arbitraire qui l'a politiquement confisquée, que de rompre ce silence.

Dans ce « dossier », nous avons par ailleurs traité de quelques aspects du mouvement qui se développa en 1978-1979. Nous voudrions ici insister sur quelques-unes des figures les plus représentatives de ce mouvement qui aujourd'hui, comme des dizaines d'autres, sont toujours enfermées dans les geôles de Deng Xiaoping.

C'EST le cas de Wei Jingsheng qui, le 29 mars 1984, commencera sa sixième année de détention. Son arrestation le 29 mars 1979 aboutissait en octobre de la même année à sa condamnation à quinze ans de prison. Condamnation dont Deng Xiaoping admettait lui-même qu'elle constituait une « peine exemplaire » et marquait le début de la vague de répression qui allait s'abattre sur le mouvement démocratique chinois dans son ensemble.

Wei Jingsheng, jeune ouvrier chinois, était l'animateur de l'une des revues surgies pendant la période du Printemps de Pékin, la revue *Enquêtes*.

C'est Wei Jingsheng qui lança le mot d'ordre de la « cinquième modernisation ». On sait que lors de son 11<sup>e</sup> Congrès (1977), le PCC avait mis en avant le slogan des « quatre modernisations » (agriculture, industrie, défense, sciences et techniques). Pour Wei Jingsheng, la « cinquième modernisation » c'est ce qui manque le plus au régime chinois et qui est indispensable pour régler les problèmes de la société chinoise, la démocratie.

Il écrit à ce sujet :

« Dans une société socialiste-démocratique, le peuple contrôlerait, par des moyens démocratiques, les moyens de production, c'est-à-dire les conditions qui lui permettent d'acquiescer les biens matériels. Par ce contrôle des moyens de production, qui doivent satisfaire les besoins de la société, il s'identifie au producteur. En participant à l'organisation des besoins matériels et intellectuels, il s'identifie au travailleur. D'autre part, en présentant ses besoins personnels, il est en même temps consommateur. L'idée que je me fais du peuple est la suivante : le peuple est formé de tous les individus et en même temps de chaque individu. L'individualisme et le collectivisme sont les deux fondements de l'idéologie du peuple. » (Wei Jingsheng « La cinquième modernisation, la démocratie »).

Pour ce crime, il sera condamné à quinze ans de prison. Il est faussement accusé d'avoir fourni à l'étranger des « renseignements militaires » (alors que le fait sur lequel se fonde cette accusation est qu'il a dit à un journaliste le nom du commandant en exercice du front pendant le conflit avec le Vietnam, ce qui n'était un secret pour personne !); de s'être livré à une propagande contre-révolutionnaire (c'est-à-dire d'avoir ouvertement formulé les solutions qu'il jugeait les meilleures pour l'avenir de la Chine); d'avoir diffamé le marxisme-léninisme et la pensée de Mao-Tse-Toung (c'est-à-dire d'avoir exprimé sa propre pensée).

Remarquons que la liberté de parole est garantie par la Constitu-

tion de la République populaire de Chine et Wei Jingsheng n'a fait qu'exercer un droit théoriquement reconnu à tout citoyen chinois.

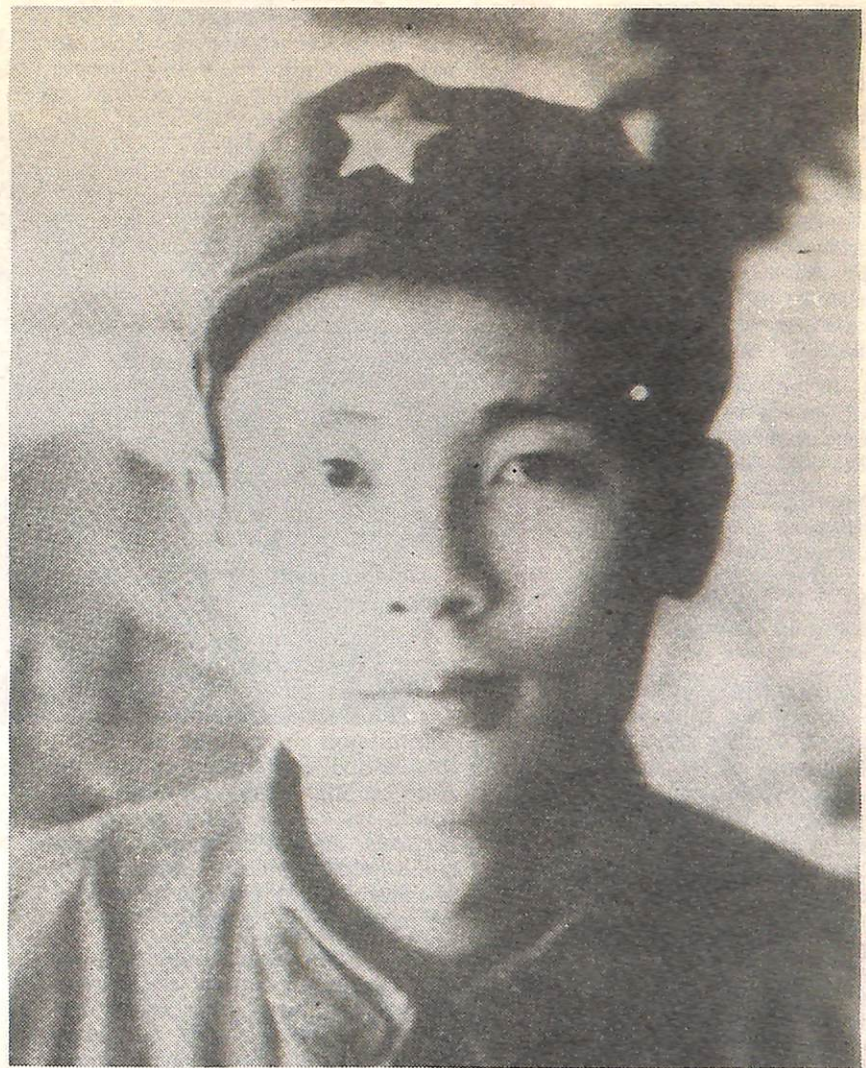
Avant que le verdict inique fût prononcé contre lui, Wei Jingsheng justifia son action. Nous reproduisons ci-dessous la conclusion de sa plaidoirie :

« J'ai déjà dit qu'il était inutile de réfuter un à un les chefs d'accusation que le procureur a énumérés en donnant des citations tronquées de mes textes. Permettez-moi seulement de souligner deux points :

1/ La Constitution donne aux citoyens le droit de critiquer leurs

les choses qu'il juge déraisonnables. C'est un droit souverain que personne n'est autorisé à violer. Les critiques ne peuvent logiquement pas être agréables à entendre, ni être toutes correctes. Exiger des critiques qu'elles soient plaisantes ou totalement justes — sous peine de sanction — revient à défier les dirigeants. Est-ce que nous voulons vraiment marcher sur les traces de la bande des quatre et retrouver "l'idolâtrie moderne" ? Les critiques, cela va sans dire, doivent être appuyées par des faits et éviter l'attaque personnelle et l'injure. C'était un des principes fondamentaux de notre revue. Si le procureur trouve que je n'ai pas suffisamment respecté ce principe, je suis disposé à accepter ses critiques et celles de toute autre personne. Voilà ce que j'avais à dire pour ma défense. »

Après la condamnation de Wei Jingsheng, l'un de ses compagnons de lutte, Liu Qing, est arrêté et condamné sans procès à trois ans de prison, pour avoir distribué les « minutes » du procès. En décembre 1979, l'ouvrier Gwo Shushang est condamné à huit ans de prison pour avoir clamé l'innocence de Wei Jingsheng.



dirigeants parce que ceux-ci sont des hommes et non des dieux. Il faut que les peuples les critiquent et les contrôlent si l'on veut qu'ils fassent moins d'erreurs. Si l'on ne veut pas qu'ils deviennent des seigneurs régnant sur le peuple. La tranquillité du peuple est à ce prix ;

2/ Si l'on désire réformer le système social de notre pays, il faut faire confiance au peuple et laisser les gens utiliser les armes de la critique et du débat d'idées pour mettre à jour les imperfections du système actuel. Sinon, la réforme ne pourra pas être menée à bien. Voilà pourquoi chaque citoyen a le droit et le devoir de critiquer les personnes et

En 1982, on apprenait la condamnation à 14 ans de détention de Wang Xizhe, l'un des auteurs d'une brochure sur la légalité et la démocratie en régime socialiste, diffusée en 1974.

Vers la fin de la même année, on apprenait également la condamnation à quinze ans de prison du cheminot Xu Wen Li, ouvrier aux chemins de fer de Pékin, qui avait fondé en décembre 1978 la *Tribune* du 5 avril (dont les autorités suspendirent la publication en mars 1980). En novembre 1980, il avait envoyé un message de solidarité à Lech Walesa et au syndicat indépendant *Solidarność*. Il avait été arrêté en avril 1981.